

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

**LA RÉFORME
DU RÉGIME DE LA CHASSE
EN FRANCE**

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(Sciences politiques et économiques)

présentée et soutenue le Lundi 25 Mai 1925, à 3 h. 1/2

PAR

Henri DELERUE



Membres du Jury	{	MM. HITIER, Professeur, Président.
		DESCHAMPS, Professeur.
		PERREAU, Professeur.



RENNES
IMP. EDONEUR
65, Rue du Mail

—
1925

https://archive.org/details/IA41551608_0063

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA RÉFORME DU RÉGIME DE LA CHASSE EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(Sciences politiques et économiques)

présentée et soutenue le Lundi 25 Mai 1925, à 3 h. 1/2

PAR

Henri DELERUE

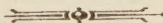


Membres du Jury

MM. HITIER, Professeur, Président.

DESCHAMPS, Professeur.

PERREAU, Professeur.



RENNES

IMP. EDONEUR
65, Rue du Mail

1925

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA RÉPONSE

DU RÉGIME DE LA CHASSE

EN FRANCE

La Faculté n'entend donner aucune appro-
bation ni improbation aux opinions émises
dans les thèses : ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

La disparition du gibier. — Elle a son origine dans l'organisation qui est issue de la loi du 3 mai 1844. — L'importance économique du gibier justifiait une réforme. — Portée de celle opérée par la loi du 1^{er} mai 1924.

La chasse appelle, comme toute autre activité de l'homme, une réglementation émanée des pouvoirs publics, dans une société policée. Les problèmes que cette réglementation a pour objet de résoudre son complexes, car la vie en société fait naître entre les hommes, pour toute sorte d'activité, des relations très diverses et très compliquées. A propos de la chasse, le législateur se trouve en présence d'une multitude de questions à trancher qui peuvent être ramenées à deux ordres de préoccupations fondamentales.

La chasse soulève d'abord un problème d'ordre juridique : Qui a le droit de chasser ? En principe, il semble que tout individu doive avoir ce droit, car il n'est que la manifestation des libertés dont la société, l'organisation politique, a la mission d'assurer l'exercice à tous. Mais l'exercice de cette liberté de chasser se heurte à l'exercice d'une autre liberté, celle du propriétaire, dont le domaine foncier doit être respecté, et qui peut s'opposer à ce qu'on s'y livre à des entreprises qui troublent son droit. Dans le conflit de la liberté de chasser, avec le droit de propriété, nous voyons, grâce à l'étude comparée des diverses législations, française et étrangères, que le législateur donne la préférence, tantôt au chasseur, tantôt au propriétaire. En ce qui nous concerne, la Révolution française, pénétrée de la doctrine individualiste qui fonde l'organisation sociale et économique sur la protection la plus minutieuse des droits de la propriété privée, a sacrifié la liberté du chasseur aux prétentions du propriétaire foncier, tant et si bien que l'on peut dire que depuis 1789 le droit de chasse est devenu un attribut du droit de propriété. Mais avec l'évolution démocratique et sociale du xix^e siècle, les progrès constants de la doctrine solidariste ou socialiste, il a été de plus en plus question, dans les systèmes juridiques modernes, de dépouiller le propriétaire du droit de chasse, en permettant au chasseur d'opérer même sur le terrain d'autrui, sans l'assentiment du détenteur du sol. Nous voyons dans ce sens plusieurs projets de loi tendant à restreindre les droits de la propriété privée en cette matière.

A) Une proposition de loi, déposée le 18 janvier 1907 à la Chambre des députés par MM. Vaillant, Allemane, Bouveri, Jaurès, etc... ayant pour objet la liberté de la chasse et de la pêche, sans autres restrictions que celles nécessitées par les mesures d'intérêt public pour la protection de l'agriculture (voir J. O. Chambre des

députés, session ordinaire de 1907, documents parlementaires, annexe n° 668, p. 56).

B) Une proposition de loi, présentée le 14 juin 1909 à la Chambre des députés par MM. Louis Guislain et Goniaux, tendant à frapper d'un droit de 2 fr. 50 à l'hectare les chasses gardées dont la superficie dépasserait 100 hectares appartenant à un seul propriétaire. (Voir J. O. Chambre des députés, session ordinaire de 1909, doc. parlementaires, an. n° 2.559, p. 1.238).

Au point de vue juridique, une réglementation de la chasse doit contenir, d'autre part, les dispositions propres à assurer dans l'intérêt de l'ordre public, la police de cette activité qui peut être dangereuse pour la tranquillité et la vie des autres citoyens. Depuis la reconnaissance des libertés individuelles sous la Révolution le législateur et l'administration se sont efforcés d'organiser la police préventive propre à garantir le public contre leurs excès, et d'établir un régime répressif pour en corriger les abus. En ce qui concerne la chasse, la police préventive s'est manifestée sous la forme d'une obligation qui consistait à demander à l'administration un permis de port d'armes, et depuis la loi du 3 mai 1844, un permis de chasse. La répression consiste dans les lois pénales sanctionnant l'homicide par imprudence, la chasse sans permis ; les lois civile condamnant à réparation en cas de dommages causés.

Toutes ces questions d'ordre juridique n'ont pas soulevé de discussions particulièrement remarquables dans nos assemblées législatives depuis le début du XIX^e siècle. Les solutions que la Révolution et la loi de 1844 avaient consacrées sont demeurées sans changement, et nous pouvons affirmer à l'heure actuelle que le droit de chasse demeure un attribut du droit de propriété.

Mais la chasse a un autre aspect, d'allure moins théorique d'ailleurs, qui a provoqué, au contraire, un

mouvement de réforme depuis une date relativement ancienne. Ce mouvement a trouvé un commencement de conclusion dans la loi récente du 1^{er} mai 1924. C'est de l'aspect économique du droit de chasse que nous voulons parler, et dont nous nous occuperons principalement dans le présent travail. La chasse a pour résultat d'apporter sur le marché des denrées alimentaires, un produit, le gibier, dont l'intérêt économique, bien qu'il soit relativement limité, n'est pas néanmoins sérieusement contestable.

Les questions économiques sont à l'heure actuelle au premier plan. Le coût du prix de la vie est un facteur d'une importance capitale dans les Etats modernes, dont la population profondément éprouvée par la dernière guerre est plus ou moins agitée ou troublée à raison de l'incertitude économique générale. Les gouvernants doivent se préoccuper d'accroître l'apport des denrées sur les marchés de l'alimentation, en particulier ; ils doivent se préoccuper du commerce extérieur dans l'intérêt de la devise nationale et diminuer, dans le pays, les besoins de fournitures en provenance de l'étranger. Enfin, les finances de l'Etat sont intéressées par le développement de la prospérité économique dans tous les domaines, car elle est une cause d'accroissement des ressources fiscales. De ce côté là, aucun effort ne doit être épargné, car le Trésor public est véritablement aux abois dans beaucoup d'Etats et en France notamment.

C'est pourquoi nous lisons dans un projet de loi, modifiant l'art. 22 de la loi du 3 mai 1844, présenté par M. Chéron, ministre de l'Agriculture, à la séance de la Chambre des députés du 17 mai 1923, les lignes suivantes : « La chasse étant à la fois une richesse au point de vue économique et une source de recettes directes pour le Trésor, le Gouvernement a le devoir de chercher à en améliorer l'exploitation ». Tel est le but également poursuivi au nom des mêmes préoc-

cupations dans le projet qui est devenu la loi du 1^{er} mai 1924.

Nous devons insister ici quelque peu sur ces deux points : la chasse est une richesse au point de vue économique, et une source de recettes directes pour le Trésor.

Sous l'Ancien Régime, le gibier n'avait pour ainsi dire aucune place sur le marché. Jusqu'à la Révolution, le roi était en théorie le seul chasseur du royaume. « C'est au roi, dit Pothier, qu'appartient le droit de « chasse dans son royaume ; sa qualité de souverain « lui donne le droit de s'emparer, primitivement à « tous autres, des choses qui n'appartiennent à per- « sonne, tels que sont les animaux sauvages ; les sei- « gneurs et tous ceux qui ont le droit de chasse ne le « tiennent que de sa permission, et il peut mettre à sa « permission telles restrictions et modifications que « bon lui semble » (1).

En fait, le droit de chasse délégué par le Roi aux gentilshommes était scrupuleusement réservé à un très petit nombre de personnes. Souvent restreint chez ceux-là même qui en jouissaient par les « plaisirs du Roi », et les droit des capitaineries de chasse, il ne comportait pas la faculté de donner au gibier une place sur notre marché. D'autant plus qu'il résultait de ce caractère honorifique du droit de chasse sous l'ancien régime, qu'on ne devait chasser que pour son plaisir et non pour en tirer profit (2).

Quelques nobles très pauvres, seuls, pouvaient vendre le gibier qu'ils tuaient. On les appelait « Gentilshommes à lièvres » (3).

Le gibier n'était livré que fort accidentellement à

(1) POTHIER : *Traité du droit de domaine et de propriété* (Première partie, chap. II, section II, 332).

(2) DE LOISNE : *Le droit de chasse*, p. 161.

(3) *Dictionnaire de Trévoux*, 1734 (Mot Lièvre, p. 1447).

la consommation publique, malgré le braconnage effréné auquel avaient donné lieu les pénalités excessives édictées par l'Ordonnance de 1601, qu'il était souvent impossible d'appliquer (1).

Cependant, à cette époque, le gibier abondait en France. A défaut de statistiques précises, les lettres des courtisans, et surtout les mémoires de Dangeau nous renseignent sur les quantités de pièces abattues par le Roi, dans un espace restreint. Elles étaient le plus souvent distribuées aux dames de la Cour. Il est vrai qu'il n'est ici question que des chasses royales, particulièrement bien aménagées et gardées. De plus, en nous reportant aux mœurs de l'époque, nous nous rendons compte de la place que le gibier occupait sur les tables royales et seigneuriales. Voici ce que recommande Nicolas de Bonnefons, valet de chambre du Roi (1654), pour un déjeuner de 30 couverts, dans ses « Délices de la campagne » :

1^{er} service. — Potages hachis ou panades. Le potage à la reine doit être fait de quelques hachis de perdrix ou faisans. — 2^e service. — Ragouts, fricassées, venaisons rôties et en pâte, etc... — 3^e service. — Gros rôtis : perdrix, faisans, bécasses, ramiers, levrauts, lapins, etc... — 4^e service. — Petit rôti : bécasines, grives, alouettes. Il y a quatre autres services où apparaissent diverses autres sortes de gibier.

Mais nous avons un autre élément d'appréciation sur la quantité du gibier à cette époque, en nous reportant aux mesures de défenses prises par les ordonnances contre les dégâts qu'il commettait. L'ordonnance de 1669, et des instructions postérieures prescrivent la destruction de tous les lapins des capitaineries (2).

Il est vrai qu'elles durent être bien mal exécutées,

(1) DE LANNAY : *Code des chasseurs*, tome I, p. 215.

(2) FAIDER : *Histoire du droit de chasse*, p. 245.

câr Louis XVI rédigea lui-même un projet de réglementation pour la destruction des lapins, qui fût rejeté par Turgot, mais repris et sanctionné par le Conseil du Roi, dans un arrêt du 21 janvier 1776. Cet arrêt accordait aussi de nombreuses remises d'impôts aux habitants des capitaineries royales, tant était nombreux et dévastateur le gibier qui pullulait sur leurs terres.

J.-J. Rousseau raconte dans ses « Confessions », que, sous Louis XV, les habitants de la plaine Saint-Denis, pour protéger leurs récoltes, tant le gibier était abondant, étaient obligés de garder leurs champs la nuit et d'écarter le gibier en faisant un effroyable vacarme avec des cloches et des chaudrons. Le comte de Charolais défendit à ses vassaux de faire tout ce tapage.

Les cahiers des Etats Généraux, à chaque feuillet, se firent les échos des plaintes universelles des cultivateurs et des paysans contre ce gibier « qui les dévorait et dont la poursuite par les fils et les amis du seigneur devenait souvent plus onéreuse pour eux que sa conservation » (1).

Tous souhaitent « que le propriétaire et le cultivateur soient autorisés à détruire le gibier sur leurs terres et dans leurs bois particuliers » (Dourdan 18).

La noblesse, elle-même, reconnaît « la nécessité de détruire les bêtes fauves et d'ordonner que les indemnités qui pourraient être dues à raison des dégâts qu'elles occasionnent, ou tout autre espèce de gibier, seront supportées par les propriétaires de chasses ». (Vicomté de Paris, 11).

En Vermandois, on parle « des ravages occasionnés par le gibier et par l'indiscrétion des chasseurs ».

De ces documents, il nous est facile de conclure : le gibier pullulait mais vivait et disparaissait sans profit.

(1) M. DE PONCINS : *Les cahiers de 89 ou les vrais principes libéraux*, p. 109 et 151.

Lorsqu'après la nuit du 4 août 1789, le privilège de la chasse fut aboli avec les autres, le décret des 28-30 avril 1790 réglementa l'exercice de la liberté de chasser, en conciliant le droit de tout individu de s'emparer des animaux sauvages, du gibier considéré comme une « res nullius » avec le droit du propriétaire d'empêcher le premier venu de pénétrer sur son domaine. C'est ce décret qui fit ainsi du droit de chasse un droit inhérent à la propriété. Il fut suivi d'un grand nombre d'autres décrets qui réglementaient la matière.

Néanmoins, le gibier ne devint pas un produit alimentaire courant. La moisson de jeunes hommes que l'Empire coupa sur le sol français, empêcha que le nombre des chasseurs se multipliât dans des proportions trop grandes, et l'institution du permis de port d'armes de chasse restreignit encore leur nombre. Le prix en était fixé à 30 francs, somme considérable pour l'époque. (Déc. imp. du 11 juillet 1810).

Le nombre des chasseurs s'accrut, sous la Restauration, dans des proportions notables, par suite de l'abaissement du prix du permis à 15 francs (art. 77 de la loi du 28 avril 1816). Une loi de finances du 24 mai 1834, réduisant également le prix des poudres de chasse, provoquait aussi l'augmentation du nombre des braconniers.

En 1840, le prix d'un lièvre moyen était de 6 francs et celui d'une perdrix de 1 fr. 50.

On commençait à les rechercher comme produit alimentaire et le braconnage se trouva suffisamment rémunéré.

« Le braconnage, non réprimé, constituait une véritable industrie ; les propriétaires voyaient chaque jour leurs droits foulés aux pieds ; le gibier traqué de tous côtés semblait devoir disparaître bientôt » (1).

(1) ERNEST JULLIEN : *La chasse, son histoire et sa législation*. Paris, Didier, 1867, p. 378.

C'est la préoccupation économique qui est l'origine de la loi du 3 mai 1844, sur la police de la chasse.

« Cette loi, disait à l'époque le Garde des Sceaux, « sera un bienfait pour la propriété et l'agriculture qui « regardaient avec raison le braconnier comme un de « leurs plus redoutables fléaux ».

« Elle préservera le gibier de la destruction complète « et prochaine dont il est menacé ».

« Elle aura enfin, un résultat moral qui doit l'agrandir « et en relever l'importance aux yeux de tous les « gens de bien ; elle empêchera une classe nombreuse « et intéressante de la société de se livrer à des habitudes d'oisiveté et de désordre qui conduisent trop « souvent au crime » (1).

Le gibier est ainsi élevé par cette loi au rang d'une de nos richesses nationales. On voit ainsi l'évolution qui s'est accomplie dans les idées sur la chasse depuis la Révolution et l'Ancien Régime. Il importe d'examiner les données qui rendent compte de cette importance économique attribuée au gibier.

La chasse, comme tant d'autres industries agricoles, n'a pas seulement pour résultat économique d'approvisionner notre marché de son produit direct, elle engendre aussi des réactions économiques et fiscales qui peuvent avoir une influence parfois considérable sur la richesse du pays.

Le gibier consommé en un an dans notre pays est fourni au public par deux sources différentes : le gibier indigène et le gibier étranger.

Il est difficile de déterminer la valeur du gibier annuellement tué sur le sol français ; en effet, une partie seulement est livrée au commerce, l'autre étant donnée ou consommée par le chasseur. On ne peut préciser la valeur de ce gibier dont la consommation ne donne lieu à aucune transaction.

(1) Discours du Garde des Sceaux, M. Martin du Nord.

Les économistes qui ont spécialement étudié cette question ont proposé à diverses époques des évaluations étayées sur des considérations parfois très différentes.

En 1883, dans son rapport au Sénat sur une proposition de loi relative à la chasse (J. O. 27 octobre 1883), M. Laffitte disait : « Notre sol produisait naturellement sans coûter un sou à personne, il y a 15 ans, pour 120 millions de gibier, aujourd'hui, quoiqu'il ait été quadruplé de valeur, à peine en produisons nous 50 millions ».

M. d'Esterno (dans un ouvrage intitulé : « Le Roi s'amuse et la loi aussi »), écrivait en 1883 : « Le produit de la chasse surpasse les produits réunis de l'olivier, du houblon et du mûrier ». Or, ces produits atteignaient alors 45 millions.

M. Marcel Dubois (France et colonies 1903, p. 305) déclare : « Les animaux tués à la chasse représentent sans compter les profits autres que la nourriture, peaux, plumes, poils, etc..., une valeur qu'on estime à 40 millions de francs environ ».

« La consommation du gibier en France, écrit M. Machet, sénateur, dans son rapport sur le projet qui est devenu la loi du 1^{er} mai 1924 (Sénat), doc. parl. J. O. 1923. 12 janvier 1924, feuille 64, p. 1017), s'élève à plus de 50 millions de francs annuellement et la grande partie provient de l'importation, alors qu'avec un climat et un sol aux cultures variées comme celui que nous avons, nous devrions nous suffire et même exporter ».

Dans la comparaison de ces chiffres, proposés à diverses époques, il y a une chose qui frappe ; c'est que l'évaluation baisse de plus en plus à mesure que nous arrivons à l'époque actuelle. Aujourd'hui le chiffre de 50 millions paraît extrêmement faible, étant donné la dépréciation de notre devise nationale. Ce chiffre

représente à peine 15 ou 20 millions d'avant guerre et l'importation y est comprise, alors que dans les 45 ou 50 millions d'autrefois elle n'y figurait pas.

Cette importation figurait pour les chiffres suivants dans nos statistiques antérieures à la guerre :

D'après le Bulletin de Statistique et de législation comparée, en 1900 :

Exportations : gibier vivant.....	1.108.000 frs.
— — mort	1.914.000 frs.
Importations : gibier vivant	240.000 frs.
— — mort	5.155.000 frs.

Nous exportons à cette époque beaucoup plus de gibier vivant que nous n'en importons ; cela tenait à ce que l'élevage du faisan n'était perfectionné nulle part comme en France. Le faisan français peut d'autre part, vivre et s'élever à peu près n'importe où, à cause de notre climat tempéré. Les œufs du faisan étaient également comptés aux exportations de gibier.

Quant au gibier mort, il existait une grande disproportion entre notre importation et notre exportation : 5.155.000 pour 1.914.000.

Encore, les chiffres du Bulletin de Statistique ne tenaient-ils pas compte des conserves de gibier.

En 1888, écrit M. Caillard (nouveau dictionnaire d'économie politique, tome I. 1891), à Paris seulement on a importé plus de 2.300.000 kgs de gibier, valant au-delà de 4.000.000 de francs.

Là dessus :

L'Allemagne a fourni	1.312.000 kg.
La Hollande	112.000 kg.
L'Angleterre	65.000 kg.
L'Espagne	156.000 kg.
L'Italie	650.000 kg.
La Russie	15.000 kg.

La chasse a d'autres résultats dans l'ordre économique :

« Il n'est pas besoin d'insister sur le courant très important de transactions commerciales auquel donne lieu la chasse chaque année : Locations de chasses, émoluments des gardes, entretien des équipages et des chiens, achat du gibier de repeuplement ou de consommation, dépenses de restaurants et d'hôtels, transports des chasseurs en trains, en automobiles, à bicyclette, etc..., vente des vêtements, des chaussures, des accessoires de chasse, etc... Les transactions représentent plus d'un demi milliard par an » (1).

Le côté économique vient, comme toujours, rejoindre le côté fiscal puisque l'Etat par l'impôt trouve son compte au développement de la richesse, d'autant plus que la matière imposable s'élargit.

Avant la guerre, la chasse représentait pour le Trésor un revenu de plus de 30 millions. Il y a d'abord la taxe perçue à l'occasion de la délivrance du permis de chasse.

Le prix du permis de chasse fut fixé à 30 fr. sous l'empire des décrets de 1810 et de 1812. Mais alors il rapporta peu à l'Etat, à raison de la mauvaise application de ces décrets, et aussi parce que leur légalité fut longtemps contestée. Comme ils étaient sanctionnés par une amende de 30 à 60 francs, de 60 à 200 francs au cas de récidive, la confiscation, un emprisonnement de six jours à un mois, on soutenait qu'ils avaient été rendus inconstitutionnellement et ne pouvaient avoir un caractère obligatoire.

La loi du 28 avril 1816 abaissa le prix du permis à 15 francs. Il rapporta aussi peu à l'Etat, à cause de son bas prix. En 1834, cette taxe produisait 1.201.500 f. (2).

(1) Rapport de M. le Sénateur Machet, ci-dessus cité. J. O., Docum. parlem., Sénat 1923, p. 1017.

(2) DE LOISNE, op. cit., p. 232.

L'art. 5 de la loi de 1844 en fixa le prix à 25 francs, dont 15 pour l'Etat et 10 pour la commune où la demande était faite. On a voulu, par cette dernière disposition, que les communes fussent intéressées à faire respecter la Loi.

Le nombre des permis en 1844 atteignait le chiffre de 125.153 produisant 3.128.825 francs dont 1.877.275 pour l'Etat et 1.251.530 pour les communes.

En 1843, cette taxe n'avait produit que 2.150.610 fr. (1).

Le port d'armes de chasse, afin de marquer l'autorisation de chasser par tous les moyens licites, devenait le permis de chasse.

La loi du 23 août 1871, cherchant à créer des ressources à la France, le remonta à 40 francs, 30 pour le Trésor et 10 pour la commune.

Mais, dit M. de Loisne, le nombre des demandes diminua de moitié et l'Etat se trouva en perte.

M. de Loisne exagère.

En 1871, il y a eu 153.639 demandes.

En 1872, il y en a eu 106.003.

Or, pour le Trésor, 153.639 permis à 25 francs donnent 3.838.975 francs et 106.003 permis à 40 francs donnent 4.240.120 francs., chiffres absolument contraires aux affirmations de M. de Loisne.

Les adversaires de la surélévation du prix du permis auraient pu opérer ces deux simples multiplications.

La loi du 30 avril 1872 rétablit le prix de 25 francs. Aussi le nombre des demandes augmenta-t-il dans des proportions énormes.

En 1873, le produit des permis de chasse fut de 9.394.075 francs dont 5.636.445 pour l'Etat et 3.757.630 francs pour les communes.

En 1874, il a été pour l'Etat de 5.534.180 francs (comptes rendu définitif de l'exercice 1873 et 1874).

(1) *Dictionnaire des Finances*. Léon Say, 8^e fascicule, 1887.

La loi du 2 juin 1875 porta à 18 francs la somme perçue par l'Etat et garda celle de 10 francs pour les communes. Le prix du permis de chasse était donc de 28 francs.

En 1882, l'administration a délivré 372.825 permis, produisant un total de 10.439.100 francs, dont 6.700.850 francs pour l'Etat, et 3.725.970 francs pour les communes.

Dix ans après, en 1892-1893, 373.597 permis ont été délivrés, représentant 10.460.716 francs, soit 6.724.746 francs à l'Etat, et 3.725.970 francs aux communes.

Depuis cette époque ces chiffres n'ont pas sensiblement varié, ils ont plutôt eu tendance à diminuer. La diminution du nombre des permis provient de ce fait que les chasseurs provinciaux savent à quoi s'en tenir sur la disparition du gibier et ne trouvent plus ni plaisir, ni profit à chasser. Quant aux chasseurs citadins, il semble que leurs illusions augmentent à mesure que le gibier diminue. A Paris, c'est la Préfecture de Police qui délivre les permis de chasse ; de 1875 à 1880, la moyenne des permis délivrés a été de 7 à 8.000. Pendant les dix années suivantes, elle a été de 8.500.

Puis on chiffre : 7.917 en 1892.

8.539 en 1893

9.117 en 1894

9.275 en 1895

9.664 en 1896

9.810 en 1897

9.721 en 1898

9.795 en 1899

9.745 en 1900

Au cours de ces dernières années, notamment depuis la guerre, il y a eu une augmentation considérable du nombre de permis de chasse délivrés dans le pays tout entier ; cette augmentation a son origine dans l'accroissement du bien être.

Pour l'ensemble du pays, en 1921 et en 1922, le nombre des permis de chasse s'est élevé aux chiffres suivants :

1921	permis généraux.....	19.826
	permis départementaux..	513.795
1922	— généraux	31.622
	— départementaux..	660.493

En 1923 et 1924, ces chiffres ont tendance à demeurer stationnaires.

Cette distinction nouvelle entre permis départementaux et permis généraux a été établie par la loi du 25 juin 1920, — loi portant création de ressources fiscales supplémentaires — dans son art. 44. Le droit exigible pour le permis général est désormais de 80 fr. au profit de l'Etat, et de 20 fr. au profit de la commune. Pour le permis départemental, le droit perçu au profit de l'Etat est réduit à 20 fr.

La loi du 26 mars 1924 instituant le double décime, a eu pour effet de porter à 96 francs et à 44 francs respectivement, le droit perçu au profit de l'Etat. Il en coûte donc aujourd'hui 116 francs ou 44 francs, pour prendre un permis de chasse.

On peut, de ce fait, se rendre compte de l'importance des sommes que la délivrance des permis de chasse fait rentrer dans les caisses du Trésor.

Avec son permis de chasse et son fusil, le plus utile accessoire du chasseur est son chien. Le chien, animal de luxe comme certains chevaux, sera matière imposable. Il payera d'autant plus cher qu'il sera présumé davantage un sujet de plaisir pour son propriétaire. La notion de la chasse emportant ici une idée de luxe, les chiens de chasse seront beaucoup plus vigoureusement frappés que les autres.

La loi du 2 mai 1885 a rendu la perception d'une taxe sur les chiens, obligatoire dans toutes les communes.

Cet impôt a produit en 1898 la somme formidable, à l'époque, de 9.362.655 francs. Quelle était sur cette somme la part contributive du chien de chasse ? Certains auteurs l'évaluent au quart du chiffre total indiqué, soit 2 millions et demi.

La loi des finances du 31 juillet 1920 a relevé la taxe sur les chiens, dans son art. 8, ainsi conçu : « A dater « du 1^{er} janvier 1920 les communes pourront établir « une taxe sur les chiens dans les limites des maxima « ci-après :

En ce qui concerne les chiens de chasse (paragr. 2) :

Communes de moins de 50.000 habitants : 10 fr.

Communes de 50.000 à 250.000 habitants : 15 fr.

Communes de plus de 250.000 habitants : 20 fr.

Parmi les autres accessoires du chasseur, le fusil n'est pas taxé. Mais l'Etat s'est constitué un monopole sur la fabrication et la vente des poudres à feu.

Ce monopole figure au budget de 1901 pour une recette de 12.672.000 francs. Les poudres employées ont servi soit aux chasseurs, soit aux tireurs, soit aux feux d'artifice. On peut évaluer aux 2/3 de la somme totale le produit des poudres de chasse, soit en 1901 : 8.400 000 francs. Pour l'année 1922, le revenu des poudres atteint la somme de 52.791.000 francs ; en 1923, celle de 61.069.000 francs. Sur ces sommes on peut évaluer respectivement à 35.194.000 francs, et 40.712.666 francs le produit des poudres de chasse.

Le gibier lui-même acquitte un impôt, à son passage à l'octroi. En 1888, à Paris, le gibier avait acquitté pour un million de taxes à l'octroi.

D'autre part, dans notre nouveau système d'impôt sur le revenu, la chasse a retenu l'attention du législateur. Elle a fait l'objet d'un traitement un peu particulier ; elle supporte une sorte de taxation somptuaire.

Depuis la loi du 31 juillet 1920, les baux de chasse

sont frappés en outre du droit d'enregistrement, d'une taxe annuelle, créée par l'art. 19 de cette dernière loi ; cette taxe constitue un impôt à la charge exclusive du preneur ; elle est due aussi bien dans le cas où il existe un bail écrit que dans celui où le bail est purement verbal ; le montant en est fixé à 10 fr. par 100 fr. sur le montant du loyer augmenté des charges. La taxe est due, quelle que soit la dénomination employée, toutes les fois que le droit de chasser est concédé moyennant soit des espèces, soit des prestations en nature, soit les unes et les autres réunies. Les charges peuvent consister dans l'obligation de supporter la responsabilité des dégâts causés par le gibier. Quelle qu'en soit la nature, elles doivent être évaluées en argent dans le bail ou dans la déclaration de location ; dans le cas où l'évaluation paraîtrait insuffisante, l'administration serait en droit d'élever une contestation à cet égard dans les mêmes conditions qu'en matière d'enregistrement. Par ailleurs, en vertu de l'art. 22 de la loi du 31 juillet 1917, modifié par l'art. 4 de la loi du 25 juin 1920, les terrains de chasse sont considérés arbitrairement comme des exploitations agricoles, bien qu'ils ne donnent pas, en réalité, de bénéfices pécuniaires bien au contraire, en général, tout au moins ; la législation a voulu pénaliser en quelque sorte le fait de retirer à la culture des terres propres à produire des denrées alimentaires ;

Voici le texte de l'article en question

« Les parcs, jardins, avenues, pièces d'eau et tous les terrains réservés au pur agrément ou spécialement aménagés en vue de la chasse ; ainsi que les terrains non cultivés destinés à la construction, sont assujettis à l'impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole à raison d'un revenu déterminé suivant le mode indiqué au premier paragraphe de l'art. 17.

« L'impôt est établi sur la totalité de ce revenu, sans déduction ni atténuation d'aucune sorte.

« Sont affranchies de l'impôt les personnes ayant la jouissance de terrains d'agrément dont la superficie n'excède pas un hectare et dont le revenu imposable n'est pas supérieur à 100 francs. Sont en outre exonérés de l'impôt, quelles que soient leur contenance et leur valeur locative, les parcs et jardins situés dans la partie agglomérée des villes et les terrains appartenant aux offices publics d'habitations à bon marché et destinés aux buts déterminés par l'art. II de la loi du 23 décembre 1912.

D'après l'art. 17, dont il est question ci-dessus, le revenu qui sert de base au calcul à l'impôt, est obtenu par l'application au revenu cadastral d'un coefficient déterminé chaque année par le Parlement.

La loi du 11 mars 1924 a fixé le coefficient pour l'année 1924 au chiffre 1. Le taux de la cédule agricole étant de 6 %, les terrains de chasse paient en outre de l'impôt foncier, qui est de 10 % du revenu cadastral, une cotisation de 6 % de ce revenu, les deux cotes étant respectivement augmentés de 20 %, en vertu de la loi du 26 mars 1924 qui a créé le double décime.

D'ailleurs il convient de faire une remarque importante : les bois, forêts et terrains normalement exploités ne sont pas taxés en qualité de terrains de chasse, par cela seul que la chasse en est réservée au propriétaire ou affermée à un tiers. L'instruction des contributions directes du 30 mars 1918 reconnaît que l'aménagement en terrain de chasse ne peut être caractérisé que par un ensemble de circonstances spéciales ; telles que l'absence de culture ou de mise en valeur normale, l'isolement par des clôtures, l'existence de tirés, des mesures prises pour la protection et l'entretien du gibier. Dans la séance de la Chambre du 30 octobre 1908 (J. O. du 31 1907 à 1909), le ministre des finances donna à cet égard les assurances les plus catégoriques.

Il faut reconnaître que dans le cas où une terre propre à la culture est exclusivement affectée à la chasse, il y a en quelque sorte un dommage indirect qui est causé à la collectivité, aux dépens de laquelle la production des denrées alimentaires est diminuée, dans l'intérêt exclusif du propriétaire. On pourrait mettre ce dernier cas au rang des inconvénients économiques que procurent la chasse.

La question peut se poser, en effet de savoir si, à côté des avantages économiques dont nous sommes redevables à la chasse, il n'y a pas lieu, pour établir un bilan complet, de rechercher si cette activité de l'homme n'engendre pas des inconvénients qui compensent ces avantages.

C'est là une enquête très difficile et que nous n'entreprendrons pas ici. Il nous semble, en effet, que la difficulté même que l'on éprouve à dresser le passif de la chasse, ce qu'elle nous coûte, est une raison de croire que le passif est négligeable.

Le principal élément qu'il y aurait lieu d'inscrire au passif de la chasse, c'est le dommage causé aux récoltes par le gibier. Mais, comme la loi par l'art. 1383 du Code civil et la jurisprudence, déclarent le propriétaire du terrain sur lequel le gibier se multiplie d'une façon anormale, responsable des dégâts causés aux récoltes des voisins par ce gibier, comme, de plus, la police de la chasse autorise la destruction des animaux nuisibles même à l'époque où la chasse est interdite et par des moyens ordinairement prohibés, il y a là un inconvénient de la chasse contre lequel les propriétaires intéressés sont énergiquement défendus.

Quoiqu'il en soit il y a une constatation à faire qui est très rassurante.

Il est certain que le gibier a pour l'homme une valeur d'usage ; d'abord, un simple point de vue alimentaire, ensuite, au point de vue sportif ; la chasse est une distraction, un exercice pour lequel l'homme

sacrifie quelque peu de ses ressources, de son revenu annuel ; nul n'irait soutenir que sur ce point l'intérêt de l'individu est en contradiction avec l'intérêt social. Nous pouvons donc conclure en principe à l'utilité de la chasse, nous pouvons affirmer, en outre, que c'est une richesse ; et comme elle se présente à la suite d'une enquête sérieuse, comme un élément de l'actif dans la fortune nationale, nous pouvons admettre qu'elle a une importance indiscutable.

Il reste à savoir si le mode actuel d'exploitation de cette richesse est à l'abri de toute critique.

L'observation révèle à ce point de vue un phénomène inquiétant : la disparition du gibier.

Nous avons, à l'occasion, noté ci-dessus, différentes manifestations de ce phénomène, principalement la diminution constante et de plus en plus accentuée de l'apport en gibier sur notre marché.

Au cours de l'étude qui va suivre d'autres manifestations plus nombreuses encore et non moins frappantes apparaîtront, qui nous porteront à conclure que le régime dont la loi de 1844 a doté la chasse, ne suffit plus à l'heure actuelle à assurer d'une manière suffisante la protection et la conservation du gibier. La loi du 1^{er} mai 1924 a eu pour objet de parer à cette insuffisance.

Le principe général qui a présidé à l'élaboration de la réforme a consisté à fonder les bases du régime établi en 1844 et à en modifier seulement certaines dispositions.

D'autres principes avaient été proposés pour la solution du problème. Certains voulaient l'établissement d'un régime nouveau.

L'objet du présent travail est d'exposer quelle est la portée exacte de la réforme partielle qui a été réalisée, en examinant d'une part quels étaient les défauts de l'ancienne législation et quelle valeur présentaient les projets d'une réforme plus radicale.

Nous étudierons donc dans une première partie : le régime établi par la loi de 1844 ; ses imperfections, ses résultats pratiques : la chasse gardée, la chasse banale.

Dans une 2^e partie : les propositions de réforme, leur valeur ; certaines législations étrangères proposées comme modèles.

Dans une 3^e partie : la portée de la réforme réalisée par la loi du 1^{er} mai 1924 et les ressources contenues dans l'organisation actuelle en faveur de l'amélioration du régime de la chasse.

PREMIÈRE PARTIE

**Le régime établi par la loi du 3 mai 1844
Ses imperfections**

— x —

CHAPITRE PREMIER

Caractères essentiels de ce régime.

La loi de 1844 n'a pas eu surtout pour objet de régler les problèmes juridiques que soulève l'exercice du droit de chasser ; elle s'est préoccupée des problèmes économiques de la protection et de la conservation du gibier.

Les lois de 1789 et de 1790, conçues dans un esprit de réaction d'ailleurs légitime contre les législations antérieures, qui avaient confisqué le droit de chasse au profit d'un petit nombre d'individus, n'ont eu en vue que de faire rentrer ce droit dans la propriété, dont il est une dépendance et un démembrement ; à ce point de vue presque exclusif, elles n'ont pas assez compris qu'il ne suffisait pas de restituer ce droit, qu'il fallait, pour l'intérêt public, en organiser la police ; pour le droit lui même, en assurer la jouissance.

C'est ainsi que s'exprimait M. Frank-Carré dans son rapport à la Cour des Pairs séance du 16 mai 1842.

La loi de 1844 s'est efforcée de régler la police du droit de chasse dans le but économique de conserver le gibier. Elle s'est d'ailleurs inquiétée de protéger aussi les récoltes ; enfin, elle a pourvu à l'ordre public, à la sécurité des citoyens en réglant l'exercice du droit de chasse.

Seulement, le législateur reste dominé à cette époque par les principes révolutionnaires savoir, d'une part, le gibier étant « *res nullius* » tout le monde doit avoir la faculté d'en acquérir la propriété, donc nul ne peut être privé du droit de chasse, sauf à l'exercer conformément à la loi ; d'autre part, le propriétaire a le droit d'interdire l'accès de sa propriété au chasseur.

Par suite, la police de la chasse doit être à la fois respectueuse de la liberté de chasser et du droit de propriété ; ainsi limitée, cette police ne pouvait comprendre que certaines mesures, forcément insuffisantes dans l'intérêt de la conservation du gibier.

Comment la législation élaborée en 1844 règle-t-elle l'exercice du droit de chasse au point de vue juridique et comment réprime-t-elle les abus dans l'intérêt de la sécurité publique ?

Quelles mesures a-t-elle consenti à consacrer dans l'intérêt économique de la chasse, la protection et la conservation du gibier ?

SECTION I

Le droit de chasse au point de vue juridique et politique dans la loi de 1844.

L'exercice du droit de chasse est subordonné aux quatre conditions suivantes dans la loi du 3 mai 1844 :

- 1° Il faut avoir un permis de chasse ;
- 2° Chasser sur un terrain sur lequel le droit de chasse peut s'exercer ;
- 3° Se trouver à une époque où la chasse est permise ;
- 4° N'avoir recours qu'à des modes ou des engins de chasse autorisés.

Les deux premières conditions ont pour but de sauvegarder la sécurité publique et le droit de propriété. Elles touchent seules au problème politique et juridique que nous étudions dans cette section.

§ 1. — LE PERMIS DE CHASSE.

En principe, comme l'on sait, tout le monde a le droit de chasser, puisque le gibier est « *res nullius* ».

La règle générale d'après la loi de 1844 est que tout individu a le droit de chasse ; la loi a seulement subordonné l'exercice de ce droit à l'obtention d'un permis, dans un but de sécurité publique.

Il y a des individus auxquels le permis doit être refusé, d'autres auxquels il peut seulement être refusé.

En ce qui concerne les personnes auxquelles le permis peut être refusé, et pour lesquelles l'autorité administrative a un pouvoir discrétionnaire, la circulaire du 20 mai 1844 indique aux préfets que les motifs de leur détermination doivent être tirés des renseignements particuliers qu'ils obtiennent sur la moralité des impétrants, des inconvénients qui pourraient exister pour l'ordre public à laisser des armes entre leurs mains, enfin, des circonstances dans lesquelles une condamnation a été encourue.

L'autorité administrative ne peut donc s'inspirer que de l'intérêt et de la sécurité publique ; elle ne pourrait pas limiter le nombre des permis dans le but de limiter le nombre des chasseurs pour protéger le gibier.

La loi indique dans les art. 7 et 8 quelles sont les personnes auxquelles le permis doit être refusé. Notons parmi ces personnes, les gardes-champêtres ou forestiers. Le législateur a pensé qu'il eût été dangereux d'exposer ces fonctionnaires chargés d'exercer une surveillance, à la tentation de manquer à leur devoir. Cette disposition intéresse toute la police de la chasse et réalise en même temps dans une certaine mesure un but économique de protection du gibier. Les individus condamnés pour délits de chasse doivent également être privés du permis, s'ils n'ont pas subi les condamnations prononcées contre eux.

La loi a visé dans ce cas, les braconniers. Elle exige que la peine soit exécutée ; mais il est certain que la remise de la peine par voie de grâce, et la prescription, équivaudront à l'exécution ; l'amnistie effaçant le délit fera disparaître aussi l'incapacité.

Aux termes de la circulaire ministérielle du 11 février 1849, la non-exécution est établie par les états remis chaque année, dans le mois d'août, au préfet ou au sous-préfet par le directeur de l'enregistrement.

Cette disposition a pour effet de protéger le gibier, en empêchant des individus qui abusent du droit de chasse d'exercer ce droit.

Mais on remarquera que l'interdiction a un caractère très relatif ; un braconnier de profession, déjà condamné, peut obtenir un nouveau permis de chasse après avoir purgé sa condamnation.

Nous trouvons, au contraire, une mesure bien plus efficace dans la législation belge ; le permis de port d'armes est refusé aux individus condamnés soit pour délits de chasse commis au moyen d'armes prohibées, en bande, ou pendant la nuit ; soit pour rebellion ou violence à l'occasion d'un délit de chasse ; on le refuse aux individus condamnés dans les 12 mois précédents pour délits de chasse et enfin à tous les individus connus pour se livrer habituellement au braconnage.

La loi de 1844 prescrit bien que le maire doit être appelé à donner son avis sur la délivrance d'un permis de chasse, mais dans cet avis, le Maire ne doit viser que les prescriptions que la loi elle-même a établies. Il ne doit pas faire état des aptitudes particulières au braconnage de tel ou tel candidat au permis.

§ 2. — LE TERRAIN DE CHASSE.

La deuxième condition générale d'exercice du droit de chasse est la faculté de chasser sur un terrain particulier. Le permis de chasse ne donne à son titulaire qu'une capacité générale, une sorte de droit abstrait de chasser ; pour que ce droit devienne un droit concret, un droit susceptible d'être exercé, le titulaire du permis doit pouvoir faire acte de chasse sur tel ou tel terrain déterminé.

Comme le gibier est une « res nullius », on ne peut

pas dire que pour pouvoir chasser, il est indispensable d'être propriétaire du terrain sur lequel on chasse.

Chose bizarre, personne ne reconnaît au propriétaire la propriété du gibier qui se trouve sur son fonds. «Le propriétaire, dit Toullier(1), peut défendre d'entrer sur son champ pour y chasser, mais celui qui défend la chasse sur son terrain, n'étant pas propriétaire des animaux qu'il défend de poursuivre, le chasseur qui s'en empare, malgré sa défense, en acquiert néanmoins la propriété. Le propriétaire du champ n'a qu'une action en dommages-intérêts contre le chasseur ».

Il suffit donc pour chasser sur le terrain d'autrui d'avoir le consentement du propriétaire.

Toutefois, dans l'intérêt du propriétaire, la loi de 1844 a réprimé d'une manière particulière le fait de chasser sur le terrain d'autrui sans le consentement du propriétaire.

L'art. 2 de la loi du 3 mai 1844 punit d'une amende, ceux qui auront chassé dans ces conditions.

Cette prescription vise donc essentiellement à protéger le droit de propriété. Elle ne réalise qu'indirectement la protection du gibier.

Le système ainsi consacré est une des principales causes de la disparition progressive du gibier en France. Le gibier pourrait être conservé par la limitation dans l'espace de l'exercice du droit de chasse. Ce serait le moyen le plus radical de réaliser ce but. Or, dans la législation de 1844, dont la loi de 1924 a conservé les traits, essentiels, il dépend uniquement du propriétaire de procéder à cette limitation.

Le propriétaire est ou n'est pas soucieux ou capable de protéger cette richesse économique qu'est le gibier et qui, sur sa terre, peut être approprié par tous. Lorsqu'il s'en préoccupe, il fait garder ses terres, interdit à tous d'y chasser, exploite lui-même la chasse, ou la

(1) TOULLIER; *Manuel de la Chasse*.

loue à des tiers. On est alors en présence d'une chasse gardée.

Si, au contraire, il n'est pas dominé par cette préoccupation, il ne s'oppose pas à la chasse sur son terrain ; on est alors en présence de ce qu'on appelle une chasse banale, c'est-à-dire, d'un terrain de chasse dans lequel la richesse économique qu'est le gibier, n'est exploitée sérieusement par personne et est véritablement gaspillée.

SECTION II

Mesures relatives à la protection du gibier et à sa conservation dans la loi de 1844.

La loi de 1844 subordonne l'exercice du droit de chasse à deux autres conditions qui visent directement à la conservation du gibier :

- 1° Se trouver à une époque où la chasse est permise ;
- 2° N'avoir recours qu'à des modes ou des engiens de chasse autorisés.

En outre, pour mieux assurer le respect de ces deux dispositions, la loi réprime la vente et le colportage du gibier en temps prohibé.

§ 1. — LE TEMPS DE CHASSE.

L'art. premier de la loi de 1844 pose le principe :
« Nul ne pourra chasser si la chasse n'est pas ouverte. »

En n'autorisant la chasse que pendant une partie de l'année, le législateur n'a pas eu pour but seulement de

protéger le gibier ; il a en outre visé également à sauvegarder les récoltes qui auraient pu souffrir de l'exercice continuuel de la chasse.

Pour laisser une certaine latitude dans l'application de la loi, il a donné aux préfets le pouvoir de fixer dans leur département la date de l'ouverture et celle de la clôture ; ce principe, posé dans l'art. 3 de la loi de 1844, a reçu diverses modifications provenant de la pratique administrative et de lois postérieures.

En vertu de ce texte, le préfet était entièrement libre de fixer la date de l'ouverture de la chasse dans son département, et même dans les divers arrondissements qui le composent. On voit immédiatement le danger de ce système ; au fur et à mesure que la chasse s'ouvrait dans ces arrondissements, un nombre excessif de chasseurs s'y portaient ce qui entraînait la destruction complète du gibier. Cette faculté d'ouvertures successives se justifiait par ce fait, que les récoltes étaient encore sur pied dans certaines régions, mais elle nuisait à la conservation et à la reproduction du gibier. Aussi, une circulaire du 4 juillet 1863, dans le but de rendre plus uniforme la date d'ouverture, et pour éviter le dépeuplement, a classé les départements en trois zones : nord, centre et midi et a décidé que, sur les rapports des préfets qui s'entoureraient de tous renseignements utiles, la chasse serait ouverte à une date unique pour tous les départements d'une même zone. Les départements qui composent ces trois zones sont fixés chaque année ; la circulaire porte que ceux qui présenteront les mêmes conditions climatiques et qui auront le même mode de culture, seront classés dans la même zone.

La date est fixée pour chaque zone par le ministre de l'intérieur, sur l'avis des préfets ; chaque préfet prend ensuite un arrêté conforme. Il ne peut prendre un arrêté unique fixant la date d'ouverture et celle de la clôture ; il doit prendre pour chacune de ces dates,

deux arrêtés distincts ; on ne peut savoir, en effet, au jour de l'arrêté d'ouverture, la date précise à laquelle il conviendra de fixer la clôture.

Il est aisé de se rendre compte des dommages causés par le braconnier qui, chassant en temps prohibé empêche la reproduction du gibier. Un lièvre mâle, dit « Bouquin », tué en janvier est une unité enlevée à une chasse ; mais si une « Hase », a été capturée par le braconnier il y aura sur cette chasse, à raison de l'étonnante prolificité de cet animal, 4 ou 5 lièvres en moins, susceptibles d'être tués à l'ouverture suivante. Les dommages causés au gibier à plumes ne sont pas moindres. Au moment où le gibier n'a pas encore été mis en éveil par les chiens et les coups de fusil, il ne se défie point de l'homme. Il est alors très facile, peut de temps avant l'ouverture de la chasse, de faire de véritables massacres de perdreaux.

La loi de 1844 n'avait, en ce qui concerne les modes de chasse et les espèces de gibier, accordé aux préfets aucune faculté pour fixer des époques différentes d'ouverture et de fermeture. Sur ce point, deux lois, la loi du 22 janvier 1874 et celle du 16 février 1898, sont venues modifier la loi de 1844.

Tout d'abord, la loi de 1874, modifiant l'art. 3 a permis aux préfets de fixer dans leurs arrêtés, une date différente de clôture et d'ouverture pour la chasse à tir et pour la chasse à courre.

De son côté, la loi du 16 février 1898 a autorisé le préfet à retarder la date de l'ouverture ou à avancer celle de la clôture de la chasse au regard d'une espèce de gibier déterminé.

La faculté qui a été ainsi accordée aux préfets est une des causes les plus sérieuses de la disparition du gibier. Il est bien difficile en effet, d'empêcher un chasseur de tirer une compagnie de perdrix qu'il fera lever en plaine, le jour, où il aura été chercher uniquement le lièvre après la clôture de la chasse aux gallinacés.

Il faut rapprocher de la défense de chasser en temps de reproduction, la défense de chasser en temps de neige (Loi du 3 mai 1844, art. 2, paragr. 3).

« En temps de neige, dit M. de Loisne, le gibier est livré sans défense aux rapines et au braconnage ; on le trouve sans peine en suivant ses traces, et le froid l'engourdit au point de lui faire perdre l'instinct de la conservation. C'est pour ces motifs que la loi permet aux préfets de défendre la chasse en temps de neige ».

Les préfets se basent pour prendre une décision sur le climat de leur département et suivant les circonstances.

§ 2. — MODES ET ENGINS DE CHASSE PROHIBÉS.

L'art. 12 de la loi de 1844 prévoit et punit notamment les délits suivants :

La chasse de nuit, la chasse à l'aide d'engins ou moyens prohibés, la détention d'engins prohibés ; l'emploi de drogues et d'appâts de nature à enivrer ou à détruire le gibier, la chasse aux appeaux, appelants et chanterelles.

L'art. 9 de la loi de 1844 prescrit quels sont les seuls moyens de chasse autorisés ; tous les autres sont formellement interdits.

Toutefois, la loi réserve au préfet le droit d'autoriser exceptionnellement certains modes ou engins ordinairement prohibés.

Cette exception a pour effet d'atténuer d'une manière fâcheuse l'interdiction édictée par le législateur dans l'intérêt de la conservation du gibier.

Les préfets peuvent autoriser exceptionnellement l'emploi des engins prohibés en vue de la destruction des animaux nuisibles. Cette destruction fait l'objet d'autorisations préfectorales qui comportent non seulement le droit d'utiliser des engins prohibés, mais aussi celui de chasser en temps prohibé. Il y a là évidemment une disposition dangereuse et qui peut fournir aux chasseurs pourvus de telles autorisations l'occasion, en même temps qu'ils détruisent les animaux dangereux, de rechercher sans grand risque, le gibier qui n'a rien de nuisible et qui devrait être conservé.

§ 3. — RÉPRESSION DU COLPORTAGE ET DE LA VENTE DU GIBIER EN TEMPS PROHIBÉ.

Sous l'empire de la législation de 1790 le commerce du gibier était permis en toute saison. La loi de 1844, art. 4, défend de mettre en vente, d'acheter, de transporter et de colporter le gibier pendant le temps où la chasse n'est pas permise. Par ce moyen, on empêche le braconnier, principalement, celui qui commet habituellement des délits, de chasser dans le but d'en faire un bénéfice, de tirer un profit du gibier irrégulièrement tué ; cette défense ne saurait atteindre que les braconniers ou les chasseurs qui veulent vendre leur gibier. Ceux qui consomment leurs victimes ne sont pas touchés par cette mesure.

Mais les conditions dans lesquelles la loi a prononcé cette interdiction aboutissent à des résultats qui sont critiquables au point de vue de la conservation du gibier. Les opérations prohibées sont licites dès l'heure de l'ouverture et illicites dès l'heure de la fermeture.

Par suite, les importantes quantités de gibier qui pénètrent sur le marché dès l'aube du jour fixé sont indiscutablement des produits de braconnage, et du plus destructeur, de celui qui s'exerce dans la semaine qui précède l'ouverture. La loi ne permet pas pourtant qu'on réprime la vente de ce gibier. Il y a là une prime véritable au braconnage.

D'autre part, la vente du gibier devient illicite dès l'heure de la fermeture ; il résulte que le gibier tué le jour de la clôture ne peut être écoulé par les marchands. Aussi s'est-il introduit cette pratique, certainement illégale, mais dont l'utilité n'est pas contestable, de tolérer pendant quelques jours après la clôture le transport, la mise en vente et la vente et l'achat du gibier tué avant la fermeture. La durée de cette période de tolérance est fixée chaque année par des circulaires du ministre de l'intérieur ; elle est ordinairement d'un ou deux jours ; il n'y a là qu'une tolérance et non un droit.

Comme il ne s'agit là que d'une pure tolérance, les tribunaux, si une poursuite était exercée, ne pourraient qu'appliquer la loi dans toute sa rigueur. C'est ce qu'à décidé la Cour de Paris, dans un cas où il s'agissait d'une expédition pendant cette période de tolérance, d'un gibier tué en temps d'ouverture (1).

— + — —

(1) TOULLIER ; *Manuel de la chasse*.

APPENDICE AU CHAPITRE I

Cas dans lesquels les conditions générales d'exercice du droit de chasse ne s'appliquent pas.



Les restrictions que la loi de 1844 a imposées à l'exercice du droit de chasse et qui ont pour effet d'assurer la conservation du gibier et de permettre sa reproduction, ne visaient ce but dans la pensée du législateur, qu'en partie. Elles avaient aussi pour objet de sauvegarder la sécurité publique et le droit de propriété.

Le respect du droit du propriétaire a conduit le législateur à déroger à ces conditions générales imposées, dans deux cas particuliers :

Il s'agit : 1° de la chasse dans l'enclos attenant à une habitation.

2° De la destruction des animaux nuisibles et des bêtes sauvages.

1° Chasse dans l'enclos attenant à une habitation.

Le droit de chasse dans les enclos attenant à une habitation échappe à presque toutes les restrictions auxquelles est soumis, d'une manière générale, l'exercice de ce droit. Cette faveur exceptionnelle s'explique par plusieurs raisons : d'une part, un enclos attenant à l'habitation est en quelque sorte la continuation de l'habitation ; c'est le domicile dans ce qu'il a de tout à fait privé, d'inviolable, et il semble que l'homme y doive échapper à tout contrôle, à toute inquisition de la puissance publique.

D'ailleurs l'art. 2 de la loi de 1844 exigeant, pour qu'un terrain profite de cette condition favorisée, qu'il soit « entourée d'une clôture continue faisant obstacle à toute communication avec les héritages voisins » empêche cette faveur de devenir dangereuse pour la sécurité publique ; de plus, à raison de la superficie relativement restreinte que peut couvrir un tel enclos, on n'a pas à craindre qu'il en résulte une destruction excessive du gibier.

Dans l'enclos attenant à l'habitation, le propriétaire ou possesseur peut chasser en tout temps et sans permis, toute l'année, même la nuit et en temps de neige.

Cependant, la jurisprudence paraît aujourd'hui fixée en ce sens que l'emploi des engins prohibés est punissable même dans les enclos attenant à l'habitation.

Seulement, pour constater le délit, il faut pouvoir pénétrer à l'intérieur de l'enclos, sans porter atteinte à l'inviolabilité du domicile. C'est pourquoi, les perquisitions ne pourront avoir lieu qu'en vertu d'une ordonnance du juge d'instruction.

2^e Destruction des animaux malfaisants et des bêtes sauvages.

Dans l'intérêt du droit de propriété la loi reconnaît en tout temps au propriétaire le droit de détruire les animaux malfaisants. Sont tels les animaux ainsi déclarés par les arrêtés préfectoraux. Il n'est pas besoin d'un permis de chasse pour exercer ce droit de destruction ; mais le propriétaire ne peut employer d'autres procédés de destruction que ceux qui sont spécialement autorisés par l'arrêté préfectoral.

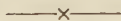
Le préfet peut, en outre, conférer à des particuliers le droit de se livrer à la chasse des animaux nuisibles. Le titulaire d'une telle autorisation peut en tout temps et sans permis, chasser par tous les modes autorisés sur toutes les propriétés ouvertes, sans avoir besoin de la permission des propriétaires, les animaux nuisibles. Le préfet peut, en outre, organiser des battues administratives, en vertu de l'arrêté du Directoire du 19 pluviôse, an V.

En ce qui concerne les bêtes fauves, la règle est qu'on peut les détruire par tous les moyens sans aucune restriction, mais seulement en cas de dommage causé à la propriété. Pour ce qui est des loups, le préfet nomme dans son département des lieutenants de loupeterie qui ont en tout temps le droit de chasser les loups et de placer les pièges pour les détruire.

Les animaux qui sont détruits dans ces conditions ne peuvent être vendus. Le colportage en reste interdit. Le propriétaire qui a tué un de ces animaux ne pourra donc, s'il est propre à l'alimentation, que le consommer sur place ou l'abandonner.

CHAPITRE II

Résultats pratiques du système établi en 1844.



Dans la pratique, dans la physionomie générale que la chasse a revêtue en France, on voit apparaître en traits saillants, avec beaucoup de relief, l'esprit de la législation de 1844, son essence. On aperçoit immédiatement que tout en voulant veiller à la conservation d'une richesse dans un intérêt économique d'ordre général, le législateur est resté fortement attaché au principe révolutionnaire, que la chasse est une activité privée, l'exercice d'une liberté individuelle, qui est conditionnée par la propriété privée. Il n'a donc pas voulu retirer au propriétaire les droits qu'il tient de son titre, sur la chasse, ni aux individus le droit auquel ils peuvent prétendre sur le gibier « *res nullius* ». L'Etat reste donc étroitement cantonné dans une fonction de police ; il n'a pour rôle essentiel que de veiller à maintenir l'ordre et la paix entre les par-

ties dont les prétentions peuvent s'opposer, et ce n'est que sous réserves des droits ainsi reconnus aux particuliers qu'il a prescrit certaines mesures de police dans l'intérêt du gibier.

On voit que ce sont les propriétaires qui jouent le principal rôle dans l'exploitation de la chasse, car ils disposent d'un élément essentiel, le terrain de chasse. Il dépend d'eux de régler la chasse sur leurs terres ou de la laisser se développer sans méthode et meurtrière, sous la seule sanction des quelques mesures de police, d'ailleurs insuffisantes, prescrites par la loi.

En pratique, il s'est donc organisé deux sortes de chasse en France, parce que les propriétaires ruraux se sont partagés en deux catégories : ceux que la chasse a intéressés, qui ont cherché à en tirer profit ou agrément, ceux qu'elle n'a pas intéressés ou qui n'ont pas pu y apporter leurs soins. A la première catégorie de propriétaires appartient une première sorte de chasse : la chasse gardée ; à la seconde, une seconde sorte de chasse, la chasse banale.

La chasse gardée est celle où le droit de chasse s'exerce sur un terrain loué par le propriétaire, ou sur son terrain, par le propriétaire lui-même, et dont l'accès est effectivement interdit à tout chasseur qui n'a pas l'assentiment exprès du propriétaire.

La chasse banale est celle où le droit de chasse s'exerce au gré de chacun ; le propriétaire du terrain n'ayant pris aucune mesure pour en interdire l'accès, tout chasseur qui pénètre sur ce terrain est sensé avoir son autorisation. Le gibier étant une « res nullius », le fait de le tuer sur le terrain d'autrui n'a rien d'illicite, tant que le propriétaire n'a pas, usant de la faculté que lui accorde la loi, manifesté son opposition à l'exercice du droit de chasse sur son fonds.

La loi considère que l'intérêt du propriétaire est, en cette matière, au premier plan. Il eût été de l'intérêt

général de la chasse en France que l'on se fût montré très sévère touchant cette exigence d'une autorisation pour le chasseur qui opère sur le terrain d'autrui. Mais dans l'esprit de la loi, c'est le propriétaire qui est le principal intéressé. C'est pourquoi le ministère public ne peut pas poursuivre d'office un délit de chasse consistant dans le fait de chasser sur le terrain d'autrui ; Il ne peut agir que s'il y a plainte de la partie élésée. Cependant, cette exception au droit général de poursuite du ministère public disparaît dans deux cas : lorsque le délit a été commis dans un terrain clos attenant à une habitation ou sur des terres non encore dépouillées de leurs fruits.

Quoiqu'il en soit, sur les terrains non clos, il appartient aux propriétaires seuls de défendre la chasse. Les tribunaux qui doivent interpréter d'une manière stricte les textes d'ordre général, admettent que l'autorisation de chasser sur un terrain déterminé peut être tacite.

La jurisprudence admet que lorsqu'un propriétaire a laissé, pendant un temps assez long, un tiers chasser sur ses terres sans protestation, cette tolérance fait présumer une autorisation véritable et rend le propriétaire irrecevable à se plaindre, tant que cette autorisation n'a pas été retirée. Mais une telle autorisation peut être révoquée à tout moment, et la révocation peut n'être que tacite.

Cette révocation résultera fréquemment de cette circonstance que le propriétaire consent à un tiers un bail de chasse sur les mêmes terres. Dans ce cas, en effet, le droit qui est concédé au preneur est exclusif de tout autre ; la concession du bail implique donc bien révocation de toute autorisation de chasse. Il en résulte que si le tiers tacitement autorisé continuait à chasser, il se rendrait coupable du délit de chasse sur le terrain d'autrui.

Nous voilà donc en présence de deux catégories de

chasses, les chasses gardées, les chasses banales, qu'il convient d'examiner successivement, car la chasse y est pratiquée dans des conditions très différentes.

SECTION I

Les chasses gardées.

Sur certains terrains le propriétaire ou un tiers qui a loué au propriétaire son fonds en vue d'exercer le droit de chasse à titre exclusif, entreprend de faire tout le nécessaire pour interdire la chasse à tout autre individu non muni d'une autorisation expresse, et pour permettre au gibier de se conserver, de se reproduire et de se développer.

Sous le régime de la législation de 1844 cette entreprise entraîne des frais importants. Il est difficile de conserver une richesse, le gibier, qui est une « res nullius », par le seul moyen d'une interdiction d'accès, car cette richesse est mobile et peut être attirée hors du terrain gardé ; et le fait de s'en emparer sur le terrain lui-même n'est pas délit grave ; ce n'est pas un vol.

Il faut, d'une part, très généralement, procéder à la clôture du terrain ; il faut en outre entretenir un ou plusieurs gardes particuliers. La loi autorise, en effet, les propriétaires ou locataires de chasse, à faire commissionner des gardes qui seront de véritables officiers de police judiciaire et pourront constater par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve du contraire,

les délits de chasse accomplis sur la propriété. Il faut, en outre, aménager le terrain, y créer des abris pour le gibier, y entretenir des espèces pour le repeuplement, etc...

Tout ceci entraîne des frais considérables. En 1876, Jullemier, dans son traité des locations de chasse, p. 6, indiquait le coût d'entretien, garde, location et indemnités d'une chasse gardée ; le montant en était de 31.000 francs, 2.114 pièces de gibier y avaient été tuées en 1873-1874, chaque pièce revenait donc à 14 fr. 30, en ne comptant que les frais généraux. Ces frais ont certainement considérablement augmenté depuis. Signalons simplement à titre d'indication les taxes nouvelles mentionnées plus haut qui pèsent, d'une part, sur les propriétés affectées à la chasse et d'autre part, sur les locations de chasse.

Quoiqu'il en soit, grâce à ces charges, à ces frais, à cet aménagement, le gibier va pouvoir au moins prospérer sur une certaine partie du territoire français. Ainsi les propriétaires rendent service à la collectivité en s'efforçant de conserver une richesse économique profitable à tous.

Mais sous le régime de la législation qui a sa base dans la loi de 1844, l'exploitation du gibier dans les chasses gardées rencontre divers obstacles très sérieux qui en diminuent certainement l'efficacité.

Une première série d'entraves consiste dans le régime économique de la propriété en France.

Une deuxième série, dans l'insuffisance de la législation de 1844 touchant la répression du braconnage

Une troisième série, dans les mesures que la loi a prises pour protéger les agriculteurs et la collectivité contre une multiplication du gibier.

§ 1. — LES CHASSES GARDÉES SOUFFRENT
DU MORCELLEMENT DE LA PROPRIÉTÉ.

Tout le régime économique de la chasse en France dépend du régime économique de la propriété privée, puisque le propriétaire joue un rôle prépondérant dans l'exploitation de la chasse.

On connaît le régime économique de la propriété foncière en France. Il se caractérise par l'énorme pourcentage de la très petite, de la petite et de la moyenne propriété, sur l'ensemble des terres, en regard de la place occupée par la grande et la très grande propriété.

Le système consacré en 1844 repose, d'une part, sur la règle d'après laquelle le gibier est une « res nullius », d'autre part, sur la règle d'après laquelle le propriétaire est maître d'interdire la chasse sur son terrain.

En pratique, seul le grand propriétaire pourra garder la chasse sur son fonds à raison des frais élevés que cette garde entraîne.

Voici la conséquence du morcellement des terres en raison du système de 1844.

Supposons, ce qui arrive souvent, que dans une grande propriété soient enclavés quelques champs appartenant à un particulier. Tous deux ont un droit de chasse égal sur leurs terrains respectifs, de sorte qu'il y a ici comme une impossibilité matérielle pour le grand propriétaire de pratiquer l'élevage du gibier, si ses relations sont mauvaises avec son voisin.

Dès l'ouverture, le petit propriétaire montera la garde sur son terrain et détruira le plus facilement

et le plus juridiquement du monde le gibier que son voisin aura élevé avec tant de soins et de frais.

C'est ici un des obstacles les plus certains à l'élevage du gibier et qui durera tant que nous asservirons aussi complètement le droit de chasse au droit de propriété.

La situation du locataire de la chasse d'une grande propriété est à peu près la même, au point de vue de la conservation du gibier, que celle du grand propriétaire chassant sur sa terre. Elle est assujettie à l'inconvénient que nous avons mentionné plus haut : il y a grand danger pour le locataire de voir détruire son gibier par le petit propriétaire possédant un enclos dans sa chasse.

§ 2. — LES CHASSES GARDÉES SOUFFRENT D'UNE INSUFFISANTE RÉPRESSION DU BRACONNAGE.

Le braconnier se distingue du chasseur qui commet accidentellement un délit de chasse par le caractère habituel que prend chez lui la violation des prescriptions légales. Nous avons vu que la législation de 1844 ne fait pas à cet égard la distinction qui conviendrait entre le braconnier et le chasseur loyal mais qui commet occasionnellement une faute.

D'autre part, la répression des délits de chasse est très fâcheusement entravée par la politique électorale.

Le nombre des poursuites judiciaires au tableau ne représente qu'une infime partie des faits de braconnage constatés. N'oublions pas que le braconnier est électeur, et personne ne sait mieux que lui se servir de cet avantage pour chercher à faire de sa carte électorale un fétiche qui le préservera du gendarme.

Les condamnations pour délits de chasse sont celles pour lesquelles la peine est le plus souvent remise. Le manque de documents nous a empêché d'en dresser une statistique. D'une façon générale, la politique est une des plus précieuses ressources du braconnier.

Tous les délits de chasse présentent un caractère commun. Ils occupent une place à certains égards favorisée dans notre système répressif.

Parmi les infractions réprimées par la loi pénale, les unes sont qualifiées délits intentionnels, les autres, délits non intentionnels suivant que la loi exige ou non, pour qu'elles soient punissables, l'intention criminelle de leur auteur, la connaissance par lui de la violation de la loi qu'il commet. La première partie comprend tous les crimes et la plus grande partie des délits, la deuxième, les contraventions de police et un petit nombre de délits. Pour cette dernière catégorie, la loi punit la violation matérielle de ses dispositions ; elle ne se préoccupe pas de la bonne foi de l'auteur du fait, qui encourra une peine, même s'il n'a pas eu l'intention de transgresser la loi.

Les délits de chasse rentrent dans cette dernière catégorie ; cette solution, qui a pu autrefois être l'objet de controverses, est aujourd'hui admise sans difficulté par la généralité des auteurs et par une jurisprudence constante.

C'est pourquoi la répression de ces délits est moins sévère que celle des délits intentionnels et qu'elle consiste, en principe, dans une amende. L'emprisonnement est toujours facultatif pour le juge, et il ne peut être prononcé que dans certains cas.

Parmi les faits de chasse qui sont réprimés, certains ne présentent qu'un intérêt très relatif et il est facile de s'en abstenir tout en faisant le braconnage. La chasse sans permis notamment est devenue rare, car les profits du braconnage permettent de se mettre en règle à cet égard avec la loi.

Pour ce qui est de la chasse avec engins prohibés qui est la plus dangereuse, quatre causes interviennent pour entraver l'application de la Loi :

1°. — La négligence générale que les gardes de toutes sortes apportent à la constatation de délits de ce genre ;

2°. — Leur ignorance des moyens employés par le braconnier ;

3°. — L'impossibilité d'exercer rapidement une visite domiciliaire dans les cas de délit non flagrant. Il faut, pour ce faire, obtenir du juge d'instruction, une commission rogatoire, qui arrive trop tard pour être utile ;

4°. — Les difficultés établies par la jurisprudence concernant la visite des personnes gravement soupçonnées.

Pour ce qui est de la chasse sur le terrain d'autrui, qui intéresse plus particulièrement les chasses gardées, c'est le délit le plus complexe des délits de chasse et qui donne lieu au plus grand nombre de difficultés.

Il est d'ailleurs relativement facile de chasser en réalité sur le terrain d'autrui, sans commettre le délit visé par la loi. Il n'y a qu'à employer des chiens courants.

En principe, la poursuite du gibier sur le terrain d'autrui est toujours considérée comme fait de chasse, alors même qu'elle aurait commencé sur un terrain où l'on a le droit de chasse. Il est seulement permis d'aller ramasser l'animal mort, mortellement blessé, ou sur ses fins.

Mais le délit n'existe que s'il y a fait volontaire imputable au chasseur ; ainsi la poursuite du gibier par les chiens n'a pas toujours un caractère délictueux ; pour être punissable, il faut que cette poursuite ait été au moins tolérée par le maître des chiens ; si celui-ci s'est trouvé dans l'impossibilité de les retenir, il ne commet aucun délit.

La loi fait elle-même une application de principe général de l'art. II. Elle dispose qu'au cas où les chiens courants poursuivant un gibier lancé sur la propriété de leur maître, passent sur le terrain d'autrui, ce fait ne pourra être considéré comme délit de chasse.

En pénétrant sur le terrain d'autrui à la suite de ses chiens, mais dans le but de les rompre et de les ramener, le propriétaire de la meute ne commet aucun délit.

Si le propriétaire des chiens réussit à prouver qu'il a fait tous ses efforts pour les rappeler et qu'il a été dans l'impossibilité de les rompre, il ne pourra pas être condamné.

Il sera facile de prouver que l'on a fait tout le nécessaire pour ramener les chiens. Pour obtenir néanmoins le résultat désiré, qui est de faire poursuivre le gibier par les chiens courants sur le terrain d'autrui, dans la chasse gardée et le leur faire ramener hors de ce terrain, il suffira d'avoir des chiens dressés à obéir à certains modes de rappel, mais pas à d'autres. Pour être en règle avec la loi, il suffira d'avoir fait beaucoup de bruit avec les moyens qui, selon le dressage des chiens, n'ont aucun effet pour les rompre.

Un autre moyen d'éluder l'interdiction légale, c'est la traque du gibier à la lisière de la chasse gardée :

Le chasseur peut, sans commettre de délit profiter de la battue qu'un propriétaire voisin fait effectuer ; il peut tirer le gibier qui se trouve ainsi fortuitement rabattu sur son fonds.

Il est permis également de se poster sur une route et d'y tirer le gibier qui y passe par l'effet de la battue organisée par un tiers sur son terrain.

Il n'y a pas fait de chasse sur le terrain d'autrui dans le fait d'attirer le gibier dans sa propriété et de l'y retenir.

§ 3. — LES CHASSES GARDÉES ET LES DÉGATS DU GIBIER.

La législation de 1844, en même temps qu'elle s'est efforcée de conserver le gibier, s'est préoccupée de sauvegarder les récoltes et la sécurité publique contre le gibier lui-même.

Les chasses gardées ont par suite à souffrir de trois catégories de mesures législatives relatives à la protection de l'agriculture et à la sécurité publique.

A. — *Responsabilité pour les dégâts de gibier.*

Le principe de la responsabilité du propriétaire se trouve dans l'art. 1383 du Code civil, aux termes duquel chacun est responsable du dommage causé non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou son imprudence. Dans un cas, cependant, on applique l'art. 1385 ; ce texte dispose que le propriétaire d'un animal ou celui qui s'en sert, pendant qu'il est à son usage, est responsable du dommage que l'animal a causé, soit qu'il fût sous sa garde, soit qu'il fût égaré ou échappé.

L'art 524 du Code civil considère comme immeubles par destination les lapins de garennes ; ceux-ci appartiennent au propriétaire du fonds où se trouvent situées les garennes. La responsabilité de ce propriétaire à raison des dégâts causés par les lapins de sa garenne se produit de plein droit par l'application de l'art. 1385 du Code civil. Il ne pourrait y échapper en invoquant qu'aucune faute n'a été commise et qu'il a fait tout ce qui était possible pour éviter le dommage. Il n'y échapperait qu'en prouvant que les dégâts sont l'effet

d'un cas fortuit ou de force majeure, ou encore d'une faute imputable à celui qui a éprouvé le préjudice.

Aux garennes à lapins on assimile généralement les parcs à lièvres, à daims, à cerfs, à chevreuils.

En dehors de cette hypothèse et lorsque le gibier est à l'état libre, la responsabilité du propriétaire est régie par l'art. 1383 du Code civil. Deux conditions sont exigées par ce texte : en premier lieu, un dommage appréciable et en second lieu, une faute, une négligence ou une imprudence à la charge du propriétaire.

Il en serait ainsi, par exemple, si le propriétaire avait introduit dans ses bois une espèce de gibier nouvelle ; s'il avait favorisé la multiplication de celui qui s'y trouve en établissant des terriers artificiels en plantant et entretenant des buissons, des fourrés ; enfin, s'il n'avait pas pris des mesures nécessaires, telles que le défoncement des terriers, le furetage, l'organisation de battues, pour empêcher l'invasion du gibier sur les terrains voisins.

Le fait de faire garder sa chasse ne constitue pas à lui seul le propriétaire en faute ; pour qu'il soit responsable, il faut établir en outre à sa charge une faute spécialement déterminée, comme de ne pas fureter, de n'avoir pas fait de battues en nombre suffisant.

La responsabilité du propriétaire, possesseur ou titulaire du droit de chasse est engagée, quelle que soit l'espèce de gibier qui a causé les dégâts.

La responsabilité du propriétaire à raison des dégâts causés par les faisans et les perdreaux ne peut se trouver engagée que s'il lâche dans sa chasse un certain nombre de ces oiseaux dans le but d'en favoriser la multiplication ; dans ce cas, en effet, on relève à sa charge un fait précis constituant une faute.

En cette matière nos mœurs démocratiques et la politique électorale qui en est la conséquence tendent à exagérer la responsabilité des propriétaires qui entretiennent des chasses gardées. Les cultivateurs sont,

en effet, beaucoup plus nombreux que les propriétaires de chasses gardées et ils jouissent d'une force électorale bien plus grande.

Signalons comme manifestation de cette tendance à opposer les intérêts des cultivateurs à ceux des chasseurs dans un but de surenchère électorale, une proposition de loi déposée en 1922 sur le bureau de la Chambre par MM. Dézarnaud et Roux députés du Loiret.

Cette proposition tend à renforcer le système de la responsabilité civile par un système préventif. Elle obtint en 1922 l'avis favorable de certains conseils généraux, mais elle n'a pas encore abouti.

En voici le texte :

Art. premier. — Tous propriétaires ou locataires de terrains de chasse sera tenu d'établir et d'entretenir à ses frais une clôture grillagée d'une hauteur suffisante pour empêcher les incursions des lapins sur les terres de culture.

Art. 2. — Au cas où les terres de culture soumises aux incursions dommageables auraient été données à bail, à ferme, par les propriétaires ou locataires des terrains de chasse, les frais d'établissement et d'entretien des grillages de protection n'en demeureront pas moins à la charge de ces derniers.

Art. 3. — A toute époque de l'année, propriétaires ou fermiers de terres de cultures pourront, par tous les moyens, de jour et de nuit, chasser et détruire les lapins qui passeraient des terrains de chasse sur leur fonds, indépendamment des dommages encourus par les propriétaires ou locataires des terrains de chasse.

Art. 4. — Toute clause contraire aux dispositions des articles 2 et 3 insérée dans les baux, sera nulle et de nul effet.

Art. 5. — Toute terre cultivée au moment de la promulgation de la présente loi et dont la culture sera

abandonnée pendant plus de trois années pour servir de couverts au gibier — à l'exception de celles sou-mises au reboisement — sera frappée d'un impôt annuel spécial de 50 francs par hectare.

En 1923, M. Achille Fould, député, chargé par la Commission de l'agriculture de la Chambre d'exami-ner les différentes propositions de loi tendant à assu-rer la défense des cultivateurs contre les ravages du gibier, a présenté au nom de la commission d'agricul-ture une autre proposition de loi.

La commission de l'agriculture, se réservant de re-prendre dans l'avenir l'idée de l'impôt spécial, fait sienne aujourd'hui celle de la clôture grillagée. Elle pose dans l'art. premier de sa proposition le principe de la responsabilité, de plein droit des propriétaires de chasses réservées qui n'établiraient pas une clôture grillagée continue, suffisante pour empêcher les incur-sions de lapins.

L'art. 1385 du Code civil d'après lequel les proprié-taires de parcs et garennes sont responsables en dehors de toute faute leur serait applicable, réserve faite ce-pendant du dol ou de la négligence du demandeur en indemnité.

Par contre celui qui se serait conformé à l'obligation de clore resterait soumis au droit commun, c'est-à-dire que sa responsabilité ne serait engagée que si la faute était démontrée.

Ce n'est pas tout : l'art. 2 de la proposition stipule que la renonciation par avance et non compensée au bénéfice de l'art. 1385, sera nulle et de nul effet et ce dans l'intérêt public.

Enfin, la proposition de la Commission (art. 3), em-prunte à une autre proposition, celle de M. de Moni-cault, l'idée d'accorder dans certaines conditions l'assis-tance judiciaire de droit aux demandeurs en indemnité.

Cette proposition met, ceux au profit desquels une chasse est réservée hors du droit commun. Elle est

véritablement draconienne pour les propriétaires et les locataires de chasse dont la responsabilité se trouverait engagée en l'absence de toute faute ou négligence à eux imputable et quelle que soit l'importance du dommage causé aux récoltes.

Plus de servitude naturelle. Le droit commun de l'art. 1382 du Code civil inapplicable ; la responsabilité de plein droit à laquelle seuls peuvent échapper et dans une certaine mesure seulement, les propriétaires et locataires de chasses gardées qui ont établi cette « clôture grillagée continue », exigée par l'art. premier de la Proposition.

Est-il besoin d'insister d'ailleurs sur l'impossibilité pratique dans la plupart des cas, d'établir une clôture grillagée continue, constituant une protection efficace contre les lapins ?

Proposition de loi présentée par M. Achille Fould, député, sur la défense des cultivateurs contre les ravages du gibier.

Art. premier. — Dans le cas où celui au profit duquel une chasse est réservée n'établirait pas une clôture grillagée continue suffisante pour empêcher les incursions des lapins sur les terres de culture, il serait déclaré responsable des dégâts causés par ces rongeurs, sans qu'il soit autorisé à prouver qu'il n'est pas en faute. L'art. 1385 lui sera applicable, réserve faite du dol ou de la négligence du demandeur en indemnité.

Par contre, celui qui se serait conformé à l'obligation de clore, resterait soumis au droit commun, c'est-à-dire que sa responsabilité ne serait engagée que si la faute est démontrée.

Art. 2. — Dans un intérêt public, sera déclarée nulle toute clause des baux à ferme, dans laquelle le preneur renoncerait au bénéfice de l'art. 1.385 à moins, toutefois, qu'il ne résulte expressément du bail qu'une diminution du prix du fermage a été de ce chef consentie par le propriétaire.

Art. 3. — L'assistance judiciaire sera de droit pour tout cultivateur dont les récoltes auront été endommagées par les lapins, mais en appel seulement et dans le cas où l'appel aurait été interjeté par celui au profit duquel la chasse est réservée.

Néanmoins, ce bénéfice ne sera accordé que dans le cas où l'indemnité allouée par décision de justice ne dépassera pas 3.000 francs.

B. — *Mesures spéciales contre les dégâts du gibier.*

Nous voulons parler ici des destructions d'animaux nuisibles déjà mentionnées ci-dessus.

Nous savons que cette destruction est organisée de deux manières différentes :

Il y a d'abord un droit de destruction qui est attaché au droit de propriété dont il n'est que la garantie.

C'est de ce type de destruction dont nous voulons parler présentement.

Il n'y a pas d'observations notables à faire touchant le droit de détruire, par tous les moyens, les bêtes fauves. La loi subordonne ce droit à l'existence d'un dommage actuel à la propriété.

Cependant, même en ce qui concerne les bêtes fauves, on peut déplorer à certains égards les conditions particulièrement larges dans lesquelles le législateur concède le droit de destruction au propriétaire.

Voici ce qu'écrivait, en 1924, M. Henriquet, conservateur des eaux et forêts en Meurthe-et-Moselle : (1)

« Les renseignements fournis par le service forestier sur le nombre des sangliers et grands animaux tués,

(1) *Le Saint-Hubert-Club illustré*. Paris, 21, rue de Clichy, 1^{er} mars 1924, p. 74.

à la connaissance des brigadiers et gardes, durant l'année 1923, dans les massifs forestiers de Meurthe-et-Moselle, donnent les chiffres suivants :

Cerfs et biches	17
Sangliers	1.291
Chevreaux	423
Renards	1.553

95 sangliers ont été tués à l'affût, soit seulement 7 %.

L'affût, mode de chasse très dangereux et qui favorise surtout le braconnage, n'est donc pas indispensable pour la destruction des sangliers et doit être sévèrement réglementé, tout en laissant à l'agriculteur en vertu de la loi du 3 mai 1844, art. 9, toute liberté de détruire sur ses terres, « les bêtes fauves qui porteraient dommage à ses propriétés ».

Une estimation générale a été faite aussi du montant des dommages causés par les sangliers. Le total de ces dommages, en 1923, largement évalué, atteint pour le département, une somme de 97.000 francs.

Il y a pour 7.000 francs de dégâts sur le territoire communal le plus atteint, de 3 à 5.000 francs sur 12 territoires communaux — de 1.000 à 2.000 francs sur 22 — de 100 à 1.000 francs sur 24 autres.

D'autre part, en n'attribuant aux sangliers tués qu'un poids moyen, vidés, de 30 kg., la valeur totale des bêtes abattues ressort, non d'après les prix de détail aux consommateurs, mais d'après ceux payés par les marchands de comestibles pour l'animal entier, à 250.000 francs.

Il y a certainement lieu, par les sociétés de chasse dont les forêts sont riveraines de plaines ravagées, de faire leurs efforts pour tuer le plus de sangliers possibles et en réduire ou éloigner les troupes, faute de quoi elles auront à supporter des destructions officielles, mais au point de vue de l'économie générale et de l'administration des richesses du pays, il serait

inoportun de rechercher la disparition complète d'une espèce qui fournit à l'alimentation pour une valeur double au moins de ce qu'elle a coûté et permet à l'Etat, aux communes et aux particuliers de louer avantageusement la chasse de massifs où tout autre gibier est rare ».

Pour ce qui est des animaux nuisibles, les propriétaires peuvent les détruire, même quand ils ne causent pas de dommage actuel à la propriété, mais seulement aux conditions suivantes, savoir : avec les engins autorisés, par les préfets, et uniquement les animaux énumérés dans l'arrêté préfectoral.

En 1922, une proposition de loi fut déposée à la Chambre pour modifier sur ce point l'art. 2 de la loi de 1844, par MM. Georges Richard, Cadot, Ferrand, Bernard et Basly.

Article unique : l'art 2 de la loi du 3 mai 1844 est complété par le paragraphe suivant : « Le propriétaire possesseur ou fermier dont la récolte sur pied aura été endommagée par les lapins et dont le constat aura été fait par un agent de la force publique, qui en aura dressé procès-verbal et sous réserve d'une autorisation délivrée par le Maire de la commune où le dommage aura été causé et approuvée par le préfet, pourra en tout temps, même la nuit, par tous les moyens, sauf le collet, le lacet et les trappes, détruire les animaux nuisibles et en particulier le lapin, sur les terres cultivées par lui ».

C. — *Les battues administratives.*

Dans l'intérêt de la collectivité, l'autorité administrative peut, s'agissant de détruire des animaux nuisibles, apporter des atteintes particulièrement sensibles

aux droits du propriétaire et en particulier de celui qui entretient une chasse gardée.

Dans cette matière, ce dernier est protégé contre les mesures administratives par ce principe général que l'administration ne peut employer dans ses fonctions de police que les pouvoirs qu'elle tient de la loi et des règlements.

De telles mesures de police revêtent un caractère particulier d'exception puisqu'elles constituent une sorte d'expropriation du droit de chasse sans indemnité pour cause d'utilité publique. Mesures d'exception, il va de soi, qu'elles ne sauraient être mises à exécution que par les autorités administratives auxquelles les lois et les règlements donnent compétence à cet effet et suivant les formes déterminées par ces mêmes lois et ces mêmes règlements.

En vertu de l'arrêté du Directoire du 19 pluviôse, an V, le préfet a qualité pour ordonner des battues et des chasses collectives sous la surveillance de l'administration forestière ; il a, en vertu de ce même texte le droit d'autoriser ces opérations sur une demande préalable.

L'art. 2 de l'arrêté de pluviôse an V prescrivant de faire des battues et des chasses collectives dans les forêts domaniales et dans les campagnes, on en conclut avec raison que les battues prescrites par l'autorité préfectorale peuvent avoir lieu sur toutes les propriétés ouvertes.

Mais ce pouvoir exorbitant de prescrire des battues, qui appartient au préfet, n'est pas sans limite.

Le préfet a sans doute le pouvoir, en cas de nécessité démontrée, d'ordonner toutes mesures nécessaires pour la destruction par battues des animaux malfaisants ou nuisibles. Toutefois, l'arrêté de pluviôse an V ne devant s'appliquer qu'aux animaux qui sont nuisibles d'une manière absolue et grave, il ne lui appartient

pas de classer arbitrairement les animaux quels qu'ils soient, parmi les animaux nuisibles.

Il est uniformément admis aujourd'hui en effet, que c'est aux tribunaux seuls qu'est dévolu le pouvoir d'apprécier ici ce qu'il convient d'entendre par « animaux nuisibles ». Et la jurisprudence interprétant dans son esprit l'arrêté du Directoire, n'attribue la qualité d'animaux nuisibles qu'aux animaux dont la destruction est commandée par une nécessité d'ordre public dans l'intérêt de la généralité des habitants.

C'est ainsi qu'il a été jugé qu'un préfet ne saurait sans excès de pouvoir ordonner des battues pour la destruction des lapins. (Voir dans ce sens : deux arrêts du Conseil d'Etat du 1^{er} avril 1881 et 8 août 1888).

Tels sont les pouvoirs que donne au préfet pour la destruction par battues des animaux nuisibles et malfaisants, l'arrêté du 19 pluviôse an V.

Seul, au surplus, le préfet a qualité pour prescrire les battues administratives. Le maire, en thèse générale, n'a pas le pouvoir d'ordonner ou d'autoriser des battues. Il ne peut le faire sur le territoire de sa commune et sous la surveillance de l'autorité supérieure que très exceptionnellement, en vertu des pouvoirs limités que lui confère la loi municipale du 5 avril 1884, à laquelle il faut toujours se reporter lorsqu'on veut déterminer les pouvoirs publics qui appartiennent aux maires.

Le maire ne peut prescrire de battues qu'avec le consentement de tous les propriétaires ou détenteurs du droit de chasse sur le domaine desquels la battue doit avoir lieu (art. 90, paragraphe 9 de la loi du 5 avril 1884).

Un maire n'a pas le pouvoir de prendre un arrêté imposant des battues à ses administrés.

Mais la question se pose de savoir quels moyens de défense ceux-ci auraient dans le cas où les battues administratives seraient irrégulièrement prescrites par le maire, dans l'hypothèse, par exemple, et cette hypo-

thèse n'est pas chimérique, où le maire prescrirait des battues générales pour la destruction des lapins, ce qu'il peut faire avec l'assentiment des propriétaires intéressés, mais ce qu'il ne saurait jamais faire sans cet assentiment.

Il faut tout d'abord rappeler qu'une battue irrégulière est un véritable fait de chasse. Des battues irrégulièrement ordonnées par un maire, peuvent donc constituer, suivant les circonstances, soit des délits de chasse sur le terrain d'autrui sans le consentement des propriétaires, soit des délits de chasse sans permis, soit des délits de chasse en temps prohibé. Les personnes qui y prennent part peuvent être déférées aux tribunaux répressifs par application des dispositions de la loi du 3 mai 1844.

Nous ajouterons d'ailleurs qu'en pareil cas la juridiction saisie est compétente pour apprécier la légalité de l'arrêté ordonnant la battue (v. à ce sujet Cass., 23 mars 1907 S. 1911. 1. 483). Il est de principe, en effet, qu'en matière criminelle, à moins de dispositions contraires formellement écrites dans la loi, il appartient à l'autorité judiciaire d'apprécier souverainement en fait et en droit tous les éléments caractéristiques des infractions pénales dont la connaissance est déferée par la loi.

Tel est le premier recours d'ordre répressif, il est le plus pratique et le plus sûr. Mais il est une autre action sur laquelle nous voulons insister ; elle vise spécialement le magistrat municipal lui-même.

Un maire qui prendrait un arrêté ordonnant des battues dans les conditions irrégulières que nous avons dites, se rendrait coupable d'une véritable usurpation de pouvoir.

Il y a, en effet, usurpation de pouvoir toutes les fois qu'un agent administratif sort du domaine administratif. Et l'agent administratif sort du domaine administratif lorsqu'en dehors d'un texte lui donnant expressément compétence, il prend une décision qui

touche directement à la propriété privée. Une pareille décision est non seulement illégale mais inexistante. Elle engage la responsabilité personnelle de l'agent, du maire en la circonstance, qui peut être actionné devant la juridiction civile en réparation du préjudice injustement causé.

SECTION II

La chasse banale.

La chasse banale tient en France une place prépondérante.

Le domaine de la chasse française peut être évalué à 45 millions d'hectares. On peut estimer à environ 40.000 le nombre des gardes. A supposer qu'à chacun d'eux sont confiés en moyenne 350 à 400 hectares, nous trouvons 15 millions d'hectares gardés et aménagés d'une façon effective. Restent 30 millions d'hectares environ dont près des deux tiers sont encore livrés à la chasse banale. Cette dernière qui est véritablement la chasse inorganisée, ne comporte aucune mesure pour la protection du gibier. En échange, de leur gibier de repeuplement et d'élevage, la chasse banale rend avec usure aux chasses gardées, le braconnier, les chiens errants et le propriétaire chasseur, établi en bordure qui peut user des divers moyens indiqués ci-dessus.

La chasse dite banale est celle où les propriétaires des terrains au lieu de jouir par eux-mêmes du droit de chasse, l'abandonnent aux porteurs de permis de chasse. L'art. premier de la loi du 3 mai 1844 dit :

« Nul ne pourra chasser sur la propriété d'autrui sans le consentement du propriétaire ou de ses ayant-droit. » Lors donc que, quand du consentement exprès ou tacite des propriétaires d'une commune, la chasse s'exerce sur le territoire suivant la forme dite banale, il y a là, de la part des propriétaires, l'exercice, selon le mode qui leur convient, du droit de chasse, qui est un des côtés du droit de propriété.

En réalité, que le propriétaire veuille ou non exercer de cette manière son droit de chasse, du moment que son terrain n'est pas effectivement clos et gardé, il lui sera bien difficile au cas où il ne serait pas en fait consentant, de poursuivre le porteur de permis qui chasse sur son terrain.

En théorie, les gendarmes, le garde-champêtre devraient dresser contravention à M. X... qui a chassé sur le champ de M. Z... En pratique, ces poursuites à la requête du propriétaire sont bien inefficaces. Les gendarmes sont chargés de missions multiples qui les absorbent à peu près entièrement.

Que dire des gardes-champêtres. Ce sont des agents locaux de la force publique qui se désintéressent totalement de la conservation du gibier ; il est inutile de compter sur leur concours effectif. On voit, en effet, bien rarement un procès-verbal de chasse dressé par un garde-champêtre ; son domicile ou sa résidence se trouve souvent à proximité du domicile des braconniers qu'il connaît parfaitement, mais qu'il feint d'ignorer et... il ne veut pas se créer d'ennemis.

Par suite, dans les régions où la propriété est très morcelée et où il y a peu de chasses gardées, le nombre des chasseurs est considérable.

Depuis la guerre le nombre des permis s'est accru dans des proportions très fortes. Cela tient à l'accroissement du bien être. L'augmentation du prix du permis n'a pas fait diminuer le nombre des chasseurs

au contraire, étant donné le prix élevé du gibier, les frais d'un permis constituent une dépense que les braconniers font désormais facilement, pour être en règle au moins sur un point essentiel.

Sur les chasses banales, toutes les causes qui collaborent à la disparition du gibier agissent avec le maximum d'efficacité.

Signalons notamment :

L'emploi des engrais chimiques, les nouvelles méthodes de culture (engins mécaniques), la divagation des chiens, le braconnage, avec les engins prohibés, notamment le collet, etc...

A part le braconnage qui est réprimé avec une regrettable faiblesse, comme nous l'avons indiqué, il n'y a pas de dispositions dans notre législation qui permettent de protéger le gibier contre les autres causes de disparition. Cependant, le préfet, en vertu de l'art. 9 de la loi de 1844 peut prendre des mesures contre la divagation des chiens en vue de protéger les oiseaux utiles à l'agriculture.

Depuis la guerre, dans le monde des chasseurs, un mouvement s'est donc manifesté tendant à faire adopter une réforme de notre législation qui aurait abouti à la suppression des chasses banales. Nous devons examiner ces projets de réforme et noter les critiques qu'on leur a adressées. Ils n'ont pas abouti et c'est seulement des réformes de détail qui ont été consacrées dans la loi de 1924, laquelle conserve le système adopté en 1844. Il est intéressant néanmoins de connaître ces projets de réforme et d'examiner les raisons pour lesquelles ils n'ont pas eu plus de succès.

DEUXIÈME PARTIE

**Les projets de réforme élaborées avant la loi
du 1^{er} mai 1924.**

—X—

CHAPITRE PREMIER

Les arguments en faveur d'un régime entièrement nouveau.



Tous les partisans d'une réforme totale de notre organisation actuelle de la chasse invoquent, comme argument essentiel, l'importance économique de la chasse et la nécessité d'organiser une exploitation rationnelle de cette richesse nationale. Ils veulent donc que la solution du problème économique passe avant celle du problème juridique et politique.

La chasse, dit-on, n'est pas seulement un sport, une distraction, l'art de poursuivre le gibier et de s'en emparer ; c'est aussi, par extension, l'art d'en favoriser la multiplication. Pour que le sport puisse continuer à s'exercer, il faut que le gibier subsiste, mais il faut aussi qu'il se conserve et se développe pour enri-

chir notre marché d'une denrée utile à l'alimentation nationale.

En France, il faut bien avouer que si nous sommes très forts et très ardents dans l'art de tuer — licite ou illicite — au fusil ou au collet, celui du repeuplement nous est à peu près inconnu. Nous en sommes restés à la législation sur la chasse de 1844, alors que depuis cette époque — bientôt un siècle — la qualité des armes et des munitions s'est perfectionnée et le nombre des permis a presque décuplé. Le résultat était fatal : la chasse se meurt.

En quoi donc consiste l'art de multiplier le gibier ? en un mot de faire une belle chasse ? Ce n'est ni un secret, ni une révélation. Comme les plantes, comme les insectes, comme les animaux d'élevage, le gibier vit du sol qui le porte ; il est un produit naturel du sol. Tout territoire, tout domaine, toute ferme entretient un cheptel vivant, un cheptel troupeau proportionné à la nature de son sol à sa contenance, à sa fertilité, et tout agronome avisé entretiendra sur la terre le cheptel maximum qu'elle peut nourrir, en tirant ainsi un revenu maximum (1).

Il faut enfin que ce troupeau, gibier doté d'un certain parcours minimum, s'y trouve en sécurité contre les entreprises des voleurs et des bêtes féroces, d'où la nécessité d'une loi contre les braconniers et contre les animaux nuisibles ; les chiens errants en particulier.

En résumé : trois conditions essentielles s'imposent pour l'exploitation rationnelle d'une chasse :

- 1° Un cheptel minimum ;
- 2° Un espace minimum ;
- 3° Une protection légale minima.

(1) Nous nous sommes inspirés dans ce passage d'un article paru dans *Le Chasseur Français* de novembre 1922, p. 653, intitulé : Réglementation de la chasse et signé : Docteur B..., abonné de 20 ans.

Or, qu'est-ce que la chasse banale ? C'est une chasse dont l'accès est permis au public, sans restriction. C'est un territoire, un champ sur lequel les propriétaires autorisent ou tolèrent la chasse à tout venant, par insouciance ou ignorance, ou surtout par l'impuissance où ils se trouvent d'entretenir ou de protéger sur leur bien un gibier quelconque. C'est une chasse qui, par son essence même, rend impossible la réunion des trois conditions indispensables à sa prospérité. Aussi la voit-on répandue dans les pays où l'extrême division de la propriété et le manque d'union des propriétaires empêchent de constituer un territoire de chasse quelconque.

La chasse banale, c'est un bien communal soumis à la libre jouissance des habitants, même des étrangers : forêts, arbres fruitiers des routes, champs, pâtures. C'est un bien fatalement pillé, saccagé.

Que la chasse banale prospère aux colonies, pays, neufs, riches en gibier et pauvres en fusils, qu'elle ait été supportable en France il y a un siècle, cela se conçoit.

Pourquoi l'exploitation de la chasse serait-elle une exception parmi les nombreux usages qui régissent les sociétés civilisées ? Se sentant incapables d'exploiter pour leur compte certains intérêts, les individus ont délégué librement leurs pouvoirs à leurs gouvernants qui les administrent au mieux. N'en déplaît aux apôtres intransigeants de la liberté et du droit de propriété, dans toute société ces principes subissent de dures mutilations : expropriations, monopoles, mines, eaux, forêts, lois, règlements de toutes sortes, la loi même de 1844 sur la chasse. Alors pourquoi crier au scandale quand il s'agit du gibier alors que, comme nous venons de le dire, et cela est avéré, les petits propriétaires sont incapables d'exploiter cette richesse. Pourquoi ne pas tolérer, encourager ou imposer des mesures qui constituent un progrès économique. Pour-

quoi, dans l'intérêt commun, ne pas confier aux communes, aux départements, à l'Etat, une gestion dont les particuliers sont incapables ? Ce ne serait qu'une administration de plus parmi tant d'autres et ni plus ni moins vexatoire.

L'abondance du gibier donnerait des résultats que voici :

1° Tuant plus de gibier qu'ils ne peuvent en consommer, les chasseurs le vendraient et le jetteraient dans le commerce ;

2° Le gibier à bas prix deviendrait à la portée de toutes les bourses ;

3° Il serait vraiment un revenu du sol. Il paierait les propriétaires par l'intermédiaire des communes ou même directement, sous forme de locations, de baux de chasse substantiels. Les centimes additionnels seraient diminués d'autant.

4° Ce système rendrait la chasse démocratique puisque tout vrai chasseur, ayant le sens de l'exploitation de la chasse, pourrait rembourser tous ses frais par la vente de son gibier. Il mettrait la chasse à la portée de ceux qui l'aiment et la comprennent.

Quels sont les moyens qui ont été préconisés pour réaliser ce but ? Quel nouveau système a-t-on proposé à l'effet de remplacer celui adopté en 1844 ?

Les réformateurs ont invoqué l'exemple de certaines législations étrangères, savoir : la législation allemande et la loi applicable encore à l'heure actuelle en Alsace Lorraine. Nous devons jeter un coup d'œil sur ces législations présentées comme modèles.

CHAPITRE II

La communalisation des chasses en Allemagne et en Alsace Lorraine.



§ 1. — APERÇU HISTORIQUE. ORIGINE DE LA LOI PRUSSienne DU 15 JUILLET 1907.

L'histoire du droit de chasse, en Prusse, comprend, comme dans les autres Etats allemands, trois périodes distinctes.

A l'origine, le droit de tuer ou de capturer les animaux vivant à l'état sauvage est considéré comme inhérent à la propriété du sol, de telle sorte que tout propriétaire peut l'exercer librement sur son terrain, à l'exclusion des tiers.

La transformation qui s'opère, au moyen âge, dans

la constitution de la propriété, amène une modification correspondante dans l'attribution du droit de chasse. Le développement du système féodal conduit, en ce qui concerne les immeubles, à séparer le domaine utile du domaine direct, et à réserver les droits considérés comme éminents ou honorifiques, tels que celui de poursuivre le gibier, au détenteur du second de ces domaines. Peu à peu, les légistes aidant, on en vient à considérer le droit de chasse comme un apanage de la souveraineté, et l'on finit par en faire un droit régalien, dont les particuliers ne peuvent jouir qu'avec la licence du souverain.

Ce principe fut consacré en dernier lieu par le Code général prussien, publié en 1794. Le droit de chasse resta, aux termes de dispositions formelles, compris au nombre des droits régaliens, et l'exercice n'en fût reconnu qu'aux personnes fondées à invoquer une concession expresse ou tacite du souverain (*Allgemeines Landrecht*, 2^e partie, titre 16, art. 30 et 39 à 44). Le droit de chasser sur le terrain d'autrui, à titre de servitude, fut garanti à ceux qui le possédaient antérieurement. (*Ibid.*, 1^{re} partie, titre 9, art. 158), et la noblesse continua à se livrer à son plaisir favori sur les terres de ses tenanciers.

La rigueur de ce régime fut quelque peu atténuée, au commencement du XIX^e siècle, par la loi du 16 mars 1811, qui autorisa le rachat de la servitude dont il vient d'être question ; mais l'état de choses établi en 1794 subsista dans ses grandes lignes jusqu'en 1848. A cette époque, le mouvement général d'affranchissement qui s'étendit à l'Allemagne entière entraîna, en Prusse, la suppression à peu près complète des charges d'origine féodale encore existantes. Une loi du 31 octobre 1848 abolit sans indemnité la servitude de chasse sur le terrain d'autrui, attribua à chaque propriétaire la plénitude du droit de chasse sur son propre terrain et défendit de séparer, à l'avenir ce droit, de la propriété elle-même, à titre de servitude.

Les nouveaux principes établis en 1848 servirent de base à la loi sur la police de la chasse du 7 mars 1850. Toutefois, le législateur soumit à quelques restrictions l'exercice du droit reconnu aux propriétaires. C'est ainsi qu'il ne leur permit de pratiquer personnellement la chasse que sur leurs terres closes ou d'une superficie de 300 journaux (Morgen) au moins d'un seul tenant. Les parcelles non closes ou d'une contenance inférieure au minimum qui vient d'être indiqué étaient réunies par commune, en vue de constituer un canton de chasse commun, dont l'autorité municipale avait le droit de louer la chasse, de la laisser reposer ou de la faire pratiquer par un chasseur spécialement commis à cet effet, le prix de location ou le produit de la vente du gibier, suivant les cas, devant ensuite être réparti par la municipalité, déduction faite des frais, entre les propriétaires intéressés, au prorata de l'importance de leurs parcelles respectives.

Le Code civil allemand fut promulgué le 18 août 1896, pour entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1900. Ce code s'en remit à la législation particulière des différents Etats, du soin de réglementer l'exercice de la chasse (Loi d'introduction art. 69).

Le 28 décembre 1906, le gouvernement prussien adressa à la Chambre des députés un projet de loi portant modification de la loi du 7 mars 1850. Les principales innovations qu'il proposait d'introduire dans la législation consistaient à substituer la contenance de 75 hectares à celle de 300 journaux, d'un seul tenant, pour la constitution des cantons de chasse particuliers, et à exiger une étendue au moins égale, d'un seul tenant, pour la création des cantons de chasse communs. La loi proposée présentait en outre, cet avantage qu'elle devait s'appliquer à toute la monarchie, à l'exception du Hanovre, des pays de Hohenzollern et de l'île d'Helgoland.

La loi fut promulguée, le 15 juillet 1907. Elle établit

l'unité de législation pour toute la Prusse, à l'exception du Hanovre, des pays de Hohenzollern et de l'île d'Helgoland.

Voici les principales dispositions de cette loi :

§ 2. — LA LOI PRUSSienne DU 15 JUILLET 1907. LA
LÉGISLATION RELATIVE A LA CHASSE EN ALLEMAGNE.
— LA LOI D'ALSACE-LORRAINE DU 7 FÉVRIER 1881.

Art. 2. — Le droit de chasse appartient à tout propriétaire sur son terrain (Grund und Boden).

A l'avenir, il ne sera plus permis de séparer du sol le droit de chasse, sous forme de droit réel.

Art. 3. — Le droit de chasse ne peut être exercé que dans les cantons de chasse (cantons de chasse particuliers (Eigenjagdbezirke), cantons de chasse communs (Gemeinschaftlichen Jagdbezirke) et sur les pièces de terre englobées dans des cantons de chasse particuliers ou annexées à des cantons de chasse communs.

Art. 4 — Des cantons de chasse particuliers peuvent être créés au moyen de fonds de terre appartenant au même propriétaire ou, s'il s'agit d'immeubles indivis, aux mêmes copropriétaires.

1° Qui sont entourés d'une clôture permanente et complète, faisant obstacle au passage du gibier.

2° Qui, situés sur le territoire d'une ou de plusieurs circonscriptions communales ou domaniales (Gemeinde-oder-Gutsbezirke) possèdent une superficie de 75 hectares au moins, exploitables au point de vue agricole ou forestier, et dont la continuité n'est pas interrompue par l'existence de fonds étrangers. Les solutions de continuité dues à la présence de cours

d'eau et de digues, ainsi que celles résultant du passage de chemins, canaux et chemins de fer, avec leurs dépendances (bandes de protection (Schutzstreifen), terrains d'extraction, remblais ((Ausschachtungs — Ausschüttungs-Flächen), gares et autres dépendances analogues n'empêchent pas le fonds d'être considéré comme étant d'un seul tenant. Ces espaces seront rattachés au canton de chasse particulier contigue, à moins que le possesseur du canton ne refuse ce rattachement ; s'ils se trouvent placés entre deux cantons de chasse différents, le rattachement aura lieu par moitié au profit de chacun des cantons.

L'ensemble des pièces de terre d'une circonscription communale ou domaniale qui ne sont pas comprises dans un canton de chasse particulier et dont la contenance d'un seul tenant est d'au moins 75 hectares, constitue le canton de chasse commun.

Art. 16. — Les propriétaires des fonds qui composent un canton de chasse commun constituent une association de chasse qui jouit de la personnalité civile.

La gestion des affaires de l'association de chasse, ainsi que la mission de représenter l'association, judiciairement et extrajudiciairement sont attribuées au président de chasse. Le chef de la commune, le bourgmestre, le préposé communal, le préposé du domaine indépendant, ou, dans la province du Rhin, le préposé communal est, de droit, le président de chasse.

Art. 20. — En principe, l'exploitation de la chasse dans un canton de chasse commun a lieu au moyen d'une location (art. 21).

Toutefois, le président de chasse peut, avec l'autorisation du comité de cercle, ou, dans les cercles urbains avec l'autorisation du comité de district, décider que l'exercice de chasses y sera complètement suspendu, ou y faire pratiquer la chasse, pour le compte de l'as-

sociation de chasse, par trois chasseurs au plus, commis à cet effet.

L'autorisation est révocable en tout temps.

Art. 21. — L'amodiation aura lieu par les soins du président de chasse ;

On prendra en considération l'intérêt de l'association de chasse pour la détermination du mode de location.

Le président de chasse est tenu de faire connaître par le procédé en usage dans la localité, le mode de location auquel il s'est arrêté. L'acte contenant les conditions du bail arrêtées par lui sera déposé et tenu à la disposition du public pendant deux semaines. Le lieu et l'époque du dépôt seront indiqués dans l'avis relatif au mode de location.

Chacun des membres de l'association de chasse peut, pendant le temps durant lequel le dépôt doit rester effectué, réclamer contre le mode de location arrêté et contre les clauses du cahier des charges, auprès du comité de cercle, ou, dans les cercles urbains, auprès du comité de district.

Le lieu et le jour de l'amodiation, si celle-ci doit avoir lieu aux enchères publiques et au plus offrant, seront annoncés, au moins deux semaines d'avance, par le procédé en usage dans la localité et au moyen d'une insertion dans une feuille publique désignée par l'autorité chargée du contrôle de la chasse.

Art. 23. — Le président de chasse déposera le bail de chasse et le laissera pendant deux semaines à la disposition du public. Le lieu et l'époque du dépôt seront annoncés par le procédé en usage dans la localité.

Chacun des membres de l'association de chasse peut, pendant la durée du dépôt, formuler une réclamation contre le bail auprès du comité de cercle, ou, dans les cercles urbains, auprès du comité de district. Toutefois, la réclamation ne peut porter sur le mode

de location et sur les conditions du bail; lorsque ce mode et ces conditions ont été arrêtés de la manière prescrites par l'art. 21.

Art.25. — Le président de chasse encaisse les fermages et les autres recettes provenant de l'exploitation de la chasse, et il en opère la répartition, après déduction des dépenses incombant à l'association, entre les membres de l'association de chasse du canton, au prorata de la contenance des fonds participants.

Le projet de répartition, qui doit contenir le compte des recettes et des dépenses, doit être déposé publiquement, pendant deux semaines, afin que les membres de l'association de chasse puissent en prendre connaissance. Le lieu et l'époque du dépôt seront annoncés auparavant, par le président de chasse, qui aura recours, pour cette annonce, au procédé usité dans la localité.

On peut, pendant deux semaines après l'expiration du temps fixé pour la durée du dépôt, présenter des réclamations au président de chasse contre le projet de répartition.

La décision prise par le président de chasse à ce sujet peut, pendant deux semaines, faire l'objet d'un recours devant le comité de cercle ou, dans les cercles urbains, devant le comité de district.

Les dispositions qui précèdent sont également applicables en cas d'adjonction de pièces de terre à un canton de chasse particulier (art. 4, parag.1^{er}, n° 2, parag. 1^{er}, art.7 ; § 5, art.8 et 9), sous cette réserve que l'indemnité à distribuer, après déduction des dépenses, doit être répartie uniquement entre les propriétaires des pièces de terres annexées.

Lorsque le produit de la chasse a été précédemment affecté en vertu d'un usage établi à des objets d'utilité commune, on peut continuer à lui donner cette même affectation ; toutefois, chacun des propriétaires fonciers a le droit de réclamer le versement de sa part.

Les autres dispositions de la loi sont relatives au

permis de chasse, au temps de chasse, etc... et sont analogues à celles contenues dans notre loi de 1844.

On voit quels sont les principes qui sont à la base du système prussien. Ce sont ceux-là mêmes d'ailleurs qui ont été consacrés dans toutes les autres parties de l'empire allemand.

Le système germanique est un véritable organisme, dont toutes les parties s'enchaînent logiquement, parce qu'il se modèle sur les conditions de la nature. Le gibier est un produit du sol comme le blé, le fourrage, susceptible de « payer » les soins de son aménagement. Quoi de plus naturel que de l'exploiter en coupe réglée, en tenant compte de ses facultés de reproduction, suivant les climats et les produits de la terre ? Tel est le fond de la mentalité cynégétique dans les pays de race allemande.

Le gibier n'est pas « res nullius », il appartient légalement au propriétaire du sol sur lequel il se trouve. S'en emparer sans autorisation régulière est un vol. En principe le droit de chasse est attaché à la terre. Mais la reproduction normale du gibier exige des surfaces aménagées et gardées, d'un seul tenant. Leur étendue varie, d'une part, avec la richesse culturelle, la topographie et les conditions physiques du milieu ; de l'autre, avec la valeur vénale du sol et le niveau moyen des fortunes dans un Etat donné.

Ainsi, d'une manière générale, on peut dire que, dans les pays allemands, la jouissance du droit de chasse est reconnue au propriétaire du sol, mais l'exercice personnel de ce droit n'est laissé qu'aux propriétaires de domaines ayant une certaine étendue d'un seul tenant. Cette superficie atteint 25 hectares en Alsace Lorraine ; 76 en Prusse ; 80 en Bavière ; — plaine et bois) ; 136 (haute montagne) ; 15 en Wurtemberg ; 72 dans le duché de Bade ; 75 en Hesse ; 115 en Bohême et en Hongrie, etc...

L'établissement de chasses communales dans ces conditions apporte forcément une restriction au droit

de propriété, et c'est ici que l'exemple devient dangereux pour nous autres Français.

La commune se subsistue au petit propriétaire. Le propriétaire qui se trouve hors du cas précédent est dépossédé de tous droits de chasse sur sa propriété (sauf le cas de terrains clôturés), et ses droits passent à la commune. Avec les parcelles trop petites, celle-ci forme un ou plusieurs districts indépendants, chacun d'un seul tenant (d'une contenance minima de 200 hectares), dont elle loue la chasse par voie d'adjudication publique, au nom et pour le compte des propriétaires, parfois pour le sien propre. Elle se trouve en face d'un locataire responsable et intéressé par la durée même de son bail (6 ou 9 ans au moins) à la conservation du gibier.

Le produit de la location est réparti entre les propriétaires, en raison de la contenance cadastrale des terres et eaux du district loué. En Bavière, la répartition a lieu au prorata des contributions.

Le propriétaire de tant d'hectares d'un seul tenant et au delà se réserve le droit de chasse au moyen d'une déclaration au maire, exigée par la loi dans un certain délai, faute de quoi le domaine est englobé dans le ban loué par la commune. Il verse à la caisse communale un droit calculé d'après la proportion payée à l'hectare par le locataire du district de chasse.

La totalité des sommes peut être versée et acquise à la commune mais il est nécessaire que les intéressés, y compris les propriétaires exceptés de la mise en commun (sauf pour les terrains clos), en aient ainsi décidé avant l'adjudication, à la majorité des $\frac{2}{3}$ des propriétaires au moins représentant plus des $\frac{2}{3}$ de la superficie du ban communal. Dans le grand duché de Bade, cet abandon à la commune est devenu la règle en 1883, sur 522.881 marks (653.601 francs) 14.703 seulement furent partagés entre les propriétaires.

La réglementation de l'enclave est le pivot de toute

organisation d'une chasse nationale. La persistance de quelques enclaves parcellaires libres dans le corps de chasse gardée entrave toute tentative sérieuse de repeuplement. Lors du congrès international de la chasse à Paris, en mai 1907, le marquis de Beauvoir, membre de la commission d'organisation, a résumé la grandeur de la difficulté dans cette phrase lapidaire : « L'enclave parcellaire est à la chasse ce que le clou est au pneu ».

La loi de 1881 qui régit l'Alsace Lorraine édicte que : « Le propriétaire d'un terrain de 25 hectares et au delà a la priorité pour la location des terrains de moindre contenance enclavés totalement ou en majeure partie dans sa propriété. Il peut exiger que la chasse lui soit attribuée, à charge de payer une indemnité comme pour sa propriété personnelle ». Et celle du royaume de Wurtemberg : « Si les enclaves sont entourées par plusieurs propriétés, le droit de chasse sera exercé par le propriétaire du terrain le plus grand, moyennant location annuelle ». Le législateur badois, qui a d'ailleurs inspiré le reste des Etats allemands, attache une importance remarquable au fait d'éviter l'enclave. « S'il existe des parcelles d'une contenance très faible, entourées entièrement ou sur la majeure partie de leur contour par un domaine de 72 hectares au moins d'un seul tenant, les propriétaires de ces parcelles pourront à leur gré, louer la chasse de leurs terres au propriétaire du domaine le plus étendu ou en abandonner la jouissance à la commune. Toutefois à la demande du plus grand propriétaire, ceux des enclaves pourront être déclarés, par le conseil de district, tenus de louer la chasse de ces enclaves au possesseur du grand domaine ».

Cependant, si du fait de cet abandon forcé d'une superficie quelconque de son bien, le propriétaire voit l'étendue de son seul tenant descendre au-dessous des 72 hectares exigés, il n'est pas tenu compte de cette

diminution forcée, et le droit de chasse lui demeure acquis sur le reste de sa propriété.

En aucun cas un petit propriétaire ne peut se servir d'une parcelle enclavée dans une grande chasse pour la transformer, à la faveur d'une clôture, en affût destiné à détruire le gibier du voisin. Il y a là, en réalité une sorte d'expropriation assez brutale. Elle doit être considérée comme d'utilité publique, puisqu'elle profite au gibier et finalement au point de vue pécuniaire à la collectivité. Elle retranche une source d'abus et définit nettement les territoires de chasse, ce qui permet la garde parfaite.

Mais on peut y trouver aussi une préoccupation d'ordre agricole très intéressante. Le morcellement est une des plaies de la grande culture ; il complique la main-d'œuvre, augmente dans d'énormes proportions le travail et la dépense. Or, dans le principe d'une pareille loi, il y a une sorte d'invite au petit propriétaire à céder son fonds à la grande superficie ; ou, par voie d'échanges et d'achats, à arrondir son bien pour former une propriété de chasse autonome. Dans les pays de propriété très divisée, la chose est d'importance, et la loi actuelle sur la chasse en pays annexés a certainement joué un rôle utile dans les nombreux remembrements entrepris depuis 25 ans.

Une dérogation à la loi prussienne fondamentale existe dans le Grand duché de Bade : le conseil de commune peut autoriser un propriétaire de parcelles séparées, dont l'ensemble atteint 72 hectares, à chasser sur une superficie égale choisie sur le territoire communal, dans la partie où l'intéressé possède le plus de parcelles. Cet échange, tout en maintenant le principe même du « seul tenant », est plus équitable que l'abandon forcé du droit de chasse. Un tel dispositif, dit M. Bodmer dans son rapport au ministre de l'agriculture (Mission sur la chasse en Allemagne et en Autriche), est intéressant à retenir, parce qu'il se base sur une donnée applicable en France.

En vertu de cette organisation, il n'existe plus en Allemagne une seule chasse banale. Tout est subordonné à la conservation d'une quantité rationnelle de gibier. Peu ou pas d'élevage, du repeuplement naturel. Dans la production, pas d'excès qui serait nuisible au gibier lui-même comme aux récoltes. Cet article de la loi de 1865 pour le grand duché de Hesse est typique :

« Toute augmentation excessive de gibier est prohibée. Chaque propriétaire est donc autorisé à demander que le gibier ne dépasse pas dans les districts le nombre nécessaire pour le maintien de la chasse ».

Voici le texte de la loi d'Alace Lorraine sur l'exercice du droit de chasse du 7 février 1881. Ce texte est particulièrement clair et fait ressortir nettement l'essentiel du système germanique.

I. — L'exercice du droit de chasse appartenant à tout propriétaire sur son terrain, ainsi que le droit de chasse sur les cours d'eau, seront réglés par les dispositions de la présente loi.

Ces dispositions ne s'appliquent pas :

1^o Aux terrains de l'administration militaire et à ceux de l'administration des chemins de fer de l'Empire, aux forêts domaniales et à celles indivises entre l'Etat et d'autres propriétaires.

2^o Aux terrains entourés d'une clôture continue faisant obstacle à toute communication avec les héritages voisins.

II. — Le droit de chasse sur les terrains et cours d'eau soumis aux dispositions de la présente loi est exercé par la commune au nom et pour le compte des propriétaires.

Pour chaque ban communal, la chasse sera louée par voie d'adjudication publique pour une durée de 9 années, en se conformant aux prescriptions légales sur la location des biens communaux et sous réserve de la disposition du paragraphe 10 de la présente loi relative à la première location.

Chaque ban communal pourra être divisé en plusieurs districts de chasse, dont chacun devra avoir une contenance d'au moins 200 hectares.

III.— Les propriétaires de terrains d'une superficie tiguë d'au moins 25 hectares, ou de lacs et d'étangs d'au moins 5 hectares, ainsi que d'étangs appropriés comme canardières, peuvent se réserver l'exercice du droit de chasse sur leur dite propriété.

Les chemins de fer, routes ou cours d'eau n'interrompent pas la contiguïté.

IV. — Le produit de la location de la chasse est versé dans la caisse communale. La répartition de ce produit entre les différents propriétaires se fera proportionnellement à la contenance cadastrale des terrains faisant partie du district de chasse donné en location. Toutes les sommes qui n'auront pas été retirées dans un délai de 2 ans après la publication du rôle de répartition seront acquises à la caisse communale.

Le produit de la location de la chasse sur un ban communal reste acquis à la commune lorsque les $\frac{2}{3}$ au moins des intéressés, possédant en même temps plus des $\frac{2}{3}$ des terrains régis par la présente loi, en décident ainsi. Cette décision est valable pour toute la durée de la location. Lorsqu'une semblable décision aura été prise, les propriétaires qui, en vertu des dispositions du paragraphe 3, se seront réservé le droit de chasse, auront à verser, dans la caisse communale, une somme proportionnelle à la contenance cadastrale des terrains réservés qui sera ajouté au produit provenant de la location du reste du ban communal.

V. — Les communes qui possèdent des terrains situés sur d'autres banlieues et se trouvent dans les conditions du paragraphe 3, ne participent point aux décisions relatives à l'emploi du produit de la location de la chasse au profit de la commune (paragraphe IV, alinéa 3), sont dispensées, dans le cas où une pareille décision a été prise et qu'elles se sont réservé le droit

de chasse, de verser une quote-part dans la caisse de l'autre commune (paragraphe IV, alinéa 4).

VI. — Avant le terme fixé pour l'adjudication de la chasse, le maire est tenu de fixer un terme qu'il portera à la connaissance du public, où interviendra la décision sur la question de savoir si le produit de la location devra rester à la commune.

Cette décision une fois prise, les propriétaires qui, en vertu du paragraphe 3, désirent se réserver le droit de chasse, ont un délai de 10 jours pour faire leur déclaration écrite à ce sujet.

Lorsque les terrains ou cours d'eau réservés sont situés dans différents bans, cette déclaration est à adresser au maire de chaque commune.

La publication du jour de l'adjudication ne peut être faite avant l'expiration de ce délai de 10 jours. Entre le jour fixé pour l'adjudication et la première publication, il devra y avoir un délai de 6 semaines au moins.

VII. — Lorsque des terrains d'une moindre contenance se trouvent enclavés soit totalement, soit en majeure partie dans une propriété d'un seul tenant d'au moins 25 hectares, le propriétaire de ce seul tenant, a, en tant qu'il se l'est réservé, le droit de chasse sur le terrain enclavé, pour toute la durée de la location, moyennant une indemnité proportionnée au produit de tout le ban communal.

Dans le cas, où dans la huitaine à partir du jour de l'adjudication, il n'a pas fait usage de ce droit en adressant au maire une déclaration écrite à ce sujet (paragraphe 2), le terrain enclavé fait partie du district communal de chasse.

VIII. — A compter du jour de l'entrée en vigueur de la présente loi, les contrats de location des terrains régis par la présente loi et sur lesquels les propriétaires ne se seront pas réservé le droit de chasse, ne pourront être passés valablement qu'en se conformant aux dispositions du paragraphe 3 ci-dessus.

Tous les baux intervenus entre particuliers pour la location de la chasse sur de pareils terrains devront, dans un délai de 3 mois, être disposés en forme dûment enregistrés contre récépissé, à la Kreisdirection.

Les contrats qui n'auront pas été déposés dans la forme et le délai prescrits, de même ceux passés contrairement aux prescriptions de l'alinéa 1^{er}, n'ont aucun effet juridique.

Les baux déposés expirent, en tant qu'ils ne sont pas écoulés antérieurement, en 1889, le jour de la fermeture de la chasse.

IX — S'il existe des baux pour des parties d'un ban communal de moins de 25 hectares d'un seul tenant, il peut, à la diligence du maire et au moins 8 jours avant le terme fixé pour l'adjudication, être assigné aux locataires de chasse, aux lieu et place des parcelles par eux louées, un district de chasse équivalent en contenance et valeur à ces parcelles.

Le loyer dû par les locataires en vertu d'un contrat restera acquis aux ayants droit. Les propriétaires des parcelles assignées aux locataires comme district de chasse auront une part proportionnelle dans le produit de la location du ban communal, conformément aux dispositions du paragraphe 4 de la présente loi.

L'assignation sera faite par deux experts assermentés par l'amtsrichter, dont l'un sera nommé par le maire et l'autre par les locataires de chasse. Si ces derniers négligent de nommer un expert dans le délai fixé, ou si les experts nommés ne peuvent tomber d'accord, il sera nommé par le Kreisdirector un 3^e expert qui fera cette assignation. Les frais de la procédure seront à la charge des locataires de chasse.

X — Lors de la première location des districts de chasse, la fin du bail devra être fixée au jour de la fermeture de la chasse de l'année 1889. S'il existe des baux expirant avant ce terme, la commune aura à procéder à une nouvelle location, avec la stipulation que cette dernière cessera au jour ci-dessus indiqué.

XI — Les dispositions actuelles sur la police de la chasse, de même que celles relatives à la destruction des animaux nuisibles, ne sont pas atteintes par la présente loi.

Néanmoins, l'usage des armes à feu sera interdit tant pour l'exercice du droit de chasse que pour la poursuite du gibier, sur les terrains enclavés dans les fortifications, ainsi que sur ceux situés dans un circuit de 225 mètres au plus des fortifications ou des forts, poudrières et autres établissements de même nature, sous peine d'une amende de 20 à 150 marks ou bien des arrêts jusqu'à 4 semaines.

La délimitation et l'abornement des rayons de sûreté auront lieu sur les dispositions à prendre par le Statthalter, en se conformant aux paragraphes 3 et 8 de la loi d'empire du 21 décembre 1871 (Bull. des lois pour l'empire 1871, p. 459 ; Bull. des lois pour l'Alsace-Lorraine, 1872, p. 133).

XII — Les dispositions nécessaires pour l'exécution de la présente loi seront prises par le ministère.

§ 3. — VALEUR CYNÉGÉTIQUE DU SYSTÈME ET RÉSULTATS FINANCIERS.

En Alsace, avant 1881, le gibier était plus que rare. Depuis, il n'a fait que croître, malgré les causes de destruction qui sont à peu près les mêmes qu'en France : hivers rigoureux, chiens errants, faucheuses, et surtout, depuis quelques années, des épidémies d'une incroyable violence. Détail curieux, il semble qu'en certains points une destruction trop parfaite des animaux nuisibles ne soit un bienfait. On en est à se demander dans quelques régions si les bêtes de proie, en quantité modérée, ne remplissent pas un rôle nécessaire de sélection, de purification.

Au point de vue strictement économique, les com-

munes et les cultivateurs ont fait une excellente opération. Les loyers sont variables mais en général d'un prix élevé. Les cultivateurs ont à la fois un intérêt indirect, constitué par les locations qui diminuent leurs charges, et direct, constitué par les indemnités pour dégâts de gibier. De 1881 à 1905 le droit de location a rapporté une somme globale de 31 millions de marks, et 7 millions d'indemnité ont été versés aux particuliers.

Mais il est évident que les facilités de chasser sont nulles pour un petit propriétaire ou un citadin qui ne peut être locataire ou invité. L'organisation allemande ne permet qu'une quantité de chasseurs proportionnée à celle du gibier et seulement de chasseurs utiles, intéressés à sa conservation.

Les populations se sont bien vite rendu compte des avantages de la loi, et on peut assurer que le revenu des chasses a décuplé. M. Madelin, inspecteur des eaux et forêts, a fourni à ce sujet des chiffres très concluants :

Dans la vallée de Massevaux, très voisine de la France, puisqu'elle s'étend au pied du ballon de Gromagny (Ballon d'Alsace), la chasse, louée autrefois de 60 à 75 marks, dans la commune de Sewen, est actuellement louée 600 mks, à Oberbruck, commune voisine, la chasse a été portée de 15 marks à 150 marks ; à Peimbach, dans la même vallée, elle a été portée de 70 à 600 marks. Il y a lieu de remarquer cependant que ces villages sont en montagne. En plaine, les chasses qui se louaient autrefois 200 à 300 marks montent maintenant à 5.000 6.000 et 7.000 marks.

D'autre part, des documents officiels très récents nous apprennent que, depuis l'application de la nouvelle loi, les prix de location des chasses en Alsace-Lorraine ont subi une hausse considérable. Dans le département de la Basse-Alsace, le total des adjudications, qui était de 441.306 marks en 1906, s'est élevé en 1907 à 587.962 marks ; dans le département de la

Haute-Alsace, il a passé de 292.262 marks à 301.095 ; dans le département de la Lorraine, de 374.519 à 536.655. Dans toute l'Alsace-Lorraine, la location a produit une plus value de 317.525 marks.

L'Alsace-Lorraine a une superficie utilisable pour la chasse de 1.200.000 hectares. En déduisant les propriétés de plus de 25 hectares d'un seul tenant, il reste un territoire organisé en districts de chasse communaux d'environ 856.000 hectares, qui rapportent aux communes 1.227.600 marks, soit 1.534.500 francs par an, 1 fr. 79 à l'hectare.

Ce prix moyen n'étant applicable qu'aux districts communaux, s'il était établi une statistique des prix de location des domaines de 25 hectares et au-dessus, notamment des massifs forestiers, le chiffre moyen des locations serait bien supérieur.

Toutefois il serait à souhaiter que ce prix de 1 fr. 79 puisse être un jour celui que rapporterait la location des chasses sur tout le territoire français, dont la superficie agricole est de 49.378.813 hectares ce qui représenterait un produit annuel de plus de 86.000.000 de francs.

A titre documentaire, les chiffres moyens suivants donnent une idée très nette de l'importance que les Allemands ont su donner au revenu de la chasse, sans pour cela en compromettre l'avenir.

Avant la guerre, le nombre des chasseurs était d'environ 600.000 (le 1/100 de la population). Les permis rapportaient 6 millions de marks au Trésor. Le gibier tué représentait un poids de 25 millions de kilogs, d'une valeur de 25 millions de marks. Il était tué annuellement, en chiffre ronds, plus de 11 millions de pièces : 22.500 cerfs ; 13.500 daims ; 190.000 chevreuils ; 14.000 sangliers ; 4 millions de lièvres ; 500.000 lapins ; 4 millions de perdrix ; 15.000 cailles ; 250.000 faisans ; 40.000 canards sauvages ; 80.000 bécassines ; 65.000 bécasses ; 1.300 outardes et 2 millions de grives, sans compter les grands, petits téttras, génilottes, aigles, etc.

En Autriche le nombre de pièces de gibier utile abattu est beaucoup plus faible, seulement 4.800.000 pour plus de 10 millions de couronnes.

L'Allemagne et l'Autriche réunies importaient en France une quantité de gibier mort qui atteignait 4 à 5 millions de francs. L'exportation du gibier vivant représente à elle seule plusieurs centaines de milliers de francs. Aussi un éminent auteur cynégétique d'outre-Rhin a-t-il pu dire sans forfanterie : « Ta chasse, ô mon Allemagne, n'est certainement pas le moins précieux joyau de ta couronne ».

Le prix minime du gibier le met à la portée de tous et ruine le braconnage. Il est utile de relever les prix officiels moyens du marché de Berlin pour le commerce de gros de novembre 1907 :

	Prix de Berlin	Prix de Paris
Cerfs première qualité.....	0.41	0.75
» (1/2 k.) deuxième qualité.....	0.28	
Daims adultes.....	0.40	
» (1/2 k.) faons.....	0.55	
Brocards première qualité.....	0.53	
» deuxième qualité.....	0.47	1.50
Sangliers (1/2 k.).....	0.35	1 »
Lièvres grands.....	3.70	7 »
» petits (pièce).....	2.30	6 »
Lapins (pièce).....	0.68	1.50
Canards sauvages.....	1.56	3.25
Perdrix (jeunes ad.).....	1.28	3 »
» moyennes.....	0.80	2 »
» petites.....	0.50	1.50
» vieilles.....	0.80	2 »
Bécasses.....	2.80	4 »
Coqs jeunes.....	1.98	5 »
» vieux.....	2.20	
Poules.....	1.87	4 »
Bécassines.....	0.46	1.50
Grives.....	0.25	0.40

Le seul examen de ce tableau comparatif fait saisir dans quelle mesure le gibier considéré au point de vue comestible est chose populaire en Outre-Rhin.

Et puis le braconnier, n'ayant plus un intérêt pécuniaire assez marqué à capturer un gibier d'une valeur trop minime, diminue ses déprédations principalement sur le petit gibier sédentaire, celui qui constitue le fond de toute chasse, conséquence non pas directe du système allemand lui-même, mais d'une bonne organisation quelconque de la chasse populaire dans un grand pays, bien aménagé pour le gibier — donc enseignement utile pour l'Etat français, encouragement à organiser l'exploitation rationnelle du gibier.

CHAPITRE III

Les projets français.



§ 1. — OBSERVATIONS PRÉLIMINAIRES.

En dehors de ces considérations de détail, le système allemand pur d'abandon forcé du droit de chasse ne peut recevoir d'application un peu générale en France sans être travesti. Si nous l'avons exposé avec tant de soin, c'est que trop de chasseurs le jugent sans le connaître assez. Ils en demandent à tort et à travers l'application. Elle ne sera possible que le jour où la mentalité du chasseur français changera au point de vue politique et social. Le point de départ est trop différent : le peu qui se passe chez nous a lieu en vue du chasseur. En Allemagne, tout est combiné pour maintenir le niveau du gibier. Il y a une nuance.

Tous les paysans allemands et alsaciens lorrains respectent-ils le gibier aux époques délicates de la reproduction ? Malgré le bénéfice qui résulte des locations, on en trouvera toujours çà et là quelques-uns pour détruire couvées et portées par basse envie, manque d'équité et de discernement. Seulement il est incontestable que ces actes de vandalisme sont beaucoup plus rares qu'en France.

Le revenu gibier, véritable récolte du sol, opérée et payée rubis sur l'ongle par de riches chasseurs citadins allemands ou étrangers est un bienfait escompté chaque saison par les petits propriétaires. Plus il y a de gibier, plus l'« Abschuss » (tableau du gibier à tuer sans compromettre la reproduction prochaine) est dense, plus la prime par hectare est élevée. Dès lors, excepté peut-être dans certains districts de l'Alsace Lorraine agités par des questions politiques et religieuses, le paysan-propriétaire des contrées les plus renommées des bords du Rhin, des environs de Mayence et de Francfort, du Pays de Bade et de la Hesse, est, en général, conservateur par principe. Sa sollicitude pour les lièvres et les perdreaux au printemps fait honneur à son bon sens. Et le chien errant n'existe pas !

Quant à l'indigène qui ne possède pas de terre, plus indifférent, par conséquent, à la prospérité du gibier, la crainte d'une réprobation publique et des peines sévères édictées par la loi lui procure à lui aussi une mentalité conservatrice toute spéciale.

Mais ce que comprend le paysan allemand, la réglementation des enclaves, par exemple, le paysan français ne l'admettrait pas. Pratiquement aujourd'hui le système allemand pur ne vaut rien pour nous. Qu'on le prenne dans son ensemble, il faudra toujours passer par une atteinte au droit de propriété, la « communalisation forcée ».

Les tendances actuelles rendent extrêmement dange-

reux tout essai de ce genre. Le jour où l'on touchera en France à la petite propriété inférieure à un nombre d'hectares déterminé, il semblera trop naturel de mettre la main sur la grande. Le moment serait mal choisi pour prêcher de telles doctrines.

§ 2. — LA COMMUNALISATION DES CHASSES.

En 1903, M. Mougeot, alors ministre de l'Agriculture, lança en France l'idée de la communalisation des chasses, telle qu'elle existait en Allemagne, où elle donnait de bons résultats. La communalisation, c'est la main mise brutale par l'Etat sur le droit de chasse de tous les petits propriétaires et la location de ce droit à des tiers au profit des communes. M. Mougeot ne tarda pas à s'apercevoir que son idée ne le rendait pas populaire. Il apporta à son projet différents amendements, puis l'oubli se fit sur cette tentative jusqu'en 1907, date à laquelle eut lieu à Paris le Congrès de la chasse, organisé par M. Ruau, ministre de l'Agriculture, M. Daubrée, directeur général des Eaux et Forêts, avec le concours de nos grandes sociétés de chasse et de diverses personnalités cynégétiques. On soumit aux congressistes deux projets de modification de la réglementation de la chasse en France.

Le premier, celui de la communalisation, d'après le système allemand ; le second, celui de la syndicalisation, copié sur le système établi par les Allemands en Alsace Lorraine.

Le projet de communalisation fut immédiatement écarté par cette Assemblée. Mais la question de syndicalisation fut réservée et considérée comme pouvant être ultérieurement étudiée.

§ 3. — LA SYNDICALISATION.

Il existe dans notre organisation administrative une institution qui a pour but de protéger d'une manière efficace les intérêts des propriétaires de tel ou tel endroit, et qui respecte, au moins en apparence, l'exercice du droit de propriété. Cette institution ne comporte pas au premier abord la main mise de l'administration sur un quelconque attribut du droit de propriété. C'est de l'association syndicale des propriétaires que nous voulons parler.

C'est à cette institution que l'on a songé pour organiser la protection des intérêts cynégétiques des propriétaires ruraux. Il s'agissait d'étendre à la chasse le fonctionnement de cette institution qui n'a dans notre législation qu'un certain nombre d'objectifs étroitement délimités, savoir : aux termes de la loi des 21 juin 1865 et 22 décembre 1888 pour ce qui est des associations syndicales que l'on appelle autorisées : l'exécution et l'entretien des travaux : 1° De défense des terrains contre la mer, les fleuves et rivières navigables ou non navigables ; 2° le curage, approfondissement, redressement, et régularisation des canaux et cours d'eau non navigables ni flottables et des canaux de dessèchement et d'irrigation ; 3° De dessèchement des marais ; 4° des étiers (canaux d'amenée de l'eau de la mer dans les marais salants) et ouvrages nécessaires à l'exploitation des marais salants ; 5° d'assainissement des terres humides et insalubres ; 6° d'assainissement dans les villes et faubourgs, bourgs, villages, et hameaux ; 7° d'ouverture, d'élargissement, de prolongement et de pavage des voies publiques et de toute autre amélioration ayant un caractère d'intérêt public dans les villes et

faubourgs, bourgs, villages et hameaux ; 8° d'irrigation et de colmatage ; 9° de drainage ; 10° de chemin d'exploitation, et de toute autre amélioration agricole d'intérêt collectif.

Il y a trois catégories d'associations de propriétaires :

1° L'association libre : c'est l'association qui se forme en vertu de la loi de 1865, sans aucune intervention de l'administration, sans que cette dernière doive être consultée. La condition de formation d'une association libre est le consentement unanime des propriétaires associés.

2° L'association autorisée : A certaines conditions, il sera possible d'imposer aux propriétaires récalcitrants l'obligation de s'associer. La majorité des propriétaires intéressés peut ainsi contraindre la minorité. Bien entendu, l'administration intervient dans la constitution de ces associations.

3° L'association forcée : Ici, c'est l'administration qui constitue l'association en forçant les propriétaires à se syndiquer, même s'ils ne sont pas en majorité pour s'y décider.

Ces trois types d'associations ont trois caractères communs :

a) 1° La capacité nécessaire, pour faire partie de ces associations, est la même pour toutes les trois : par exception au principe général en vertu duquel un contrat d'association ne peut pas être fait par un tuteur pour son pupille, ici, le tuteur peut donner son adhésion à une association syndicale, et engager le pupille dans l'association. C'est qu'en effet, l'association ne va pas nécessiter l'activité personnelle du pupille.

2° Leur nature juridique est indentique ; ce sont toutes les trois des associations privées.

Ce point est controversé. Les associations autorisées sont considérées souvent comme étant des établissements publics. On s'appuie sur ce fait qu'elles ont di-

verses prérogatives qui n'appartiennent normalement qu'aux personnes administratives. C'est ainsi qu'elles ont le pouvoir d'exproprier,* qu'elles sont assujetties aux règles de la comptabilité publique ; que les cotisations de leurs membres sont perçues de la même manière que les contributions directes, que leurs procès sont de la compétence du conseil de préfecture, etc...

Cette controverse n'a qu'un caractère théorique ; on a accordé à ces associations la plupart des prérogatives des établissements publics, afin de leur donner des moyens d'actions énergiques mais ceci n'empêche pas qu'elles restent théoriquement des associations privées puisqu'elles poursuivent la satisfaction d'intérêts privés.

3° Les obligations qui résultent de l'association sont attachées non pas à la personne des propriétaires, mais aux immeubles. Ces obligations consistent en une servitude, celle de payer les frais d'entretien collectif des travaux gérés par l'association. Si le propriétaire associé vend son immeuble, son acheteur entre à sa place dans l'association et acquiert l'immeuble grevé de cette servitude jusqu'à la dissolution de l'association.

b) Fonctionnement des syndicats autorisés.

Tous les intéressés qui sont membres volontaires ou forcés de l'association forment l'assemblée générale dans laquelle chacun des propriétaires a un nombre de voix proportionnel à son intérêt.

L'assemblée générale nomme un syndic chargé d'exécuter ses décisions ; elle vote le budget, reçoit les comptes, décide des travaux à faire et des emprunts nécessaires. Toutes ses décisions sont valables à la majorité.

On voit donc quel intérêt présentait, en vue d'une réforme de la chasse, l'emploi du système des associations syndicales, sous la deuxième forme, sous la forme des syndicats autorisés.

Tout en restant des organisations privées, les associations syndicales possèdent un certain nombre d'avantages exorbitants du droit privé, et qui permettent de recueillir les avantages de la communalisation sans en avoir l'inconvénient principal qui est l'expropriation d'un quelconque attribut du droit de propriété.

C'est pourquoi, après avoir abandonné le projet Mougeot qui aboutissait à une véritable communalisation de la chasse, le Ministère de l'Agriculture prépara, avec l'aide de la commission de la chasse, un nouveau projet, qui, appelé du nom de son auteur, la loi Madelin, fut soumis en 1922 à l'examen des conseils généraux.

Voici le texte de ce projet :

Exposé des motifs :

La commission permanente de la chasse, instituée au Ministère de l'Agriculture pour l'étude des améliorations à apporter à la législation de la chasse, s'est préoccupée, à diverses reprises, de rechercher les modifications à introduire dans cette législation, en vue :

1° D'assurer une exploitation rationnelle du droit de chasse pour favoriser le repeuplement et la conservation du gibier ;

2° De sauvegarder les droits des petits propriétaires ruraux, représentant en France plus de 10 millions de cotes foncières, en supprimant la chasse banale qui s'exerce à leurs dépens, sans aucun profit pour eux, et qui, par l'absence de toute réglementation, équivaut, en fait, à la destruction libre et sans frein du gibier par tous les porteurs de permis.

Dès 1903, M. Mougeot, Ministre de l'Agriculture, avait invité dans ce but les propriétaires à mettre leurs chasses en commun, mais ce système ne pouvait fonctionner qu'en cas d'adhésion de l'unanimité des intéressés.

En présence des résultats insuffisants donnés par ce

procédé, la Commission de la chasse a été amenée à faire intervenir le législateur en cette matière.

L'exemple de l'Alsace Lorraine, où l'exploitation obligatoire de la chasse au profit de la commune a donné les meilleurs résultats au double point de vue envisagé ci-dessus, a incité la Commission à rechercher une solution susceptible de permettre l'exploitation en commun du droit de chasse par le groupement des propriétaires ou ayants droit. Elle s'est efforcée de trouver un moyen terme entre la communalisation obligatoire, qui se heurte à nos habitudes et à notre conception justement jalouse du droit de propriété, et la liberté absolue, qui aboutit trop souvent à la pratique de la chasse banale, en raison des difficultés qu'éprouvent les propriétaires à faire garder leur chasse.

Dans cet ordre d'idées, l'intérêt collectif étant en jeu, la Commission a été amenée à faire appel aux dispositions des lois du 21 juin 1865 et 22 décembre 1888 sur les associations syndicales, comme moyen d'arriver à la nouvelle organisation.

Quel est, en effet, l'objet de ces lois ? — Créer une organisation qui permette, lorsque les travaux agricoles d'intérêt collectif sont reconnus susceptibles de valoir une amélioration à la généralité, de les entreprendre, en dehors des pouvoirs publics, avec le seul concours des intéressés, groupés en association ; le but poursuivi est de contraindre les dissidents à cesser toute obstruction, en les englobant dans l'association pour le bien commun, pourvu qu'une majorité très importante, dont le quantum est déterminé par la loi, se prononce en faveur des travaux.

Il est facile d'apercevoir que la situation est la même, pour la mise en commun du droit de chasse ; si les circulaires qui prêchaient la communalisation facultative ont échoué, malgré les résultats bienfaisants qu'elles promettaient aux populations, c'est que l'una-

nimité était nécessaire dans chaque commune pour lui donner naissance ; or, l'unanimité, est, pratiquement parlant, irréalisable.

En dehors même des mauvaises volontés, il se présente des difficultés pour ces arrangements amiables, du fait des biens de mineurs, d'interdits, d'absents, d'incapables, des immeubles dotaux, etc... difficultés que la loi sur les associations syndicales aplanit.

La Commission a également fait de larges emprunts à la loi du 20 août 1881 sur les chemins ruraux.

C'est sur ces bases qu'a été préparé le projet de loi qui figure ci-après. Ce projet pose le principe que l'exploitation de la chasse pourra faire l'objet, dans chaque commune, d'une association syndicale. Mais étant donné la difficulté de réaliser une association libre par le consentement de tous les intéressés, il a été créé la possibilité d'imposer, le cas échéant, à une faible minorité, l'obligation de suivre l'avis de la grande majorité des intéressés.

Le but de la loi étant de faciliter l'exploitation de la chasse, il était naturel de permettre, en outre, aux propriétaires ou locataires de chasses d'une certaine étendue, de ne pas faire partie de l'association. Cette disposition est, d'autre part, un encouragement au rattachement des chasses.

Il résulte de l'ensemble du projet de loi que, contrairement à ce qui se passe en Alsace Lorraine, où le groupement est obligatoire, la nouvelle organisation serait facultative et ne serait mise en vigueur que dans les communes où une opposition sérieuse ne se serait pas manifestée.

La Commission a pensé que, dans ces conditions, l'application de la nouvelle loi pourrait avoir lieu dans les communes de régions très différentes, et que, si, au début, le nombre de ces communes était peu considérable, on pouvait espérer que les bons résultats obtenus inciteraient les communes voisines à constituer

des associations syndicales. Mais, même si la loi ne devait pas prendre l'extension dans certaines régions où la nature de la propriété e s'y prête pas, elle ne rendrait pas moins des services appréciables partout où elle serait appliquée.

En résumé, un des principaux avantages du projet de loi sera de permettre aux propriétaires de terrains, dont la faible étendue s'oppose normalement à la constitution d'un lot de chasse autonome et d'une garderie spéciale, de mettre obstacle à la chasse banale sur ces terrains et de tirer eux mêmes indirectement profit d'un droit inhérent à la propriété, mais destiné à rester illusoire sans le groupement.

Sous cet aspect, le projet de loi, loin de porter atteinte au droit de propriété, instituerait une garantie de l'exercice de ce droit, en empêchant les abus de jouissance commis actuellement par des chasseurs qui sont même parfois étrangers à la commune.

Projet de loi créant des associations syndicales pour l'exercice du droit de chasse.

TITRE PREMIER

Article premier. — Peut faire l'objet d'une association syndicale autorisée entre les propriétaires intéressés l'exploitation de la chasse par groupement des parcelles sur le territoire d'une même commune. Les associations syndicales constituées sur des communes différentes peuvent se grouper.

Ces associations sont régies par les lois du 21 juin 1865 et 22 décembre 1888, pour toutes les dispositions auxquelles ne déroge pas expressément la présente loi.

Art. 2. — Le maire peut, sur sa propre initiative, ou doit, sur un vote du conseil municipal ou sur la demande qui lui en est faite par écrit par cinq intéressés au moins, propriétaires ensemble de $1/30$ au moins du territoire communal, convoquer individuellement tous les propriétaires intéressés. Il les invite à délibérer sur l'utilité du groupement de toutes les parcelles de la commune en vue de la location du droit de chasse. Le maire accueille les suffrages, constate par procès-verbal le vote des personnes qui ne savent pas signer et y mentionne les adhésions envoyées par écrit.

Art. 3. — Restent en dehors de ces groupements et ne comptent pas en conséquence dans le calcul des majorités :

Les forêts de l'Etat ou celles où l'Etat a une part indivise de propriété ;

Les emprises de chemin de fer ;

Les terrains attenant à une maison habitée ou ceux entièrement clos ; la clôture devra être permanente, continue et empêcher le passage de l'homme et des animaux domestiques ;

Les cultures maraîchères et permanentes ;

Les vergers, parcs, jardins d'agrément ou potagers.

Art. 4. — Peuvent également rester en dehors de ces groupements, sur la demande écrite de leur propriétaire ou ayants droit, et signifiée au maire par lettre recommandée avec accusé de réception et, dans ce cas, ne compteront pas dans le calcul des majorités :

Les immeubles de plus de 25 hectares d'un seul tenant. Cette contenance minima étant réduite à 10 hectares quand il s'agit d'un bois et à 5 hectares s'il s'agit d'étangs ou de marais ;

Les terrains sur lesquels par voie de regroupement du droit de chasse, en vertu d'actes ayant acquis date certaine avant l'ouverture de la procédure instituée par l'art. 2, il a été constitué une chasse sur unensem-

ble de parcelles de plus de 25 hectares d'un seul tenant.

Lorsque la demande de retrait n'émane pas du propriétaire et si le bail de chasse doit venir à échéance avant la date d'expiration de l'association syndicale, les propriétaires pourront, au moment de la constitution de l'association, entrer dans le calcul de la majorité sur sa demande pour faire ultérieurement partie de l'association.

Sera considéré comme étant d'un seul tenant tout territoire :

1° Même coupé par des chemins de fer, par des routes ou par des cours d'eau.

2° Même situé sur plusieurs communes limitrophes et n'ayant sur aucune d'elles la contenance minima exigée, pourvu que l'ensemble ait le minimum obligatoire.

Art. 5. — Si les $\frac{3}{4}$ des propriétaires représentant plus des $\frac{2}{3}$ de la superficie de la commune et payant plus des $\frac{2}{3}$ de l'impôt foncier afférent aux immeubles non bâtis, consentent à la mise en commun et à l'exploitation d'ensemble du droit de chasse, l'association est constituée entre tous les propriétaires de la commune, sauf les réserves prévues aux art. 3 et 4.

Les propriétaires intéressés qui, dûment convoqués et avertis des conséquences de leur abstention, ne formuleraient pas leur opposition par écrit, ou omettraient de répondre à la convocation du maire et de voter à l'assemblée générale, seront considérés comme ayant adhéré à l'association.

Le droit de chasse sera mis en adjudication si préalablement l'association syndicale ne s'entend pas à l'amiable avec une association de chasseurs, propriétaires ou domiciliés dans la commune, sur un prix approuvé par le préfet.

Art. 6. — Le maire, représentant la commune pour les immeubles communaux, compte pour le vote, au même degré qu'un propriétaire particulier.

Si la commune s'est réservée, par application de l'art. 4, la libre disposition des biens communaux, elle devra les mettre en adjudication.

Si une commune possède des terrains sur le territoire d'une autre commune, elle doit être considérée dans cette dernière comme un particulier ; elle est soumise aux mêmes obligations lors de la mise en commun du droit de chasse.

Art. 7. — Le maire dresse un procès-verbal et constate la formation de l'association qui aura une durée de 9 années, et transmet son avis au préfet avec celui du conseil municipal. Le préfet, après avoir constaté l'exécution des formalités exigées par la loi, autorise l'association s'il y a lieu.

Art. 8 — Le produit de la location de la chasse sera réparti entre les propriétaires ou ayants-droit au prorata de la contenance des terrains qu'ils apportent à l'association.

Art. 9. — Au cas où une parcelle de moins de 10 hectares serait enclavée dans un immeuble réservé défini à l'art. 4, ou dans une forêt dont l'Etat est propriétaire pour le tout ou à titre indivis, elle sera détachée du lot commun et attribuée en location au détenteur du droit de chasse sur l'immeuble enclavant, moyennant versement par lui d'une redevance calculée suivant le prix de location payé à l'association, cette location ayant nécessairement même durée que celle de l'ensemble des lots de chasse mis en commun.

Ces dispositions n'auront d'effet, que si le maire a été saisi par les intéressés 24 heures au moins avant l'adjudication ou la location de leur intention d'user de cette faculté.

TITRE II

Art. 10. — A titre transitoire, tous les baux de chasse concernant les terrains qui ne rentrent pas dans les cas prévus aux art. 3 et 4 et enregistrés avant la date de promulgation de la présente loi, devront être déposés à la mairie dans le délai de 3 mois à partir de la date d'ouverture de la procédure prévue à l'art. 2, les locataires devant être spécialement avertis et convoqués.

Seuls ces baux seront opposables à l'association syndicale.

Art. 11. — S'il existe des baux de chasse concernant des terrains qui ne rentrent pas dans les cas prévus aux art. 3 et 4 et enregistrés après la promulgation de la présente loi, mais avant la date d'ouverture de la procédure prévue à l'art. 2, l'association syndicale pourra proposer d'assigner aux locataires de la chasse, aux lieu et place des parcelles antérieurement louées, un lot d'un seul tenant d'une superficie et d'une valeur égales.

En cas de contestation sur la valeur du lot de chasse attribué en échange, le juge de paix, saisi par la partie la plus diligente, nomme sur requête un expert pour en faire l'estimation et procéder, sur le rapport de cet expert, au regroupement.

Art. 12 — Les propriétaires des immeubles ayant fait l'objet des baux de chasse prévus à l'art. 10, opposables à l'association, ne pourront entrer dans le calcul des majorités que si les baux doivent venir à échéance avant la date de dissolution de celle-ci.

Art. 13. — Les baux opposables dans les conditions qui précèdent ne pourront être renouvelés pendant la durée de l'association ; à l'expiration de ces baux, l'exploitation du droit de chasse tombera sous le régime de la présente loi.

Art. 14. — Un règlement d'administration publique déterminera les mesures nécessaires à l'application de la présente loi.

Ce projet comporte bien une atteinte à la liberté des propriétaires intéressés.

Si le projet était adopté il en résulterait que, sur l'initiative d'un maire, du conseil municipal ou de cinq propriétaires d'une commune, tous les propriétaires, sauf ceux possesseurs de plus de 25 hectares et qui auraient déclaré vouloir réserver leur droit de chasse, seraient consultés sur l'opportunité de créer une association syndicale ayant pour but de réunir toutes les parcelles de terrain de moins de 25 hectares et de mettre le droit de chasse sur le territoire ainsi syndicalisé, en adjudication publique à moins qu'une association de chasseurs de la commune ne demande à amodier elle-même le droit de chasse sur les terres syndicalisées.

Et cela admis ; suivant le vote d'une majorité, constituée ainsi que l'indique le projet à l'article 5, tous les propriétaires de terres de moins de 25 hectares d'un seul tenant seraient tenus, qu'ils le veuillent ou non, d'abandonner à l'association syndicale leur droit de chasse, qui serait mis en adjudication, et dont le prix de location, au prorata de la contenance de leur terre, leur serait versé par la commune. Pour ceux qui s'y opposent mais ne font pas partie de la majorité, la syndicalisation n'est donc pas facultative ; de plus, elle crée pour eux l'obligation d'abandonner leur droit de chasse moyennant un prix de location. C'est une aggravation de la loi sur les associations syndicales qui ne

prévoit que la mise en commun de certains travaux d'assainissement et autres, et qui, pour le cas où les exigences de l'association toucheraient au droit de propriété, prévoit certaines formalités d'expropriation ou de délaissement moyennant indemnité.

La dépossession des propriétaires dissidents de leur droit de chasse moyennant un prix de location est une atteinte directe au droit de propriété.

Le petit propriétaire ne pourrait plus faire garder sa chasse, en louer l'usage à qui il voudrait. Il ne pourrait plus, d'autre part, laisser la chasse s'exercer sur son terrain par tout chasseur muni d'un permis.

Ce serait la disparition de la chasse banale, et de tous ses inconvénients, ce que l'on ne peut certes pas regretter, mais au prix d'une main mise plus ou moins déguisée de la collectivité sur la propriété privée.

Il ne faut pas trop se faire d'illusion, en effet, sur le caractère privé des associations syndicales autorisées et s'appuyer sur ce point pour déclarer que la chasse resterait placée dans ce système sous le régime de la propriété privée.

Le pouvoir qu'à la majorité de contraindre la minorité est une véritable prérogative administrative, exercée dans l'intérêt général, et les associations syndicales autorisées se comportent à cet égard comme de véritables organes de l'administration. D'ailleurs, la loi elle-même les qualifie d'établissements publics.

Les Conseils généraux ne se sont pas montrés favorables au projet qui leur était soumis. Le respect de la propriété privée l'a emporté sur le souci d'ordre économique de favoriser la conservation et la protection du gibier. D'ailleurs on s'est aperçu que l'initiative privée pouvait à elle seule réaliser, dans le cadre juridique tracé par la loi de 1844, une organisation satisfaisante au point de vue économique. Le Parlement

s'est donc contenté d'apporter certaines modifications de détail à la loi de 1844. Nous devons examiner dans une troisième partie quelles sont les modifications consacrées par la loi de 1924 et quels sont les moyens que les défenseurs de la chasse trouvent dans le système actuel pour améliorer la situation cynégétique.

TROISIÈME PARTIE

La réforme partielle réalisée par la loi du 1^{er} mai 1924.

**Les ressources contenues dans notre organisation
actuelle en faveur de l'amélioration du régime de la
chasse.**

CHAPITRE PREMIER

Les arguments en faveur du maintien du régime existant.

L'argument essentiel que les défenseurs du régime existant invoquent à l'appui de leur thèse, c'est qu'il ne convient pas de porter à l'occasion de la chasse un nouveau coup de hache dans le droit de propriété privée. Dans la loi de 1844, le conflit d'intérêts qui s'élève entre le chasseur candidat à la capture du gibier « *res nullius* », et le propriétaire foncier qui doit rester maître d'interdire à quiconque l'accès de son terrain, est réglé en faveur du propriétaire ; il ne pourrait en être autrement, car le droit de propriété se caractérise essentiellement par ce pouvoir d'exclure autrui de la jouissance de la chose possédée.

Le débat entre les partisans d'un nouveau régime aboutissant à priver les propriétaires de ce pouvoir de

réglent librement la jouissance de leur bien, et les partisans du maintien du statu quo, porte donc essentiellement sur la valeur juridique, économique et sociale, du droit de propriété. Faut-il conserver la conception absolutiste, la notion exclusiviste de ce droit lorsqu'on s'aperçoit qu'elle devient incompatible avec une exploitation rationnelle et avantageuse de la chasse ?

Aucun des adversaires en présence ne veut la disparition du propriétaire. Les partisans de la syndicalisation ne sont certainement pas des socialistes ; ils ne veulent ni du collectivisme, ni du communisme. Ils souhaitent seulement de voir adopter une nouvelle restriction aux prérogatives du propriétaire. La propriété a déjà subi bien des restrictions depuis qu'en 1789 elle a été débarrassée de toutes les servitudes féodales ; il s'agirait seulement d'en créer une nouvelle dans l'intérêt de la chasse.

L'exploitation du gibier est trop mal conduite par l'initiative privée des propriétaires ; à cette initiative privée, on substitue, dans une certaine mesure, la contrainte administrative ; la propriété privée supporte déjà, notamment dans les villes, des charges très importantes du fait de l'administration ; pourquoi respecter davantage la propriété rurale ?

Le procédé qui est proposé sur les partisans de la syndicalisation est d'autant plus acceptable qu'il est en quelque sorte aux mains des propriétaires eux-mêmes, puisque la formation de l'association syndicale autorisée repose essentiellement sur l'action spontanée d'une majorité de propriétaires. C'est seulement après que cette initiative s'est manifestée que la contrainte administrative intervient à l'égard de la minorité.

Nous ne croyons pas ici, avec les partisans du maintien du régime existant, que cette nouvelle restriction mérite d'être consacrée dans notre législation.

Il convient d'accorder plus de valeur que ne l'ad-

mettent les protagonistes de la syndicalisation, à l'exclusivisme de la propriété privée. Il ne faut entamer les prérogatives du propriétaire que lorsque certains intérêts, et d'une certaine classe, l'exigent ; or les intérêts cynégétiques ne remplissent pas les conditions nécessaires.

Sans être socialiste, on peut avoir une doctrine plus ou moins favorable à la propriété privée. On peut souhaiter une intervention plus ou moins large de la contrainte administrative ; comprendre le rôle de l'Etat sous une forme plus ou moins extensive dans l'activité économique d'un pays donné.

Qu'ils le veuillent ou non, les partisans de la syndicalisation sont, en fait, en désaccord certain avec notre législation et notre pratique administrative, quand ils songent à étendre au profit de la chasse le domaine de la contrainte administrative. Ils méconnaissent, sur un point particulier, le prix que notre organisation politique et sociale attache à la propriété privée.

Depuis la Révolution française, à travers les tendances sociales issues du mouvement démocratique, qui ont si fortement entraîné l'individualisme juridique triomphant dans nos codes, il est un principe capital qui s'est maintenu à la base de notre législation touchant les rapports du propriétaire et de la collectivité. Ce principe peut s'énoncer en ces termes : « Il ne peut être imposé de sacrifices à la propriété privée, qu'au nom d'un intérêt public certain et incontestable.

C'est ainsi que notre législation en matière d'expropriation publique, tout en élargissant de plus en plus au cours du XIX^e siècle la notion d'un intérêt public, est restée néanmoins fermement attachée à ce principe en n'autorisant l'expropriation qu'au profit des entreprises dont le caractère public était vraiment incontestable, vu l'état des mœurs et le développement économique.

Nul ne songe à soutenir aujourd'hui que la chasse soit une entreprise d'intérêt public, au même titre que

le service des transports et des voies de communication, par exemple. Que l'exploitation du gibier intéresse la collectivité au même titre que la culture de telle ou telle denrée alimentaire, personne ne le nie. Mais tout le monde distingue encore entre l'entreprise qui est d'intérêt public, au point que l'Etat ait le devoir de s'y substituer à l'initiative privée défaillante, et l'activité économique qui, bien qu'intéressante pour la collectivité doit être laissée à l'initiative privée, parce que l'Etat sortirait de son rôle normal en entreprenant de s'y adonner ;

En réalité, c'est dans un intérêt privé que l'on préconise la syndicalisation ; l'intérêt même des propriétaires, il ne faut pas qu'un groupe donné de propriétaires, par la faute de certains de leurs voisins, soient dans l'impossibilité de tirer un bénéfice certain d'une meilleure organisation rurale.

On voit, par exemple, que la contrainte administrative est appelée au secours des propriétaires eux-mêmes, à l'effet d'imposer le sacrifice d'un peu de liberté à certains d'entre eux dans l'intérêt privé du groupe considéré. Les associations syndicales autorisées sont ainsi appelées à fonctionner pour le dessèchement d'un marais pestilentiel dans l'intérêt des riverains du marais ; pour tel autre travail qui non seulement fait cesser une incommodité mais procurera aux immeubles un véritable enrichissement. On s'étonne d'ailleurs, non sans raison, de voir ainsi une véritable organisation administrative, ou tout au moins des prérogatives administratives mises au service d'intérêts privés. Quoiqu'il en soit, c'est un fait que notre législation a consacré ici une sorte de dérogation au principe général mentionné ci-dessus. Mais il faut bien remarquer que cette dérogation est d'un caractère essentiellement limitatif, qu'elle est étroitement cantonnée dans le domaine des **améliorations agricoles d'intérêt collectif**. (Lois du 21 juin 1865 et du 22 décembre 1888, art. 1^{er}).

Or, il ne nous apparaît pas que la chasse puisse à son tour être intégrée dans cette notion de l'amélioration agricole d'intérêt collectif.

L'exploitation de la chasse peut bien, si l'on veut, être considérée comme une partie de l'exploitation d'un domaine rural ; en théorie, cette opinion serait parfaitement soutenable. Le bénéfice que le cultivateur peut tirer de la location de la chasse peut très bien être conçu comme une partie du bénéfice agricole ; la vente du gibier tué par ce cultivateur également. Mais il y a dans nos lois et dans l'état actuel de nos mœurs, dans la psychologie rurale, un obstacle de fait qui empêche de rattacher la chasse à l'exploitation agricole du terrain lui-même sur lequel elle s'exerce. Cet obstacle c'est la conception du **gibier « res nullius »**. Le gibier n'est pas considéré chez nous comme un produit du sol. Nous savons qu'il en est autrement en Allemagne et en Alsace-Lorraine ; n'étant pas un produit du sol, le gibier n'est pas en lui-même un élément de l'exploitation rurale du fonds sur lequel il se trouve, d'ailleurs, dans des conditions tout à fait précaires, puisqu'il est essentiellement mobile.

Ce n'est donc pas exactement et exclusivement dans l'intérêt du groupe de propriétaires syndiqués que l'association syndicale autorisée fonctionnerait, mais dans l'intérêt des chasseurs, en général, qui ont sur le gibier un droit en espérance, distinct de celui du propriétaire sur son fonds.

Il y aurait donc quelque chose d'anormal dans le fait d'étendre à l'exploitation du gibier le fonctionnement de l'association syndicale autorisée ; et comme il ne saurait être question de proclamer la main mise de l'administration sur la chasse, en recourant au système de la communalisation forcée, il résulte que l'on doit en rester au système actuel qui respecte également la liberté des chasseurs et celle des propriétaires.

Ceci posé, il reste à savoir si, tout en conservant con-

formément au régime existant, à l'Etat, d'une part, aux particuliers, de l'autre, le rôle respectif qui leur appartient, on ne peut pas trouver des moyens plus perfectionnés pour protéger et conserver le gibier.

L'Etat doit rester cantonné dans un rôle de police. La police ne comporte pas tous les pouvoirs, mais seulement ceux dont la loi a pourvu l'autorité administrative. En l'espèce, il ne saurait être question de donner à l'administration, sous prétexte de renforcer la police de la chasse, des pouvoirs spéciaux aboutissant à restreindre la liberté des propriétaires. Sous prétexte de police, il ne faudrait pas revenir indirectement à la syndicalisation. En matière de chasse, la police doit se restreindre à la prévention et à la répression des délits, des abus de l'exercice du droit de chasse, qui appartient à tous et non pas exclusivement aux propriétaires, mais sous réserve des droits de ces derniers.

Quelques perfectionnement pouvaient être apportés à la loi de 1844 touchant la police de la chasse pour la répression du braconnage ; la loi de 1924 a accordé sur ce point quelques satisfactions aux chasseurs honnêtes. Nous les indiquerons dans notre deuxième chapitre de cette troisième partie, en mentionnant l'insuffisance à l'occasion.

Il reste, d'autre part, aux chasseurs un large domaine dans lequel leur libre initiative peut s'exercer pour obtenir des propriétaires eux-mêmes un régime plus favorable à la protection et à la conservation du gibier. Cette initiative peut se manifester sous des formes diverses ; nous étudierons dans un troisième chapitre ces différentes modalités, savoir : la communalisation facultative, l'association syndicale libre, les sociétés de chasse. Rien ne s'oppose à ce que l'Etat soutienne l'action spontanée des chasseurs par des encouragements, par exemple : des subventions qui respectent la liberté des parties en présence. Telle est, croyons-nous, la seule voie normale et logique dans laquelle la chasse doit chercher des moyens de vivre et de prospérer.

CHAPITRE II

La police de la chasse

La répression du braconnage. Loi du 1^{er} mai 1924.

Suivant les termes mêmes du Rapport au Sénat de M. Machet, les additions et modifications apportées à la loi fondamentale par la loi nouvelle peuvent être ainsi résumées : Prohibition de certains moyens et de certaines pratiques de chasse ; répression plus sévère du braconnage ; augmentation du taux des amendes et du délai de prescription ; sanctions nouvelles. On voit par là quelle est l'idée générale qui a présidé à l'élaboration de la loi du 1^{er} mai 1924 ; c'est l'idée de resserrer la police de la chasse pour la répression du braconnage.

A cet effet, le législateur, 1^o — a renforcé certaines conditions mises à l'exercice du droit de chasse — 2^o il a aggravé le régime répressif des délits de chasse ; il a pourvu à certaines insuffisances touchant la poursuite de ces délits.

Pour ce dernier point, notamment il est une disposition nouvelle et intéressante, qui seule ou presque, a provoqué une certaine discussion au sein du Parlement.

SECTION I

§ 1. — MODIFICATIONS DANS LES CONDITIONS D'EXERCICE DU DROIT DE CHASSE.

Pour la première condition : obtention d'un permis.

Aucune modification. On peut regretter que le braconnier, celui qui commet habituellement des délits de chasse, puisse continuer à obtenir un permis. Les tribunaux ont la faculté, il est vrai, de lui retirer la capacité d'avoir un permis, à titre de peine accessoire, à l'occasion de la répression d'un délit de chasse, mais il aurait fallu rendre obligatoire cette peine (art. 18, loi de 1844).

Pour la deuxième condition : terrain de chasse.

Aucune modification non plus. Le principe du consentement du propriétaire subsiste et nous ne pouvons que nous féliciter qu'il en soit ainsi.

Pour la troisième condition : le temps de chasse.

La loi nouvelle apporte quelques modifications : Avant la loi du 1^{er} mai 1924, on discutait la question de savoir si le préfet avait le pouvoir de fixer, non seulement le jour, mais aussi l'heure où l'on aurait le droit de chasser ; la jurisprudence se prononçait en

général pour l'affirmative. L'art. 3 de la loi du 3 mai 1844, modifié par la loi du 1^{er} mai 1924, porte que les préfets détermineront les jour et heure d'ouverture.

Les arrêtés préfectoraux devront donc, à l'avenir, fixer non seulement la date, mais aussi l'heure de l'ouverture de la chasse.

Il est admis, en principe, que l'arrêté portant ouverture de la chasse ne peut pas contenir de dispositions restrictives ; par exemple, limiter le droit de chasser à certains jours, réserver certaines terres, comme celles encore chargées de leurs récoltes. Une pareille réglementation serait illégale.

On peut le regretter ; toutefois, le fait de réserver certaines terres, malgré les propriétaires de ces terres, constituerait une atteinte au droit de propriété ; au contraire, il faudrait donner au préfet le pouvoir d'interdire la chasse certains jours, pour telle ou telle espèce de gibier, afin d'empêcher que le gibier ne soit poursuivi sans relâche et pour lui donner un peu de répit de temps à autre en vue de sa conservation.

Pour la quatrième condition : Les moyens de chasse, la loi de 1924 n'a guère perfectionné l'ancienne loi. Les préfets continuent à conserver le pouvoir d'autoriser l'emploi d'engins prohibés pour certaines chasses ; non seulement pour celle des animaux nuisibles, mais aussi pour les oiseaux de passage.

Voici ce que dit à ce sujet M. Machet, dans son rapport :

« Le nouvel ar.9 contient, comme l'ancien, la disposition suivante : Néanmoins les préfets des départements, sur l'avis des conseils généraux, prendront les arrêtés pour déterminer : 1° l'époque de la chasse des oiseaux de passage, autres que la caille, la nomenclature des oiseaux et les modes et procédés de chasse pour les diverses espèces ».

« Ce même article dit que la seule chasse autorisée est celle de jour, soit à tir, soit à courre, à cor et à cri

« et que tous autres moyens de chasse, à l'exception des
« furets et des bourses, pour prendre les lapins, sont for-
« mellement prohibés.

« D'autre part, le paragraphe 2 de l'art. 4 interdit en
« toute saison de mettre en vente, de transporter, etc...
« le gibier tué à l'aide d'engins ou d'instruments pro-
« hibés.

« Il paraît y avoir dans ces diverses dispositions une
« certaine contradiction.

« Si, dit-on, les préfets ont le droit de déterminer les
« modes et procédés de chasse pour les diverses espèces
« d'oiseaux, dont ils dressent la nomenclature, c'est
« qu'ils peuvent autoriser des engins ou des procédés
« autres que ceux limitativement énumérés par l'art. 8
« et, par suite, des engins ou procédés prohibés par la
« loi. Et, dès lors, l'interdiction de la vente et du col-
« portage du gibier tué à l'aide d'engins ou d'instru-
« ments prohibés par la loi devient inefficace. Pourquoi
« la loi prend-elle la peine de limiter ces engins ou
« procédés, puisque le même article ouvre la porte toute
« grande au pouvoir discrétionnaire des préfets ?

« Il n'est pas douteux que cette critique n'est pas sans
« fondement et les textes auraient gagné à être mis en
« concordance.

« Nous sentons bien que le gouvernement, dans son
« désir de voir aboutir au plus tôt le vote du projet de
« loi, a évité d'y insérer toutes les dispositions qui pour-
« raient donner lieu à des discussions ou à des conflits.
« Or, nous nous heurtons, dans certaines régions, à de
« vieilles coutumes, disons mieux : à des tolérances, qui
« pouvaient être admises autrefois où le gibier était
« abondant, et qui ne sauraient être maintenues plus
« longtemps aujourd'hui, sous peine de voir disparaître
« dans un temps très court certaines espèces d'oiseaux.

« Mettre fin à des tolérances par une mesure législa-
« tive impérative, c'était risquer de lier tout le sort de

« la loi à une disposition de détail ; car les représentants des régions intéressées n'auraient pas manqué de combattre le texte et d'obtenir ainsi l'ajournement indéfini du vote du projet.

« Le gouvernement a donc préféré ne pas apporter de modification à l'art. 9 ; mais nous savons qu'il est dans son intention, comme aussi dans celle du législateur, de mettre fin le plus rapidement possible à ces tolérances. Nous demandons à M. le Ministre de l'Agriculture qu'il donne aux préfets des instructions sévères pour que leurs arrêtés sur la chasse soient mis en concordance avec les principes posés par la convention internationale de 1902, qui n'est pas abrogée, et que notamment ils interdisent, d'une façon absolue, la capture des oiseaux utiles à l'agriculture, soit par le lacet, soit par tous autres moyens prohibés par les lois, circulaires et conventions. » (1).

La convention dont il s'agit ici est la convention internationale de Paris du 19 mars 1902, relative à la protection des oiseaux utiles à l'agriculture. Elle a été promulguée en France par décret du 19 décembre 1905 (J. O. du 19 décembre 1905).

La seule modification que la loi de 1924 consacre en cette matière, c'est la prohibition de l'avion et de l'automobile comme moyens de chasse.

L'emploi des automobiles ou avions comme moyens de chasse est expressément prohibé par le deuxième alinéa de l'art. 9, modifié par la loi du 1^{er} mai 1924 ; ainsi, il est interdit de se servir de l'automobile ou de l'avion pour poursuivre le gibier ou pour le rabattre, de tirer étant en automobile ou en avion ; mais il n'est pas interdit de se rendre en automobile ou en avion au lieu où la chasse va commencer. D'autre part, la prohibition qui nous occupe ne s'étend pas aux voitures à chevaux ni aux bicyclettes.

(1) Rapport déjà cité. J. O. loc. cit., p. 1018, col. 1).

La chasse à tir en voiture est licite, car elle ne constitue pas un mode spécial de chasse et n'est pas un moyen direct et principal de chasse : la voiture n'est qu'un accessoire qui ne permet pas par lui-même la capture du gibier. Mais la question de savoir si les préfets peuvent interdire la chasse à tir en voiture et si, dans le cas où cette prohibition existe, on commet un délit de chasse en y contrevenant, est controversée. Diverses décisions ont admis que les préfets pouvaient édicter une prohibition de ce genre, en vertu des pouvoirs qu'ils tiennent de l'art. 9 de la loi de 1844, c'est-à-dire pour prévenir la destruction des oiseaux, et que la violation de l'arrêté y relatif constituait le délit de l'art. 11 3° ; et la même opinion a été exprimée au cours de la discussion au Sénat sur la loi du 1^{er} mai 1924.

En tout cas, c'est assurément à tort que, en présence d'un arrêté de cette nature, la voiture a été considérée comme engin prohibé susceptible d'être confisqué. Seuls, depuis la loi du 1^{er} mai 1924, les avions et autos employés pour la chasse peuvent être saisis en vertu de la disposition nouvelle de l'alinéa 1^{er} de l'art. 16, en qualité d'instruments de chasse ; les voitures à chevaux, bicyclettes et autres moyens de transport, ne peuvent être confisqués qu'en qualité de moyens de transports, s'ils ont servi au délinquant à se rendre sur le lieu du délit ou à s'en éloigner.

D'autre part, la loi nouvelle consacre une exception supplémentaire à l'interdiction de chasser avec des moyens prohibés et en temps prohibé.

La reprise du gibier dans un but de repeuplement.

Dans le but de permettre aux propriétaires ou à leurs ayants droit de repeupler la chasse, le dernier paragraphe de l'art. 9 donne au préfet le pouvoir de les autoriser individuellement à capturer, même en temps prohibé, avec des engins et dans des conditions déterminés, certaines espèces de gibier pour les conserver provisoirement et les relâcher ensuite dans un but de repeuplement.

D'autre part, concernant encore les chasses soumises à des conditions particulières, la loi nouvelle précise la définition de l'enclos attenant à une habitation.

La propriété attenant à l'habitation doit être entourée d'une clôture continue, faisant obstacle à toute communication avec les héritages voisins, et empêchant complètement le passage de l'homme et celui du gibier à poil. Ces derniers mots ont été ajoutés à l'art. 2 par la loi du 1^{er} mai 1924 ; ils ont eu pour but et ont pour effet d'imposer des conditions plus rigoureuses quant au mode de clôture permettant de bénéficier de l'immunité de l'art. 2. La jurisprudence ancienne, qui se montrait assez tolérante, n'a plus qu'une autorité relative.

Pour renforcer les conditions mises à l'exercice du droit de chasse, le législateur de 1844 avait interdit les vente et achat, le colportage du gibier tué en temps prohibé. La loi nouvelle complète cette interdiction en y englobant le gibier tué à l'aide d'engins prohibés. Mais dans ce cas, il faut que le vendeur, l'acheteur, le colporteur, aient agi sciemment. Par exception, il n'est permis de transporter, même en temps d'ouverture, du gibier vivant, que moyennant un permis de transport. Le transfert du gibier vivant, en vue du repeuplement, est par contre possible moyennant autorisation, même en temps de fermeture.

Dès avant la loi du 1^{er} mai 1924, on admettait que le transport pouvait être autorisé en temps de fermeture par les préfets ou par le Ministre de l'Intérieur. Depuis la loi du 1^{er} mai 1924, l'autorisation est nécessaire, même en temps d'ouverture. Actuellement les préfets n'ont plus à intervenir : le permis de transport est délivré par le Directeur Général des Eaux et Forêts, ou par le Conservateur des Eaux et Forêts du lieu d'origine ou par leurs délégués.

Touchant l'interdiction de la vente du gibier en temps prohibé, il eût été souhaitable que la loi nouvelle l'étendit aux conserves de gibier. La jurisprudence ne considère pas comme du gibier saisissable les conserves de gibier. La jurisprudence admet le plus souvent que, si le prévenu peut prouver que le gibier a été acheté et préparé avant la fermeture, il doit être acquitté ; mais faute de faire cette preuve, il doit être condamné (1).

La loi nouvelle ne contient aucune disposition relative aux destructions d'animaux nuisibles. Nous avons vu, dans notre première partie, que cette matière appelle certaines réformes. Mais c'est surtout par le moyen d'une répression énergique des délits de chasse que les insuffisances du régime actuel seraient réparées.

Cette répression, la loi de 1924 l'aggrave dans une mesure appréciable.

(1) Toulouse, 12 octobre 1910 (*Gazette des Tribunaux*, 1911-2-1).

SECTION II

Perfectionnements apportés à la répression et à la poursuite des délits de chasse.

RELÈVEMENT DU TAUX DES AMENDES.

Les amendes sont élevées de 50 à 200 fr., à l'art. 11 ; et de 100 à 500 fr. à l'art. 12. On porte à 200 fr. le minimum de la valeur des moyens de transport et des instruments de chasse, et notamment du fusil, dont la saisie est ordonnée et qui ne sont pas représentés par le délinquant.

MODIFICATION DU DÉLAI DE PRESCRIPTION.

Le délai de prescription du délit de chasse est porté de 3 mois à un an. On aura désormais un an au lieu de 3 mois pour engager les poursuites.

L'art. 14 dispose que les peines déterminées par l'art. 12 celles des amendes de 100 à 500 francs et celle facultative de l'emprisonnement de 6 jours à deux mois, pourront être portées au double si le délinquant a fait usage d'un avion, d'une automobile, ou de tout autre véhicule pour se rendre sur le lieu du délit ou pour s'en éloigner.

Touchant la répression des délits de chasse, le législateur de 1924 a consacré une autre disposition due à un amendement de M. Milan, sénateur.

Ce dernier avait proposé d'ajouter à la fin de l'art. 16 de la loi du 29 avril 1921, lequel devait être incorporé dans le projet de loi, le paragraphe suivant :

« Les dispositions ci-dessus seront également applicables à ceux qui auront chassé en temps prohibé, sans préjudice de l'amende prévue à l'art. 12 n° 1 de la loi du 3 mai 1844 ».

Voici l'explication : il s'agissait de réparer un oubli de la loi.

En effet, une disposition de la loi du 29 avril porte que : « outre l'amende prévue par l'art. 11 n° 1, ceux qui auront chassé sans permis valable seront condamnés à payer une somme égale au prix du permis de chasse général ».

D'après la jurisprudence qui tend à s'établir à cet égard (Cour de Chambéry, arrêt du 16 novembre 1922), cette disposition n'est pas applicable au fait de chasser en temps prohibé. On ne saurait comprendre pourquoi un délit de braconnage commis pendant la période d'ouverture de la chasse se trouve réprimé plus sévèrement que pendant la période de fermeture, alors que cela devrait être le contraire.

La disposition d'après laquelle M. Milan proposa de terminer l'art. 16 du présent projet était dictée par la logique de la justice, car la loi ne saurait favoriser le délit de braconnage commis à un moment où la chasse est fermée pour tous les chasseurs.

Un autre amendement de M. Milan a provoqué l'adoption d'une mesure intéressante pour renforcer la poursuite des délits de chasse :

Voici ce qu'on lit en effet, dans le rapport de M. Machet :

« M. Milan propose de compléter l'art. 22 de la loi

du 3 mai 1844, modifié par la loi du 28 septembre 1919, par les deux paragraphes suivants à insérer en tête de l'article :

« Le gouvernement exerce la surveillance et la police de la chasse dans l'intérêt général.

« En conséquence, il pourra commissionner des gardes particuliers, appartenant aux brigades mobiles de répression du braconnage des associations cynégétiques, ou des fédérations de sociétés de chasse, pour exercer les fonctions de gardes des eaux et forêts chargés spécialement de la police de la chasse dans l'étendue des arrondissements pour lesquels ils auront été assermentés ».

« Dans le but de renforcer la répression du braconnage, de nombreuses sociétés de chasse ont créé des brigades mobiles de surveillance. Mais, dans l'état actuel de la législation, les gardes particuliers qui composent ces brigades ne sont compétents pour rechercher les délits de chasse que sur les territoires pour lesquels ils ont été assermentés. Il en résulte que leurs procès-verbaux ne sont revêtus de force probante qu'en ce qui concerne les infractions commises sur les terres où les membres des sociétés ont le droit de chasser.

« Les délits constatés ailleurs par ces gardes restent, en général, impunis, faute d'instrument juridique revêtu d'une présomption légale de vérité, susceptible de servir de point de départ et de base à l'action publique. Il y a là une lacune à combler, et cette disposition légale est instamment réclamée par toutes les fédérations départementales de chasse.

« Dans l'intérêt général, les gardes des brigades mobiles des sociétés doivent pouvoir instrumenter, en tant qu'officiers de police judiciaire, dans toute l'étendue des arrondissements pour lesquels ils auront été assermentés.

« Il suffit, pour obtenir ce résultat, d'introduire dans

le projet de loi, comme on le propose, une disposition analogue à celle qui figure à l'art. 36 de la loi du 15 avril 1829, sur la police de la pêche. Il n'y a aucune raison pour ne pas faire pour la chasse ce qui a été fait pour la pêche.

« Nous vous demandons, en conséquence, d'adopter le texte du projet de loi qui vous est soumis, en y introduisant les dispositions additionnelles proposées, que nous sommes d'avis d'accueillir en raison de l'utilité et du degré d'urgence qu'elles paraissent présenter ».

Au Sénat, cet amendement a soulevé une certaine opposition. Certains sénateurs ont exprimé la crainte que l'on ne commette par cette disposition législative une atteinte à la liberté des propriétaires.

Voici ce que dit à ce sujet M. le Sénateur Morand :

« Il ne s'agit pas pour moi de prendre parti pour ou contre les chasseurs, mais je désire, et cela n'est pas sans intérêt, faire préciser la portée de ce texte qui donne à des agents, commissionnés par des sociétés privées, le droit d'exercer les mêmes fonctions et d'avoir les mêmes pouvoirs que les gardes des eaux et forêts, dans toute l'étendue des arrondissements pour lesquels ils auront été assermentés.

Or, puisqu'il n'y a pas de restriction, il est bien certain que, d'après le texte proposé, ces agents pourront pénétrer sur toutes les propriétés privées comprises dans l'étendue d'un arrondissement.

Je demande si c'est l'esprit de la loi ; en tout cas, tel en est le texte.

Si tel est l'esprit, ce serait profondément regrettable, car personne ne pourrait s'opposer à ce que ces agents, qui ne sont pas des mandataires privés, puissent pénétrer chez des particuliers ; ceux-ci seraient impuissants à faire respecter leurs droits en présence d'un texte aussi général que celui qui vous est proposé ; »

De même M. le Sénateur Lebert :

« Je suis ému de la réponse que vient de faire le ministre de l'agriculture à notre collègue M. Morand. Morand a posé une question très nette. Il a dit : « Vous ne pouvez pas assimiler une étendue de territoire à une rivière, qui n'est autre chose qu'un chemin mouvant dont la police est réglée par une législation spéciale. Autant je comprends que les brigades mobiles prévues par la loi instrumentent à travers un département tout entier, quand il y a une fédération de grands ou de petits propriétaires de chasses, pour les habiliter à dresser des procès-verbaux sur leur territoire, autant il m'apparaît exorbitant qu'un propriétaire, s'il se refuse à faire dresser sur les terres qu'il possède des procès-verbaux, voit verbaliser à son nez, à sa barbe, sous ses fenêtres, devant le perron de sa maison, alors qu'il lui plaira à lui de laisser la chasse libre dans son parc, sur ses propriétés ».

Or, M. le Ministre vient de répondre à M. Morand que l'agent verbalisateur aura le droit de suite. Il suffit d'être tant soit peu chasseur pour savoir ce que veut dire cette expression : « droit de suite »

Le droit de suite, que certains baux de chasse permettent à un riverain d'exercer, consiste à pouvoir poursuivre une pièce de gibier, un lièvre, par exemple, chassé par un chien courant sur une chasse gardée, à l'y ramasser et à se l'approprier. Si un garde de vos brigades mobiles vient à suivre les délinquants qui chassent leur lièvre sur un territoire de chasse, et à les poursuivre en même temps que la pièce de gibier, il sera forcément dans l'obligation de rédiger son procès-verbal sur un territoire dont le propriétaire peut formellement lui interdire l'accès. Là, je ne comprends plus, ou, si vous m'obligez à comprendre, je ne puis approuver (assentiment) ».

C'est à la suite de ces observations que le texte de M. Milan a été modifié par l'adjonction des mots : « sauf opposition des propriétaires ».

La loi nouvelle comporte en conséquence la disposition suivante :

« L'art. 22 de la loi du 3 mai 1844, modifié par la loi du 28 septembre 1919, est complété ainsi qu'il suit :

« Le gouvernement exerce la surveillance et la police de la chasse dans l'intérêt général.

« En conséquence, il pourra commissionner des gardes particuliers appartenant aux brigades mobiles de répression du braconnage des associations cynégétiques ou des fédérations de sociétés de chasse, pour exercer, sauf opposition des propriétaires en ce qui concerne leurs terrains, les fonctions de gardes des eaux et forêts chargés spécialement de la police de la chasse dans l'étendue des arrondissements pour lesquels ils auront été assermentés ».

Cet appel à la collaboration des agents des sociétés de chasse est un aveu de l'insuffisance des agents officiels.

Le garde-champêtre, sorte d'agent à tout faire de M. le maire, sans pouvoir et sans autorité, s'acquitte en général fort mal de ses fonctions de police.

Non seulement il ne réprime point le braconnage, mais bien souvent il braconne lui-même.

Surveille-t-il mieux les maraudeurs ? Pas davantage, les déprédations et les vols de récoltes deviennent de plus en plus fréquents dans les campagnes. Bien entendu, ce sont les petits cultivateurs qui ont à pâtir de cet état de choses, les grands propriétaires fonciers ayant des gardes particuliers pour se préserver des malandrins.

Ceci nous mène à examiner la question de la réorganisation de la police rurale. Plusieurs ministres s'en sont déjà préoccupés, notamment M. Clémenceau et M. Pams. Ce dernier, en janvier 1919, avait élaboré un projet dont les grandes lignes étaient les suivantes : « les gardes champêtres actuels étaient supprimés et

remplacés par des brigades de gardes ruraux répartis par canton, nommés par l'autorité supérieure et relevant uniquement de cette autorité. Chargés de la police rurale, le pouvoir verbalisateur de ces gardes s'étendait sur tout le canton dont ils avaient la surveillance. »

Ce projet a été communiqué aux assemblées communales pour avis ; la plupart des maires, ayant cru voir dans ce projet une atteinte à leurs prérogatives, ont donné des avis en majorité défavorables.

Quoi qu'il en soit, le projet n'est pas venu en discussion devant le Parlement. Il n'en est pas moins vrai qu'une réforme de la police des campagnes est très désirable.

CHAPITRE III

L'initiative privée.

La dernière disposition de la loi de 1924, relative au commissionnement des gardes particuliers, dénote une nouvelle tendance du législateur à favoriser et à encourager les efforts des sociétés de chasse. C'est un appel à l'initiative privée, qui nous paraît plus apte que l'administration à intervenir en France en faveur de la conservation et de la protection du gibier, quand il s'agit de provoquer la collaboration des propriétaires.

Depuis la guerre, l'association a fait de grands progrès dans le monde des chasseurs. C'est par le moyen de l'Association, dont les disciples de Saint-Hubert semblent avoir enfin compris le bienfait, que la chasse peut, en France, être préservée d'une décadence fâcheuse.

L'initiative privée trouve dans l'association trois procédés particulièrement efficaces pour agir en faveur de la chasse.

Ce sont :

- a) La communalisation facultative.
- b) L'association syndicale libre.
- c) La société de chasse.

§ 1. — LA COMMUNALISATION FACULTATIVE.

C'est, comme l'a défini M. Mougeot, ministre de l'Agriculture : « l'abandon spontané, par les propriétaires, de leur droit de chasse au profit de la commune, et, à partir de ce moment, intervention souveraine de la municipalité ».

Au moyen de deux circulaires célèbres, 15 janvier 1903 et 15 février 1904, le ministre entendit substituer le système de la persuasion à celui de l'obligation. Elles présentent l'avantage de donner des conseils très éclairés, en vue du groupement des parcelles destinées à former des terrains de chasse, et surtout elles indiquent les moyens pratiques de légaliser ces divers modes de groupements réguliers. Sous les auspices de ces circulaires, naissent deux modes principaux d'organisation communale, à mettre en œuvre suivant les régions. Quel que soit le système adopté, le consentement formel des propriétaires doit être acquis et officiellement établi, accepté par délibération du conseil municipal et constaté, soit sur le registre des délibérations, soit par arrêté spécial. Cet abandon n'est pas une donation ; l'acte notarié n'est donc pas nécessaire. Quel que soit le nombre des propriétaires, il n'y a lieu qu'à la perception d'un seul droit d'enregistrement, droit fixe de 3 francs.

Premier système. — Les propriétaires mettent en commun le droit de chasse sur leurs terres pour leur usage personnel.

Formule générale d'abandon collectif :

« Les soussignés MM....., tous propriétaires fonciers ou fermiers possédant le droit de chasse dans la commune, désirant profiter des avantages de l'organisation communale de la chasse, abandonnent purement et simplement leur droit sur les propriétés qu'ils possèdent (ou cultivent avec le droit de chasse) au profit de la commune de..... Ce qui est accepté par M. le maire de..... sans toutefois que ladite commune puisse être rendue responsable des dégâts occasionnés par le gibier aux récoltes (1) ».

Il arrive souvent que certains propriétaires ou fermiers ont la plus grande partie de leur domaine d'un seul tenant ; l'ensemble de ces terres présentant une superficie bien délimitée, l'interdiction d'y chasser ne rend pas impraticable la chasse sur le reste du territoire communal. Quand elles sont gardées sérieusement et aménagées suivant des principes rationnels (en se basant sur la reproduction des espèces sédentaires), ces réserves ont l'énorme avantage de constituer un garde-manger qui déborde forcément sur le communal voisin et l'empêche de se dépeupler.

Il est alors ajouté dans la formule précédente :

« Sauf les exceptions indiquées ci-après, dans un tableau annexé spécifiant terrains et domaines réservés suivant certaines conditions de contenance minima, territoires indépendants des surfaces abandonnées à la chasse communale par les propriétaires ou fer-

(1) Voir le *Saint-Hubert-Club illustré*, 1^{er} avril 1922, p. 75 : Syndicalisation et communalisation volontaire.

miers désignés — les dites surfaces ne devant pas être inférieures à une quantité de x hectares ».

Les seules formalités précédentes permettent au maire et au garde champêtre de constater contraventions et délits, dresser procès-verbaux, poursuivre en justice les délinquants ; en un mot, faire respecter la loi, et, au civil, le règlement adopté par une grande majorité. Les propriétaires ont l'agrément de la chasse, mais ils ne recueillent aucun bénéfice pécuniaire. Or, dans la plupart des cas, l'administration municipale cherche à tirer un revenu en espèces du capital gibier, son devoir étant d'augmenter les ressources budgétaires.

Soit un district de n hectares à communaliser. Le conseil municipal arrête le nombre maximum des chasseurs pour la saison et fixe à x francs par hectare le prix de la location. Il s'agit de réaliser $n \times x$ francs. Chaque possesseur de 10 hectares a droit à un fusil. Celui qui possède davantage reçoit en espèces un droit proportionnel à ce superflu. Pour chasser, celui qui possède moins, parfait la différence à raison de x frs par hectare ou fraction d'hectare. Le non-propriétaire paie une action de x francs. Le propriétaire qui ne chasse pas reçoit une somme correspondant à son apport intégral. Ce système est assez équitable. Il est peu employé, son fonctionnement exige une entente et un contrôle trop parfaits.

Plus souvent, le territoire de chasse étant formé, certaines communes cherchent à obtenir rapidement une somme élevée en l'exploitant au moyen d'actions, de parts ou de simples cartes. Si le nombre des chasseurs étrangers n'est pas limité et s'ajoute à celui des chasseurs indigènes, qui, en général, prétendent se réserver un droit de chasse, l'extermination du gibier est toujours très rapide, grâce à ces actionnaires de passage, qui tiennent à rentrer dans leur dépense surtout lorsqu'aucun règlement sérieux n'existe et qu'aucun

effort de repeuplement n'est fait. Ce système est à rejeter partout sans hésitation.

Au contraire, le nombre des actionnaires est-il très limité, bien proportionné à la richesse giboyeuse annuelle ; la sévérité et l'observation du règlement sont-elles suffisantes ; alors l'usage des cartes d'actionnaire se justifie. Les actionnaires deviennent souvent des habitués, intéressés au repeuplement ; ils contribuent par leurs dépenses dans la localité à la prospérité du petit commerce. Cette variante du premier système est très en faveur.

Second système. — Mise en commun officielle et location à un adjudicataire responsable.

Les propriétaires et ayants droit abandonnent comme précédemment leur droit de chasse à la commune représentée par le maire. Il est seulement stipulé dans la formule que la location du territoire communal sera faite par les soins de l'autorité municipale. L'amodiation sur les territoires ainsi constitués donnera aux locataires le droit exclusif d'y chasser et de prohiber la chasse à toute autre personne, même aux propriétaires cédants.

Le conseil municipal délibère, puis le maire prend un arrêté.

La commune apporte au fond de chasse celui des biens communaux proprement dits et met le tout en location amiable ou en adjudication aux enchères publiques.

Le bail est consenti pour une période de 3, 6, 9 ans ou plus. Il y a avantage, dans l'intérêt du repeuplement et pour augmenter le prix de la location, à con-

sentir des baux de longue durée. Une partie de la redevance est versée le jour de l'adjudication. Pour ces baux, il n'existe aucune condition spéciale d'homologation. L'essentiel est que les contrats rédigés en forme d'arrêtés, donc pourvus du caractère authentique, ne puissent être récusés par ceux à qui les gardes auront l'occasion de les opposer.

L'obligation actuelle pour les communes de verser le produit de l'adjudication dans la caisse du percepteur est souvent une cause d'échec. Quand les sommes ne sont pas aussitôt versées entre les mains du petit propriétaire ou qu'elles n'entrent pas d'une façon évidente en déduction de ses charges fiscales, il ne comprend pas toujours le gain réalisé, ou plutôt « il ne sait pas où passe l'argent ». De là souvent des critiques mal fondées contre les municipalités, qui se refusent à se disculper. Le phénomène s'est aussi produit dans certaines parties de l'Alsace Lorraine, et l'on a dû revenir au système qui consiste à attribuer l'argent, en déduction des impôts, au prorata des droits de chacun sur les terres louées.

En matière d'organisation communale, les sommes provenant de l'adjudication ou de l'affermage de gré à gré doivent être autant que possible payées à chacun au prorata de son apport, sans distinction de ceux qui se trouveraient soit dans la portion louée, soit dans la réserve de chasse, soit dans la réserve communale.

On estime que la rémunération-argent, moyenne, du petit propriétaire, dans le cas d'une organisation complète des chasses communales, atteindrait environ 2 francs par hectare.

Mais il ne faudrait pas user au hasard, pour un pays donné, de l'un quelconque de ces systèmes. Chaque tentative doit se modeler sur les mœurs de la région, les conditions de la propriété, la richesse du sol, la topographie, les espèces dominantes, etc... Dans quelques départements, autant de communes, autant de

variantes ; pour d'autres, une seule combinaison heureuse fait tache d'huile. Il ne faut pas s'enfermer dans des cadres trop rigides.

Contre la menace d'une main-mise de l'administration sur la chasse, la généralisation de la chasse gardée à l'aide de l'initiative individuelle et libre des communes ou des particuliers est la seule arme à employer dans l'état actuel des lois. Elle concilie à peu près le maintien d'un repeuplement moyen avec l'existence persistante d'un nombre de chasseurs dès aujourd'hui excessif.

La jurisprudence a eu récemment l'occasion de se prononcer sur la légalité des accords intervenus en vue d'une communalisation entre les propriétaires ruraux et une commune.

La commune de Pontvannes, près Troyes, a communalisé sa chasse ; les habitants ont abandonné pour 3 ans à la commune le droit de chasse sur leurs propriétés. La chasse est spécialement réservée aux chasseurs de la commune ; celle-ci délivre un certain nombre d'actions ou permissions aux étrangers.

Un garde spécial, commissionné au nom de la commune, ayant fait un procès de chasse, la commune en la personne du maire autorisé légalement, poursuivait le délinquant en correctionnelle.

Mais le tribunal de Troyes déclara le maire sans qualité pour agir, la cession valant communalisation, étant, disait le jugement, irrégulière en droit.

Sur l'appel interjeté par le maire, partie civile, la 10^e chambre de la Cour, par arrêt du 31 mars 1922 a infirmé le jugement.

Un pourvoi en Cassation fut introduit par le délinquant. La Chambre criminelle de la Cour de Cassation, par son arrêt du 10 août 1922, a rejeté ce pourvoi, après les observations en défense présentées par M^e Dufourmentelle, avocat.

Cour de Cassation. Chambre Criminelle.

10 août 1922.

La Cour :

Où M. le conseiller Paillot en son rapport ; M. Wattine, avocat général, en ses conclusions ;

Vu le mémoire produit à l'appui du pourvoi, et les observations en défense présentées par M^e Dufourmentelle, avocat ;

Sur le premier moyen, pris de ce que la commune ne serait pas régulièrement cessionnaire du droit de chasse ;

Attendu qu'il est constaté par l'arrêt attaqué que le demandeur a été surpris le 23 octobre 1921, chassant sur les terres de Pontvannes dont les propriétaires avaient « abandonné » leur droit de chasse à la commune ; que l'arrêt ajoute qu' « antérieurement au procès-verbal, et après délibération au conseil municipal, le maire a pris et publié un arrêté, approuvé le 30 août 1921, fixant les conditions de cet abandon et les charges afférentes à la commune ; que dès lors, les accords intervenus entre les divers propriétaires et le maire ont été sanctionnés par ledit arrêté et constituent, quelle que soit l'impropriété du terme « abandon », une concession mettant la commune en possession du droit de chasse sur lesdits terrains, avec comme corrélatif le droit de répression des délits de chasse qui pourraient être commis ; qu'Aubry, maire, es-qualité, avait donc valablement exercé la poursuite ; »

Attendu que l'interprétation des conventions par les juges du fond est souveraine, à moins que, sous le prétexte d'interpréter le contrat intervenu entre les parties, ils ne dénaturent le sens clair et précis des clauses

qui y sont contenues ; qu'en déterminant, comme elle l'a fait, la portée d'une convention, la Cour d'appel a usé d'un pouvoir souverain d'interprétation qui échappe au contrôle de la Cour de Cassation ;

Sur le second moyen tiré de ce qu'y eut-il eu une cession régulière en la forme, le maire aurait été sans qualité pour poursuivre ;

Attendu qu'aux termes de l'art. 90, n° 8, de la loi du 5 avril 1884, le maire est chargé de représenter la commune en justice, soit en demandant, soit en défendant ;

Sur le troisième moyen pris d'un défaut de réponse à des conclusions ;

Attendu que Deschamps demandait à la Cour d'appel, par ses conclusions, de juger qu'Aubry était sans qualité pour agir, le conseil municipal ou la commune n'ayant aucun pouvoir d'administrer le droit de chasse appartenant à un particulier, et, subsidiairement, que l'abandon du droit de chasse par le propriétaire, avec réserve à son profit, ne saurait être assimilé à une concession régulière et conférer à un tiers le droit de mettre en mouvement l'action publique ;

Attendu que, par les motifs ci-dessus rappelés, l'arrêt attaqué a répondu aux conclusions du prévenu ;

Et attendu que l'arrêt est régulier en la forme ;

Par ces motifs ;

Rejette le pourvoi de Deschamps contre l'arrêt du 31 mars 1922 de la Cour d'appel de Paris qui l'a condamné à des réparations civiles.

M. le Conseiller André Boulloche, faisant fonction de président, M. Watinne, avocat général M^e Dufourmentelle, avocat pour la commune de Pontvannes (1).

La Cour de Cassation, dans son arrêt, admet la validité de la communalisation. Elle reconnaît aux juges du fond le droit d'appliquer la convention mettant la

(1) Cité dans le *Saint-Hubert Club Illustré*, 1^{er} octobre 1922, p. 225.

commune en possession du droit de chasse sur les terrains des cédants, avec comme corrélatif le droit de répression des délits de chasse.

§ 2. — L'ASSOCIATION SYNDICALE LIBRE.

L'association syndicale libre est celle qui se forme par le consentement unanime des propriétaires ; il n'intervient dans sa formation aucune contrainte administrative. L'association fonctionne comme toute autre personne morale du droit privé ; les communes et les établissements publics peuvent en faire partie en ce qui concerne leurs immeubles.

Par le moyen de cette institution, les propriétaires peuvent organiser une gestion en commun de leur droit de chasse ; ils peuvent avoir un garde particulier commun, entreprendre les aménagements nécessaires à frais communs, procéder à la location de la chasse collectivement.

Il y a là un moyen d'une efficacité certaine, mais qui n'est appelé à être employé qu'assez rarement car, dans la grande majorité des cas, les propriétaires voisins ne s'intéressent à la chasse qu'à des degrés très variables et l'entente est difficile à réaliser.

Les propriétaires peuvent d'ailleurs former une simple société civile, en s'appuyant sur l'art. 1832 du Code civil (contrat de société) : « Mettre quelque chose en commun en vue de partager les bénéfices ». Il suffit que la société soit constatée par un écrit. La forme et la publicité de cet écrit ne sont soumises à aucune règle particulière, et il suffit, pour être opposable à des tiers, qu'il ait date certaine ; à cet effet il n'est besoin que de le faire enregistrer. C'est sous cette

forme que se sont établies jusqu'ici presque toutes les sociétés de propriétaires. Cette modalité sera utilement employée quand un groupe de propriétaires entendra non pas louer sa chasse, mais l'exploiter par lui-même.

§ 3. — LES SOCIÉTÉS DE CHASSE.

Les faits prouvent l'existence d'un mouvement général très net en vue d'encourager la formation de sociétés locales de chasse.

Quelles lois servent de base à ces sociétés de chasseurs ?

Les chasseurs peuvent former soit des sociétés civiles, soit des associations.

Il ne peut se former de syndicats professionnels de chasseurs (loi du 21 mars 1884).

A l'association de chasse, société sportive, convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent de façon permanente leur activité en commun dans un but autre que celui de partager des bénéfices, la très fameuse loi du 1^{er} juillet 1901 sur le contrat d'association accorde, moyennant une formalité simple, la personnalité civile, la capacité juridique.

Dans quels domaines la société de chasse va-t-elle pouvoir développer son activité ?

D'abord, elle pourra pousser énergiquement, dans l'intérêt de ses membres, à la répression des délits de chasse.

Auparavant, onéreuse complication, les poursuites pour délits de chasse devraient être exécutées individuellement par tous les associés. Aujourd'hui, l'association peut ester en justice (plaider tant comme de-

mandeur que comme défendeur devant toutes juridictions) et exercer son droit de poursuite par l'intermédiaire d'un de ses membres désigné par les statuts.

Un syndicat valablement constitué peut poursuivre soit un intérêt direct, soit un intérêt général.

Le syndicat peut exercer une action directe, pour la défense de ses intérêts ou des intérêts de ses membres. Quand il s'agit de l'intérêt général, son action en qualité de partie civile est recevable.

Les tribunaux ont longtemps hésité à l'admettre. Aujourd'hui la question ne fait plus de doute. Elle a été tranchée à deux reprises par la Cour de Cassation, en 1914, sur poursuite des « Chasseurs au Fusil de la Gironde » ; en 1922, sur poursuite du « Syndicat des chasseurs et des propriétaires de l'arrondissement de Carcassonne » .

Voici le texte de l'arrêt du 20 novembre 1914 qui fait jurisprudence à ce sujet :

« Sur les pourvois des sieurs B... et D... (mandataires aux Halles), en cassation d'un arrêt rendu le 24 mars 1914 par la Chambre correctionnelle de la Cour de Bordeaux, dans la cause entre les sus-nommés et la société des chasseurs au fusil et propriétaires du Sud-Ouest de la France, partie civile.

La Cour ; Ouï M. le conseiller Petitier en son rapport, M^e Bailly, avocat à la Cour, en ses observations, et M. l'avocat général Rambault en ses conclusions :

En ce qui concerne l'action publique :

Attendu qu'aucun moyen n'est produit à l'appui du pourvoi, que l'arrêt est régulier en la forme et que les faits souverainement constatés justifient la qualification et les peines.

En ce qui touche l'action civile :

Sur le premier moyen pris de la violation des articles 1^{er}, 2, 63 du Code d'instruction criminelle, 3 et 6 de la loi du 1^{er} juillet 1901 des art. 1134 du Code civil

et 7 de la loi du 20 avril 1810 ; en ce que l'arrêt attaqué a accordé des dommages-intérêts à l'association dite « Société des chasseurs au Fusil de la Gironde » pour réparation du préjudice causé aux propriétaires membres de l'association par le fait de la destruction des petits oiseaux utiles à l'agriculture alors que, d'après ses statuts, cette association ne peut comprendre que des chasseurs, qu'ils soient ou non propriétaires ou agriculteurs, et que, par suite, des dommages-intérêts ne pouvaient être accordés que pour réparation du préjudice causé aux chasseurs pris en cette qualité.

Attendu qu'il résulte des constatations de l'arrêt attaqué que l'association partie civile a pour titre : « Société des chasseurs au fusil de la Gironde et propriétaires du Sud-Ouest de la France », qu'elle est composée de chasseurs et propriétaires, et qu'elle a pour objet la protection de la chasse au fusil, du gibier, et de la propriété, ainsi que la répression du braconnage.

Attendu, à la vérité, que l'art. 3 des statuts déterminant les personnes qui peuvent faire partie de l'association porte « seront admis tous les chasseurs au fusil, propriétaires, agriculteurs ou non, porteurs d'un permis de chasse ou qui pourront faire la preuve qu'ils sont susceptibles de s'en voir attribuer un ».

Attendu que, si le texte peut prêter à l'interprétation, la Cour d'appel, en adoptant celle qui se trouve dans l'arrêt, a usé d'un pouvoir souverain d'appréciation qui échappe au contrôle de la Cour de Cassation.

Sur le second moyen pris de la violation des art. 1, 2, 63 du Code d'instruction criminelle, 3 et 6 de la loi du 1^{er} juillet 1901, de l'arrêté du préfet de la Gironde du 28 juillet 1913 et 7 de la loi du 20 avril 1910, pour contradiction ou défaut de motifs et manque de base légale, en ce que l'arrêt attaqué a accordé des dommages-intérêts à l'association dite : « Société des chasseurs au fusil de la Gironde », pour réparation

du préjudice causé aux propriétaires, membres de l'association, par la destruction des petits oiseaux utiles à l'agriculture, alors qu'une association ne peut se porter partie civile que pour l'atteinte portée à l'intérêt collectif, et qu'en l'espèce l'intérêt collectif des membres de l'association ne pouvait être lésé puisque la chasse des petits oiseaux étant interdite même au fusil, la vente de ces oiseaux ne pouvait nuire aux chasseurs faisant partie de l'association, et que, d'ailleurs, l'arrêt attaqué ne constate aucune atteinte portée aux intérêts des chasseurs.

Attendu qu'il résulte des énonciations de l'arrêt attaqué que, en mettant en vente des oiseaux utiles à l'agriculture, au mépris de l'arrêté pris le 28 juillet 1913 en vertu de l'art. 9, paragraphe 3, n° 1, de la loi du 3 mai 1844 par le préfet de la Gironde, les demandeurs ont causé un préjudice moral et matériel aux intérêts généraux défendus par l'association partie civile, en ce que cette mise en vente a été de nature à favoriser le braconnage et à porter atteinte à la propriété.

Attendu qu'il résulte de ces constatations que les demandeurs ont ainsi lésé les intérêts dont la sauvegarde forme l'objet que l'association s'est donné par ses statuts.

Qu'il importe peu que la chasse des petits oiseaux fût formellement interdite par l'arrêté préfectoral, le développement du braconnage occasionné par cette chasse n'en étant pas moins préjudiciable aux intérêts des chasseurs.

Sur le troisième moyen pris de la violation de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 ; en ce que l'arrêt attaqué a accordé des dommages-intérêts à l'association « Société des chasseurs au fusil de la Gironde » sous prétexte qu'un dommage avait été causé aux propriétaires ou agriculteurs faisant partie de l'association par le seul fait de la vente des petits oiseaux, alors qu'il n'a

pas été constaté que les oiseaux dont il s'agit ont été tués dans la région de ces propriétaires ou agriculteurs.

Attendu que ce moyen n'a pas été présenté devant la Cour d'appel et qu'aux termes de la loi du 20 avril 1810 il ne peut être proposé pour la première fois devant la Cour de Cassation.

Par ces motifs ; rejette le pourvoi de B... Jean et de D... Jean, contre l'arrêt de la Cour de Bordeaux du 24 mars 1914, qui les a condamnés chacun à une amende de 50 francs et à des réparations civiles envers la société des chasseurs au fusil de la Gironde.

Ainsi jugé et prononcé par la Cour de Cassation, Chambre criminelle, en son audience publique du 20 novembre 1914.

Présents : MM. Bard président, Pétitier rapporteur, Boulloche, Duval, Le Grix, La Borde, Berchon, Merciers, Geoffroy, Thiburge, Lecherbonnier, Mallein, Genac, conseillers (1).

Cet arrêt consacre définitivement la recevabilité de l'action en justice, comme partie civile, des associations de chasseurs et de propriétaires.

Mais cette recevabilité ne va pas sans quelques conditions accessoires.

Nous avons vu que les chasseurs ne pouvaient se constituer en Syndicats.

Les associations de chasseurs non propriétaires ou non locataires sont-elles recevables à ester en justice ?

La réponse est extrêmement douteuse, En effet, l'intérêt matériel d'une telle association est inexistant. On sait, en effet, que le permis de chasse n'autorise à chasser que sur son propre terrain ou sur le terrain d'autrui avec autorisation du propriétaire. Les chas-

(1) Cité dans : *Comment créer, organiser et administrer un syndicat de chasseurs, etc...*, par Jean Azaïs, avocat, Paris. L'Éleveur, 1924 p. 46 et sq.

seurs non propriétaires ou non locataires ne pouvant chasser qu'en vertu d'une tolérance, il s'ensuit que l'intérêt matériel d'une telle association ne peut être aucunement envisagé.

Quant à l'intérêt moral, il est presque aussi douteux, toujours en vertu de ce fait que les chasseurs de cette association n'ont aucun droit de chasse. Tout au plus pourrait-il être soutenu que l'intérêt général est en jeu, et encore faudrait-il que les statuts prévoient strictement ce but. En dehors de cette considération, extrêmement scabreuse, toute intervention en justice d'une telle association ne peut constituer qu'un abus de droit, sinon même une violation du droit.

Il est donc prudent, nécessaire, et même à notre avis indispensable, que l'association comprenne des propriétaires ou des locataires de chasse (1).

La Société pourra elle-même organiser la poursuite des délits de chasse.

Le garde sera commissionné et assermenté au nom de l'association.

En pure communalisation, le garde champêtre contribue à la police de la chasse sous les ordres du maire (la plupart du temps avec quelle molesse !). Ici le choix judicieux d'un garde particulier s'impose.

Le président le fera assermenter au nom de l'association. Toute personne âgée d'au moins 25 ans, de bonne vie et mœurs, peut être garde. Toutefois, la jurispru-

(1) Jean AZAIS, op. cit., p. 51.

Un jugement du Tribunal correctionnel de Montluçon, du 13 décemb. 1922, a admis la recevabilité en justice de l'action d'une Société de chasseurs, le St-Hubert Club de France, à l'occasion d'une affaire de délit de chasse sur autrui, au cours de laquelle cette Société s'était constituée partie civile. Voici le motif invoqué dans le jugement : « Tout fait de chasse sur la propriété d'autrui, ou tout fait connexe par là même qu'il est un délit, nuit au repeuplement du gibier, nécessite les dépenses engagées par le St-Hubert-Club pour l'exécution des lois, cause un dommage matériel et moral, actuel, personnel et direct à cette Association... » (*Le St-Hubert-Club illustré*, 1^{er} mars 1923, p. 71),

dence estime que ces fonctions sont incompatibles avec celles de serviteur à gages (un régisseur peut être garde un cocher, non). Le préfet ou le sous-préfet ont tout pouvoir pour agréer et, en cas de refus, ne sont pas obligés de motiver leur décision.

Il est très utile que la commission soit conçue en termes généraux, afin que le garde puisse verbaliser pour des délits commis sur des terres louées après la date de son assermentation. En effet, l'art. 150 de l'ordonnance du 1^{er} août 1827, qui règle la prestation des serments, n'impose aucune forme particulière à la commission.

Sous le patronnage du Saint-Hubert Club de France s'est fondée une « Mutuelle » des gardes et auxiliaires de la chasse, approuvée par arrêté ministérielle du 15 février 1906. Elle se recrute dans toute la France parmi les régisseurs, gardes, piqueurs, faisandiers, gardes champêtres, forestiers, gendarmes, leurs femmes et leurs enfants.

Le S.H.C.F. et la Société centrale des chasseurs s'occupent aussi des assurances contre les accidents pour les gardes, pendant et hors service, à n'importe quelle heure du jour et de la nuit en cas de légitime défense.

Un autre objectif que la société de chasse est essentiellement appelée à remplir, c'est le repeuplement.

A ce point de vue, il convient de remarquer que la société peut louer des chasses gardées à des propriétaires. Il y a intérêt à ce qu'elle provoque à cet effet des groupements de propriétaires par l'un ou l'autre des divers modes indiqués plus haut. Elle peut se porter adjudicataire d'une chasse communalisée.

Tout but lucratif lui étant interdit, elle indiquera par exemple le motif de repeuplement de chasse, de répression du braconnage et de destruction des animaux nuisibles.

La Société peut d'ailleurs se former entre propriétaires et chasseurs pour les buts que nous indiquons.

Nous avons relevé plus haut l'intérêt qu'une telle association des chasseurs et propriétaires représente au point de vue de la recevabilité de l'action en justice.

Pour le repeuplement, la société pourra procéder au transport du gibier vivant. Elle constituera ainsi entre les adhérents une caisse de repeuplement qu'il serait louable de voir se créer officiellement par le moyen d'une taxe perçue sur tous les porteurs de permis.

Il s'est formé, en France, en 1922, une coopérative nationale d'achat et de production du gibier de repeuplement.

Cette coopérative est une société à capital variable, divisé en actions de 100 francs souscrites et à souscrire par les entités adhérentes de la confédération. Elle a pour but de fournir à ses actionnaires le gibier de repeuplement dont ils seront acheteurs ; elle y pourvoira par achats directs dans les pays producteurs et par la création de parcs d'élevage en France. Elle est en mesure de grouper toutes les commandes, quelle que soit leur importance, car elle traite avec les plus gros exportateurs de gibier de l'Europe centrale.

Le siège social de la coopérative nationale d'achat et de production du gibier de repeuplement a été fixé en l'étude de M^e Maguillat, notaire, rue de l'Hôtel-de-Ville, à Lyon.

En la matière l'exemple fourni par une des législations suisses est instructif :

Il existe en Suisse, dans le canton de Vaud, une caisse publique de repeuplement. (Loi vaudoise du 1^{er} mars 1907).

Elle est administrée par l'Etat et alimentée :

1^o Par une somme de 5 francs payée par chaque chasseur, en sus du prix du permis ;

2^o Par l'excédent du coût des permis délivrés à des personnes non domiciliées dans le canton.

3° Par une part du produit des amendes perçues pour délits de chasse.

Le repeuplement se fait par les soins des chasseurs des districts, et la somme disponible se répartit au prorata du nombre de permis.

Dans les districts où le repeuplement n'a pas donné de résultats satisfaisants, la caisse de repeuplement peut servir à contribuer, suivant décision des chasseurs des districts, à l'organisation de la surveillance dans les réserves et à la destruction des animaux nuisibles dans celles-ci.

Le lâcher, sur des fonds ouverts à la chasse, d'espèces de gibier autres que celles qui se trouvent naturellement dans le pays n'est autorisé qu'avec le consentement du Conseil d'Etat.

Le lâcher d'animaux considérés comme nuisibles à l'agriculture est interdit d'une façon absolue (c'est pour cette raison-là que le lapin de garenne est inconnu en Suisse).

Les sociétés de chasse locales qui peuvent ainsi remplir un triple but : location de chasse en commun, répression du braconnage, repeuplement, ont intérêt pour certains de ces buts, à se fédérer. Ainsi, pour former des brigades mobiles de contre-braconnage, la forme fédérative est très utile, car elle permet de grouper des ressources importantes à cet effet.

Les conditions à remplir pour qu'une société de chasse ait une existence légale dépendent de l'objet de cette société. Suivant que le but poursuivi est ou non collectif, on aura à faire, soit à une société civile dispensée de la déclaration, soit à une association régie par la loi de 1901, assujettie à cette formalité.

Tels sont, en un court aperçu, les avantages que l'association procure aux chasseurs.

CONCLUSION

« La chasse se meurt », tel est le cri d'alarme jeté à l'heure actuelle par tous les chasseurs de France et qui se répercute en nombreux et fréquents échos dans nos revues cynégétiques.

Nous avons, au cours de ce travail, exposé cet état de chose ; nous en avons déterminé les causes ; et l'étude de la loi récente de 1924 nous a fourni l'occasion d'envisager les remèdes propres à sauver la situation.

Nous pouvons conclure que le droit de chasse étant incontestablement un attribut du droit de propriété, ce dernier doit demeurer inviolable et sacré, à la base de notre régime de la chasse.

La loi de 1924, à la suite de celle de 1844 et du décret de 1790, a consacré une fois de plus ce principe, et, par le fait même, témoigné de la répugnance éprou-

vée par le législateur français à l'égard des systèmes qui le méconnaissent.

Nous demeurons donc fidèles en la matière à cette conception traditionnelle, si conforme à l'esprit national, de l'inviolabilité de la propriété privée.

Est-ce à dire que le statut de la chasse dans notre pays soit devenu, du fait des modifications que lui a apportées la loi récente de 1924, un statut modèle ? Non ! tant s'en faut. Nous avons, à l'occasion, relevé les imperfections et les lacunes de la législation récente. La police de la chasse, dont l'Etat a la charge, appelle encore de sérieuses modifications de détail : Nous déplorons notamment la trop large réglementation de la destruction des animaux nuisibles ; l'indulgence excessive témoignée par la loi à l'égard des braconniers, spécialement la facilité qu'ont ces derniers d'échapper aux poursuites et à la répression qu'ils encourrent, et de se faire délivrer chaque année, malgré leurs méfaits, un nouveau permis de chasse ; que dire de l'inertie, en la matière qui nous intéresse, des agents locaux de l'autorité, que sont les gardes champêtres ? Nous avons souligné, à ce propos, la nécessité d'une réforme totale de notre police rurale ; nous regrettons encore que soient lettres mortes les règlements relatifs à la divagation des chiens ; enfin, et surtout, que la loi de 1924 n'ait pas cru devoir accorder à l'autorité préfectorale le pouvoir de réglementer les jours de chasse.

Sur tous ces points notre législation a à se compléter.

Mais le plus grand espoir d'une amélioration dans le domaine de la chasse réside dans l'initiative privée. La loi de 1924 a mis cette idée en relief, dans sa dernière disposition, relative au commissionnement des gardes particuliers. C'est un appel à l'union des intéressés eux-mêmes et tout spécialement des chasseurs des chasses banales, qu'elle adresse. Car, et c'est là un fait indiscutable, la crise que nous subissons, sévit

principalement dans les chasses de cette catégorie, où le peu de gibier que l'on tue provient, en grande partie, des territoires voisins, gardés à gros frais et dont la chasse est exploitée rationnellement.

La formation de sociétés fortement constituées, dotées de tous les rouages qui font la force des chasses gardées : gardes, réglementation des jours de chasse, repeuplement, piégeage, limitation à tant de pièces par fusil, interdiction des battues, en un mot, l'union des chasseurs dans la discipline, tel est le vrai remède, le plus puissant, aux maux dont se meurt la chasse dans notre pays.

Ainsi donc, nous semble-t-il, l'initiative privée possède dans la législation actuelle, assez de liberté d'action, et de moyens d'action suffisants en vue d'enrayer la décadence de la chasse en France, pour qu'il soit inutile, pour le moment, de faire appel à la contrainte administrative.

Le Président :

HITIER.

Vu :

L'assesseur du doyen,

TRUCHY.

Vu et permis d'imprimer :

Le recteur de l'Académie de Paris,

APPELL.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

La question de la chasse soulève deux problèmes distincts :

A. — <i>Un problème d'ordre juridique</i>	2
B. — <i>Un problème d'ordre économique</i>	3

Ce dernier seul nous intéresse.

a) La chasse est une richesse économique :	
par le gibier	5
b) La chasse est une richesse fiscale :	
par le permis	8
l'impôt des chiens	15
l'impôt des poudres	16
l'impôt des gardes	17
l'octroi	16
le droit spécial perçu sur les baux	17

Or, l'observation révèle que ces richesses sont, à l'heure actuelle, gravement compromises,

PREMIÈRE PARTIE

Le régime établi par la loi du 3 mai 1844 ; ses imperfections.

CHAPITRE PREMIER. — <i>Caractères essentiels de ce régime.</i>	25
SECTION I. — Le droit de chasse au point de vue juridique et politique	27
A. — Le permis de chasse.....	27
B. — Le terrain de chasse	29
SECTION II. — Mesures relatives à la protection du gibier.	31
A. — Le temps de chasse.....	31
B. — Les engins prohibés	34
C. — La question du colportage et de la vente du gibier	35
APPENDICE. — <i>Cas dans lesquels les conditions générales d'exercice du droit de chasse ne s'appliquent pas.</i>	37
A. — Chasse dans un enclos.....	38
B. — Destruction des animaux nuisibles.....	39
CHAPITRE II. — <i>Résultats pratiques de la loi de 1844</i>	41
SECTION I. — Les chasses gardées.....	44
A. — La question du morcellement des terres.....	46
B. — La question du braconnage	47
C. — La question des dégâts du gibier	51
SECTION II. — La chasse banale.....	62

DEUXIÈME PARTIE

Les projets de réforme élaborés avant la loi du 1^{er} mai 1924.

CHAPITRE PREMIER. — <i>Arguments en faveur d'un régime nouveau</i>	67
CHAPITRE II. — <i>La communalisation des chasses, en Allemagne et en Alsace-Lorraine</i>	71
A. — Aperçu historique.....	71
B. — La loi prussienne de 1907 ; la loi alsacienne de 1881	74
C. — Valeur du système.....	86

CHAPITRE III. — <i>Les projets français</i>	91
A. — Observations préliminaires.....	91
B. — La communalisation.....	93
C. — La syndicalisation.....	94

TROISIÈME PARTIE

La réforme réalisée par la loi du 1^{er} mai 1924. — Les ressources contenues dans la législation actuelle en faveur d'une amélioration du régime de la chasse : l'initiative privée.

CHAPITRE PREMIER. — <i>Arguments en faveur du régime existant</i>	111
CHAPITRE II. — <i>La police de la chasse : loi du 1^{er} mai 1924</i>	117
SECTION I. — Modifications dans les conditions d'exercice du droit de chasse.....	118
SECTION II. — Perfectionnements dans la poursuite et la répression des délits.....	125
CHAPITRE III. — <i>L'initiative privée</i>	133
SECTION I. — La communalisation facultative.....	134
SECTION II. — L'association syndicale libre.....	142
SECTION III. — Les sociétés de chasse.....	143

CONCLUSION

A. — Ce que l'Etat a encore à faire ...	154
B. — Ce que les intéressés eux-mêmes peuvent faire....	154
